

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL
CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE

[C - 2017/32136]

25 DECEMBRE 2017. — Loi-programme (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE 1^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

TITRE 2. — *Dispositions sociales*

CHAPITRE 1^{er}. — *Soins de santé*

Section 1^{re}. — Internés

Art. 2. Dans l'article 56, § 3, alinéa 1^{er}, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, inséré par la loi du 27 décembre 2004 et modifié par les lois des 11 juillet 2005 et 10 avril 2014, les mots "aux articles 14 et 18 de la loi du 1^{er} juillet 1964 de défense sociale à l'égard des anormaux, des délinquants d'habitude et des auteurs de certains délits sexuels" sont remplacés par les mots "à l'article 19 de la loi du 5 mai 2014 relative à l'internement, qui sont placées dans une institution visée à l'article 3, 4^e, d), de la loi précitée".

Art. 3. Dans l'article 56, § 3^{ter}, de la même loi, inséré par la loi du 26 décembre 2013 et modifié par les lois du 22 juin 2016 et du 11 août 2017, les mots "sur la base de l'article 14 de la loi du 1^{er} juillet 1964 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude" sont remplacés par les mots "sur la base de l'article 19 de la loi du 5 mai 2014 relative à l'internement".

Art. 4. L'article 56, § 3, alinéa 1^{er}, de la même loi, inséré par la loi du 27 décembre 2004 et modifié par les lois des 11 juillet 2005 et 10 avril 2014, est complété par la phrase suivante :

"Cette intervention s'élève respectivement à maximum 38 644 226,28 euros en 2016 et à 41 793 484 euros en 2017".

Art. 5. Dans l'article 56 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 22 juin 2016, le paragraphe 3 est abrogé.

Art. 6. L'arrêté royal du 22 mai 2005 relatif au droit aux soins de santé des internés dans l'assurance soins de santé obligatoire est abrogé.

Art. 7. L'article 37^{quinquies} de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, inséré par la loi du 5 juin 2002, est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

"Pour l'application du présent chapitre, il est tenu compte de l'intervention personnelle prise en charge par le Service public fédéral Justice pour une personne internée placée, visée à l'article 19 de la loi du 5 mai 2014 relative à l'internement".

Art. 8. Les articles 2 et 3 produisent leurs effets le 1^{er} octobre 2016.

L'article 4 produit ses effets le 1^{er} janvier 2016.

Les articles 5, 6 et 7 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER

[C - 2017/32136]

25 DECEMBER 2017. — Programmawet (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL 1. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

TITEL 2. — *Sociale bepalingen*

HOOFDSTUK 1. — *Gezondheidszorg*

Afdeling 1. — Geïnterneerden

Art. 2. In artikel 56, § 3, eerste lid, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, ingevoegd door de wet van 27 december 2004 en gewijzigd door de wetten van 11 juli 2005 en 10 april 2014, worden de woorden "de artikelen 14 en 18 van de wet van 1 juli 1964 tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen en gewoontemisdadigers en plegers van bepaalde seksuele strafbare feiten" vervangen door de woorden "artikel 19 van de wet van 5 mei 2014 betreffende de internering die geplaatst worden in inrichtingen bedoeld in artikel 3, 4^e, d), van de voormelde wet".

Art. 3. In artikel 56, § 3^{ter}, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 26 december 2013 en gewijzigd bij de wetten van 22 juni 2016 en 11 augustus 2017, worden de woorden "artikel 14 van de wet van 1 juli 1964 tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen en gewoontemisdadigers" vervangen door de woorden "artikel 19 van de wet van 5 mei 2014 betreffende de internering".

Art. 4. Artikel 56, § 3, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 27 december 2004 en gewijzigd bij de wetten van 11 juli 2005 en 10 april 2014, wordt aangevuld met de volgende zin :

"In 2016 respectievelijk 2017 bedraagt deze tegemoetkoming maximum 38 644 226,28 euro respectievelijk 41 793 484 euro".

Art. 5. In artikel 56 van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 22 juni 2016, wordt paragraaf 3 opgeheven.

Art. 6. Het koninklijk besluit van 22 mei 2005 betreffende het recht op geneeskundige verzorging van geïnterneerden in de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging wordt opgeheven.

Art. 7. Artikel 37^{quinquies} van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, ingevoegd bij de wet van 5 juni 2002, wordt aangevuld met een lid, luidende :

"Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt er rekening gehouden met het persoonlijk aandeel dat door de Federale Overheidsdienst Justitie wordt ten laste genomen voor een geplaatste geïnterneerde persoon als bedoeld in artikel 19 van de wet van 5 mei 2014 betreffende de internering".

Art. 8. De artikelen 2 en 3 hebben uitwerking op 1 oktober 2016.

Artikel 4 heeft uitwerking op 1 januari 2016.

De artikelen 5, 6 en 7 treden in werking op 1 januari 2018.

Section 2. — Financement du séjour des internés dans un hôpital psychiatrique dans des lits qui ne tombent pas dans le champ d'application de la loi sur les hôpitaux et autres établissements de soins, coordonnée le 10 juillet 2008

Art. 9. Dans l'article 37 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, le paragraphe 7, alinéa 1^{er}, modifié par la loi du 10 décembre 2009, est remplacé comme suit :

“Pour les prestations visées à l'article 34, 6°, l'intervention de l'assurance soins de santé est fixée conformément aux dispositions prévues en la matière par la loi relative aux hôpitaux et autres établissements de soins, coordonnée le 10 juillet 2008. Dans les autres cas, l'intervention, les conditions et la méthode de liquidation sont fixées par le Roi.”.

Section 3. — Délivrance de médicaments en hôpital

Art. 10. A l'article 71^{ter} de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, inséré par la loi du 27 décembre 2012 et modifié par la loi du 25 décembre 2016, sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 2, un alinéa est inséré entre le premier et le deuxième alinéa, rédigé comme suit :

“A partir du 1^{er} avril 2018, l'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités pour les médicaments biologiques, tels qu'ils sont définis par la directive 2001/83/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 novembre 2001 instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain, et pour les spécialités pharmaceutiques autorisées conformément à l'article 6^{bis}, § 1^{er}, alinéa 8, de la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments, contenant le même principe actif ou les mêmes principes actifs, pour lesquels, l'article 30, § 3, de la loi du 30 juillet 2013 portant des dispositions diverses, est applicable, délivrés par une officine hospitalière, est diminuée de 10 %.” ;

2° l'article est complété par un paragraphe 3, rédigé comme suit :

“§ 3. A partir du 1^{er} janvier 2018, l'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités pour les spécialités pharmaceutiques remboursables visées à l'article 34, alinéa 1^{er}, 5°, c), 1), auxquelles l'article 35^{ter}, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, est applicable, ou le cas échéant par application de l'article 35^{quater}, et les spécialités pharmaceutiques remboursables visées à l'article 34, alinéa 1^{er}, 5°, c), 2), qui contiennent le même principe actif ou les mêmes principes actifs, délivrées par une officine hospitalière, est diminuée de 10 %.”.

A partir du 1^{er} janvier 2018, l'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités pour les spécialités pharmaceutiques remboursables visées à l'article 34, alinéa 1^{er}, 5°, c), 1), auxquelles l'article 35^{ter}, § 1^{er}, alinéa 5, est applicable, et pour lesquelles les dispositions de l'article 35^{ter}, § 1^{er}, alinéas 1^{er} ou 2, ou le cas échéant par application de l'article 35^{quater}, ont déjà été appliquées pour tous leurs principes actifs, délivrées par une officine hospitalière, est diminuée de 10 %.

Les hôpitaux ne peuvent pas mettre la diminution de l'intervention de l'assurance à charge des bénéficiaires.”.

Art. 11. La présente section entre en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

Section 4. — Limitation du remboursement des médicaments pour lesquels des génériques sont disponibles aux spécialités les moins chères

Art. 12. Dans l'article 35^{bis}, § 2^{bis}, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, inséré par la loi du 13 décembre 2006 et modifié en dernier lieu par la loi du 22 juin 2012, un alinéa est inséré entre les alinéas 2 et 3, rédigé comme suit :

“La base de remboursement d'une spécialité pharmaceutique qui contient le même principe actif ou les mêmes principes actifs qu'une spécialité pharmaceutique pour laquelle les dispositions de l'article 35^{quater}/1 sont d'application, doit, au moment de l'inscription de la spécialité pharmaceutique sur la liste visée au paragraphe 1^{er}, répondre aux conditions pour appartenir au groupe des spécialités les moins chères visé à l'article 35^{quater}/1, valable au moment de l'inscription sur la liste précitée.”.

Afdeling 2. — Financiering van het verblijf van geïnterneerden in een psychiatrisch ziekenhuis in bedden die niet onder de toepassing vallen van de wet op de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen, gecoördineerd op 10 juli 2008

Art. 9. In artikel 37 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, wordt paragraaf 7, eerste lid, gewijzigd bij de wet van 10 december 2009, vervangen als volgt :

“Voor de in artikel 34, 6°, bedoelde verstrekkingen wordt de tegemoetkoming van de verzekering voor geneeskundige verzorging vastgesteld overeenkomstig de bepalingen ter zake van de wet betreffende de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen, gecoördineerd op 10 juli 2008. In de andere gevallen worden de tegemoetkomingen, de voorwaarden en de wijze van liquidatie bepaald door de Koning.”.

Afdeling 3. — Aflevering van geneesmiddelen in ziekenhuizen

Art. 10. In artikel 71^{ter} van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, ingevoegd bij de wet van 27 december 2012 en gewijzigd bij de wet van 25 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2 wordt tussen het eerste en het tweede lid een lid ingevoegd, luidende :

“Vanaf 1 april 2018 wordt de tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen voor de biologische geneesmiddelen, zoals gedefinieerd door de richtlijn 2001/83/EG van het Europees Parlement en de Raad van 6 november 2001 tot vaststelling van een communautair wetboek betreffende geneesmiddelen voor menselijk gebruik, en voor de farmaceutische specialiteiten, vergund overeenkomstig artikel 6^{bis}, § 1, achtste lid, van de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen, die hetzelfde werkzaam bestanddeel of dezelfde werkzame bestanddelen bevatten, voor dewelke artikel 30, § 3, van de wet van 30 juli 2013 houdende diverse bepalingen, van toepassing is, afgeleverd door een ziekenhuis-apotheek, verminderd met 10 %.”;

2° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidende :

“§ 3. Vanaf 1 januari 2018 wordt de tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen voor vergoedbare farmaceutische specialiteiten bedoeld in artikel 34, eerste lid, 5°, c), 1), voor dewelke artikel 35^{ter}, § 1, eerste en tweede lid, eventueel met de toepassing van artikel 35^{quater}, van toepassing is, en vergoedbare farmaceutische specialiteiten bedoeld in artikel 34, eerste lid, 5°, c), 2), die hetzelfde werkzaam bestanddeel of dezelfde werkzame bestanddelen bevatten, afgeleverd door een ziekenhuis-apotheek, verminderd met 10 %.”.

Vanaf 1 januari 2018 wordt de tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen voor vergoedbare farmaceutische specialiteiten bedoeld in artikel 34, eerste lid, 5°, c), 1), voor dewelke artikel 35^{ter}, § 1, vijfde lid, van toepassing is, en waarvoor voor alle werkzame bestanddelen de bepalingen van artikel 35^{ter}, § 1, eerste of tweede lid, eventueel met de toepassing van artikel 35^{quater}, reeds toegepast werden, afgeleverd door een ziekenhuis-apotheek, verminderd met 10 %.

De ziekenhuizen mogen de vermindering van de verzekerings-tegemoetkoming niet ten laste leggen van de rechthebbenden.”.

Art. 11. Deze afdeling treedt in werking op 1 januari 2018.

Afdeling 4. — Beperking van de terugbetaling van geneesmiddelen waarvoor generische geneesmiddelen beschikbaar zijn tot de goedkoopste specialiteiten

Art. 12. In artikel 35^{bis}, § 2^{bis}, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, ingevoegd bij de wet van 13 december 2006 en laatstelijk gewijzigd door de wet van 22 juni 2012, wordt tussen het tweede en het derde lid een lid ingevoegd, luidende :

“De vergoedingsbasis van een farmaceutische specialiteit die hetzelfde werkzaam bestanddeel of dezelfde werkzame bestanddelen bevat als een farmaceutische specialiteit waarvoor de bepalingen van artikel 35^{quater}/1 van toepassing zijn, moet bij de inschrijving van de farmaceutische specialiteit op de lijst bedoeld in paragraaf 1, voldoen aan de voorwaarden om te behoren tot de groep van de goedkoopste specialiteiten bedoeld in artikel 35^{quater}/1, geldig op het ogenblik van de inschrijving op de voornoemde lijst.”.

Art. 13. Dans la même loi, il est inséré un article 35^{quater}/1 rédigé comme suit :

“Art. 35^{quater}/1. § 1^{er}. L'assurance obligatoire soins de santé n'intervient dans le coût des spécialités pharmaceutiques remboursables visées à l'article 34, alinéa 1^{er}, 5^o, c), 1), auxquelles l'article 35^{ter}, § 1^{er}, alinéas 1^{er} ou 2, et § 3, alinéa 1^{er}, 1^o, 2^o ou 3^o, est applicable, le cas échéant par application de l'article 35^{quater}, et des spécialités pharmaceutiques remboursables visées à l'article 34, alinéa 1^{er}, 5^o, c), 2), qui contiennent le même principe actif ou les mêmes principes actifs, que si ces spécialités pharmaceutiques appartiennent au groupe des spécialités les moins chères tel que défini par l'article 73, § 2, alinéa 3, 1^o, alinéas 2 et 3.

Si le groupe des spécialités les moins chères ainsi défini ne comporte pas au moins trois spécialités différentes, l'assurance obligatoire soins de santé intervient également dans le coût des spécialités qui ne sont pas indisponibles au sens de l'article 72^{bis}, § 1^{er}^{bis}, dont la base de remboursement par unité d'utilisation (arrondie à deux décimales) est le pénultième ou l'antépénultième.

Les dispositions du présent article sont uniquement d'application pour les spécialités pharmaceutiques remboursables visées à l'alinéa 1^{er} qui sont remboursables en cas de délivrance dans une officine ouverte au public.

Les dispositions du présent article sont uniquement d'application pour les spécialités pharmaceutiques remboursables visées à l'article 34, alinéa 1^{er}, 5^o, c), 1), auxquelles l'article 35^{ter}, § 1^{er}, alinéas 1^{er} ou 2, et § 3, alinéa 1^{er}, 1^o, 2^o ou 3^o, le cas échéant par application de l'article 35^{quater}, a été appliqué au moins 21 mois auparavant, ainsi que pour les spécialités pharmaceutiques remboursables visées à l'article 34, alinéa 1^{er}, 5^o, c), 2), qui contiennent le même principe actif ou les mêmes principes actifs.

Les modalités suivant lesquelles il est indiqué qu'une intervention de l'assurance obligatoire soins de santé est prévue pour les spécialités pharmaceutiques visées aux alinéas 1^{er}, 2, 3 et 4, sont fixées par le Roi, compte tenu des principes énoncés ci-après.

Au plus tard six semaines avant respectivement le 1^{er} janvier, le 1^{er} avril, le 1^{er} juillet et le 1^{er} octobre de chaque année, le Service fixe la liste des spécialités pharmaceutiques qui appartiennent respectivement au 1^{er} janvier, au 1^{er} avril, au 1^{er} juillet ou au 1^{er} octobre de chaque année, au groupe des spécialités les moins chères visé aux alinéas 1^{er}, 2, 3 et 4.

Pour les spécialités pharmaceutiques qui, respectivement au 1^{er} janvier, au 1^{er} avril, au 1^{er} juillet et au 1^{er} octobre de chaque année, n'appartiennent pas au groupe des spécialités les moins chères visé aux alinéas 1^{er}, 2, 3 et 4, le demandeur peut introduire, respectivement avant le 1^{er} décembre, avant le 1^{er} mars, avant le 1^{er} juin ou avant le 1^{er} septembre de chaque année, une demande de diminution volontaire, au niveau ex-usine, de la base de remboursement et/ou du prix, afin d'appartenir quand-même, respectivement au 1^{er} janvier, au 1^{er} avril, au 1^{er} juillet ou au 1^{er} octobre de chaque année, au groupe des spécialités les moins chères visé aux alinéas 1, 2, 3 et 4.

Pour les spécialités pharmaceutiques remboursables visées à l'article 34, alinéa 1^{er}, 5^o, c), 1), auxquelles l'article 35^{ter}, § 1^{er}, alinéas 1^{er} ou 2, et § 3, alinéa 1^{er}, 1^o, 2^o ou 3^o, le cas échéant par application de l'article 35^{quater}, est applicable, il peut être tenu compte, pour le prix public proposé dans la demande de diminution visée à l'alinéa 7, d'une marge de sécurité de 25 % de la base de remboursement, étant entendu que cette marge de sécurité ne peut excéder 5,00 euros. La base de remboursement proposée dans la demande de diminution visée à l'alinéa 7, ne peut toutefois pas être plus basse, au niveau ex-usine, que la base de remboursement la plus basse au sein du groupe des spécialités les moins chères visé aux alinéas 1^{er}, 2, 3 et 4.

Les spécialités pharmaceutiques qui, lors de deux fixations trimestrielles consécutives de la liste, visées à l'alinéa 6, n'appartiennent pas au groupe des spécialités les moins chères visé aux alinéas 1^{er}, 2, 3 et 4, et pour lesquelles le demandeur n'a pas introduit de demande de diminution, au niveau ex-usine, de la base de remboursement et/ou du prix, visée à l'alinéa 7, sont supprimées de plein droit de la liste des spécialités pharmaceutiques remboursables, visée à l'article 35^{bis}, § 1^{er}, le premier jour du trimestre suivant. Et ceci est annoncé sur le site internet de l'Institut durant le trimestre qui précède la suppression de plein droit précitée. Pour ces spécialités pharmaceutiques, le demandeur ne peut pas introduire de demandes de diminution volontaires, au niveau ex-usine, de la base de remboursement et/ou du prix, durant le trimestre qui précède la suppression de plein droit précitée.

Art. 13. In dezelfde wet wordt een artikel 35^{quater}/1 ingevoegd, luidende :

“Art. 35^{quater}/1. § 1. De verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging komt enkel tegemoet in de kosten van de vergoedbare farmaceutische specialiteiten bedoeld in artikel 34, eerste lid, 5^o, c), 1), voor dewelke artikel 35^{ter}, § 1, eerste of tweede lid, en § 3, eerste lid, 1^o, 2^o of 3^o, eventueel met de toepassing van artikel 35^{quater}, van toepassing is en de vergoedbare farmaceutische specialiteiten bedoeld in artikel 34, eerste lid, 5^o, c), 2), die hetzelfde werkzaam bestanddeel of dezelfde werkzame bestanddelen bevatten, als deze farmaceutische specialiteiten behoren tot de groep van de goedkoopste specialiteiten zoals bepaald bij artikel 73, § 2, derde lid, 1^o, tweede en derde lid.

Indien de aldus bepaalde groep van de goedkoopste specialiteiten niet minstens drie verschillende specialiteiten bevat, komt de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging ook tegemoet in de kosten van de specialiteiten die niet onbeschikbaar zijn in de zin van artikel 72^{bis}, § 1^{bis}, waarvan de vergoedingsbasis per gebruikseenheid (afgerond op twee cijfers na de komma) de op één na laagste of de op twee na laagste is.

De bepalingen van dit artikel zijn enkel van toepassing voor de in het eerste lid bedoelde vergoedbare farmaceutische specialiteiten die vergoedbaar zijn bij aflevering in een voor het publiek toegankelijke officina.

De bepalingen van dit artikel zijn enkel van toepassing voor de vergoedbare farmaceutische specialiteiten bedoeld in artikel 34, eerste lid, 5^o, c), 1), voor dewelke artikel 35^{ter}, § 1, eerste of tweede lid, en § 3, eerste lid, 1^o, 2^o of 3^o, eventueel met de toepassing van artikel 35^{quater}, minstens 21 maanden geleden werd toegepast, evenals voor de vergoedbare farmaceutische specialiteiten bedoeld in artikel 34, eerste lid, 5^o, c), 2), die hetzelfde werkzaam bestanddeel of dezelfde werkzame bestanddelen bevatten.

De nadere regels om aan te geven dat de in het eerste, tweede, derde en vierde lid bedoelde farmaceutische specialiteiten in aanmerking komen voor een tegemoetkoming door de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging, worden vastgesteld door de Koning, rekening houdend met de hierna volgende beginselen.

Ten laatste zes weken vóór respectievelijk 1 januari, 1 april, 1 juli en 1 oktober van elk jaar, stelt de Dienst de lijst op van de farmaceutische specialiteiten die respectievelijk op 1 januari, op 1 april, op 1 juli of op 1 oktober van elk jaar behoren tot de groep van de goedkoopste specialiteiten bedoeld in het eerste, tweede, derde en vierde lid.

Voor de farmaceutische specialiteiten die respectievelijk op 1 januari, op 1 april, op 1 juli of op 1 oktober van elk jaar niet behoren tot de groep van de goedkoopste specialiteiten bedoeld in het eerste, tweede, derde en vierde lid, kan de aanvrager respectievelijk vóór 1 december, vóór 1 maart, vóór 1 juni of vóór 1 september van elk jaar, een vrijwillige aanvraag tot vermindering, op niveau buiten bedrijf, van de vergoedingsbasis en/of de prijs indienen, om respectievelijk op 1 januari, op 1 april, op 1 juli of op 1 oktober van elk jaar alsnog te behoren tot de groep van de goedkoopste specialiteiten bedoeld in het eerste, tweede, derde en vierde lid.

Voor de vergoedbare farmaceutische specialiteiten bedoeld in artikel 34, eerste lid, 5^o, c), 1), voor dewelke artikel 35^{ter}, § 1, eerste of tweede lid, en § 3, eerste lid, 1^o, 2^o of 3^o, eventueel met de toepassing van artikel 35^{quater}, van toepassing is, kan voor de in het zevende lid bedoelde aanvraag tot vermindering voorgestelde verkoopprijs aan publiek rekening gehouden worden met een veiligheidsmarge van 25 % van de vergoedingsbasis, met dien verstande dat deze veiligheidsmarge niet hoger kan zijn dan 5,00 euro. De in het zevende lid bedoelde aanvraag tot vermindering voorgestelde vergoedingsbasis kan evenwel niet lager zijn, op niveau buiten bedrijf, dan de laagste vergoedingsbasis binnen de groep van de goedkoopste specialiteiten bedoeld in het eerste, tweede, derde en vierde lid.

De farmaceutische specialiteiten die bij twee opeenvolgende trimestriële bepalingen van de lijst, bedoeld in het zesde lid, niet behoren tot de groep van de goedkoopste specialiteiten bedoeld in het eerste, tweede, derde en vierde lid, en waarvoor de aanvrager geen aanvraag tot vermindering, op niveau buiten bedrijf, van de vergoedingsbasis en/of de prijs ingediend heeft, bedoeld in het zevende lid, worden op de eerste dag van het daaropvolgende trimester van rechtswege geschrapt uit de lijst van de vergoedbare farmaceutische specialiteiten, bedoeld in artikel 35^{bis}, § 1. En dit wordt gedurende het trimester dat voorafgaat aan de voornoemde schrapping van rechtswege, aangekondigd op de website van het Instituut. Voor deze farmaceutische specialiteiten kan de aanvrager gedurende het trimester dat voorafgaat aan de voornoemde schrapping van rechtswege, geen vrijwillige aanvragen tot vermindering, op niveau buiten bedrijf, van de vergoedingsbasis en/of de prijs indienen.

Pour les spécialités pharmaceutiques qui sont, conformément aux dispositions de l'alinéa 9, supprimées de plein droit de la liste des spécialités pharmaceutiques remboursables, visée à l'article 35bis, § 1^{er}, respectivement au 1^{er} janvier, au 1^{er} avril, au 1^{er} juillet ou au 1^{er} octobre de chaque année, le demandeur peut, respectivement à partir du 1^{er} décembre, 1^{er} mars, 1^{er} juin ou 1^{er} septembre de chaque année et endéans une période de 23 mois après la suppression de plein droit, introduire une demande pour inscrire de plein droit à nouveau la spécialité pharmaceutique sur la liste précitée, sans tenir compte des procédures prévues par l'article 35bis, le premier jour du deuxième mois qui suit l'introduction de la demande, en tenant compte des adaptations des conditions de remboursement, des diminutions de plein droit du prix et/ou de la base de remboursement qui auraient été d'application si la spécialité était restée inscrite sur la liste, étant entendu que la base de remboursement demandée, au niveau ex-usine, répond aux conditions pour appartenir au groupe des spécialités les moins chères, valables au moment de la réinscription sur la liste précitée.

Les diminutions volontaires, au niveau ex-usine, de la base de remboursement et/ou du prix et les admissions sur ou les suppressions de la liste des spécialités pharmaceutiques remboursables, visée à l'article 35bis, § 1^{er}, de spécialités pharmaceutiques, visées aux alinéas 1^{er}, 2, 3 et 4, qui entrent en vigueur à une date autre que celles visées à l'alinéa 6, sont prises en compte lors de la fixation trimestrielle, visée à l'alinéa 6, de la liste des spécialités pharmaceutiques qui appartiennent au groupe des spécialités les moins chères visé aux alinéas 1^{er}, 2, 3 et 4, suivant leur date d'entrée en vigueur.

§ 2. A titre transitoire, dans l'attente de l'arrêté visé au § 1^{er}, alinéa 5, les modalités énoncées ci-après s'appliquent.

Au plus tard le 15 janvier 2018, le Service fixe à titre d'information, la liste des spécialités pharmaceutiques qui, au 1^{er} janvier 2018, appartiennent au groupe des spécialités les moins chères visé au § 1^{er}, alinéas 1^{er}, 2, 3 et 4.

Au plus tard six semaines avant le 1^{er} avril 2018, le Service fixe la liste des spécialités pharmaceutiques qui, au 1^{er} avril 2018, appartiennent au groupe des spécialités les moins chères visé au § 1^{er}, alinéas 1^{er}, 2, 3 et 4.

Pour les spécialités pharmaceutiques qui, au 1^{er} avril 2018, n'appartiennent pas au groupe des spécialités les moins chères visé au § 1^{er}, alinéas 1^{er}, 2, 3 et 4, le demandeur peut introduire, avant le 1^{er} mars 2018, une demande de diminution volontaire, au niveau ex-usine, de la base de remboursement et/ou du prix, afin d'appartenir quand même, au 1^{er} avril 2018, au groupe des spécialités les moins chères visé au § 1^{er}, alinéas 1^{er}, 2, 3 et 4.

Pour les spécialités pharmaceutiques remboursables visées à l'article 34, alinéa 1^{er}, 5^o, c), 1), auxquelles l'article 35ter, § 1^{er}, alinéas 1^{er} ou 2, et § 3, alinéa 1^{er}, 1^o, 2^o ou 3^o, le cas échéant par application de l'article 35quater, est applicable, il peut être tenu compte, pour le prix public proposé dans la demande de diminution visée à l'alinéa précédent, d'une marge de sécurité de 25 % de la base de remboursement, étant entendu que cette marge de sécurité ne peut excéder 5,00 euros. La base de remboursement proposée dans la demande de diminution visée à l'alinéa précédent, ne peut toutefois pas être plus basse, au niveau ex-usine, que la base de remboursement la plus basse au sein du groupe des spécialités les moins chères visé au § 1^{er}, alinéas 1^{er}, 2, 3 et 4.

Les spécialités pharmaceutiques qui, au 1^{er} janvier 2018 et au 1^{er} avril 2018, n'appartiennent pas au groupe des spécialités les moins chères visé au § 1^{er}, alinéas 1^{er}, 2, 3 et 4, et pour lesquelles le demandeur n'a pas introduit de demande de diminution, au niveau ex-usine, de la base de remboursement et/ou du prix, avant le 1^{er} mars 2018, afin d'appartenir quand même, au 1^{er} avril 2018, au groupe des spécialités les moins chères visé au § 1^{er}, alinéas 1^{er}, 2, 3 et 4, sont supprimées de plein droit de la liste des spécialités pharmaceutiques remboursables, visée à l'article 35bis, § 1^{er}, au 1^{er} juillet 2018 et ceci est annoncé sur le site internet de l'Institut à partir du 1^{er} avril 2018. Pour ces spécialités pharmaceutiques, le demandeur ne peut pas introduire de demandes de diminution volontaires, au niveau ex-usine, de la base de remboursement et/ou du prix, entre le 1^{er} mars 2018 et le 31 mai 2018.

Pour les spécialités pharmaceutiques qui sont, conformément aux dispositions de l'alinéa 6, supprimées de plein droit de la liste des spécialités pharmaceutiques remboursables, visée à l'article 35bis, § 1^{er}, au 1^{er} juillet 2018, le demandeur peut, à partir du 1^{er} juin 2018 et endéans une période de 23 mois après le 1^{er} juillet 2018, introduire une demande pour inscrire de plein droit à nouveau la spécialité pharmaceutique sur la liste précitée, sans tenir compte des procédures prévues

Voor de farmaceutische specialiteiten die op grond van de bepalingen van het negende lid, respectievelijk op 1 januari, op 1 april, op 1 juli of op 1 oktober van elk jaar van rechtswege geschrapt worden uit de lijst van de vergoedbare farmaceutische specialiteiten, bedoeld in artikel 35bis, § 1, kan de aanvrager vanaf respectievelijk 1 december, 1 maart, 1 juni of 1 september van elk jaar en binnen een periode van 23 maanden na de schrapping van rechtswege, een aanvraag indienen om de farmaceutische specialiteit, zonder rekening te houden met de procedures bepaald bij artikel 35bis, van rechtswege opnieuw in te schrijven in de voornoemde lijst, op de eerste dag van de tweede maand volgend op het indienen van de aanvraag, rekening houdend met de aanpassingen van de vergoedingsvoorwaarden, de van rechtswege verminderingen van de prijs en/of de vergoedingsbasis die van toepassing zouden zijn geweest indien de specialiteit op de voornoemde lijst ingeschreven gebleven was, met dien verstande dat de gevraagde vergoedingsbasis, op niveau buiten bedrijf, voldoet aan de voorwaarden om te behoren tot de groep van de goedkoopste specialiteiten, geldig op het ogenblik van de van rechtswege herinschrijving op de voornoemde lijst.

De vrijwillige verminderingen, op niveau buiten bedrijf, van de vergoedingsbasis en/of de prijs en de opnames op of de schrappingen uit de lijst van de vergoedbare farmaceutische specialiteiten, bedoeld in artikel 35bis, § 1, van in het eerste, tweede, derde en vierde lid bedoelde farmaceutische specialiteiten, die in werking treden op een andere datum dan deze bedoeld in het zesde lid, worden in rekening gebracht bij de trimestriële bepaling, bedoeld in het zesde lid, van de lijst van de farmaceutische specialiteiten die behoren tot de groep van de goedkoopste specialiteiten bedoeld in het eerste, tweede, derde en vierde lid, volgend op hun datum van inwerkingtreding.

§ 2. Bij wijze van overgang, in afwachting van het besluit bedoeld in § 1, vijfde lid, gelden de hierna volgende modaliteiten.

Ten laatste op 15 januari 2018 stelt de Dienst ter informatie de lijst op van de farmaceutische specialiteiten die op 1 januari 2018 behoren tot de groep van de goedkoopste specialiteiten bedoeld in § 1, eerste, tweede, derde en vierde lid.

Ten laatste zes weken vóór 1 april 2018 stelt de Dienst de lijst op van de farmaceutische specialiteiten die op 1 april 2018 behoren tot de groep van de goedkoopste specialiteiten bedoeld in § 1, eerste, tweede, derde en vierde lid.

Voor de farmaceutische specialiteiten die op 1 april 2018 niet behoren tot de groep van de goedkoopste specialiteiten bedoeld in § 1, eerste, tweede, derde en vierde lid, kan de aanvrager vóór 1 maart 2018, een vrijwillige aanvraag tot vermindering, op niveau buiten bedrijf, van de vergoedingsbasis en/of de prijs indienen, om op 1 april 2018 alsnog te behoren tot de groep van de goedkoopste specialiteiten bedoeld in § 1, eerste, tweede, derde en vierde lid.

Voor de farmaceutische specialiteiten bedoeld in artikel 34, eerste lid, 5^o, c), 1), voor dewelke artikel 35ter, § 1, eerste of tweede lid, en § 3, eerste lid, 1^o, 2^o of 3^o, eventueel met de toepassing van artikel 35quater, van toepassing is, kan voor de in het vorige lid bedoelde aanvraag tot vermindering voorgestelde verkoopprijs aan publiek rekening gehouden worden met een veiligheidsmarge van 25 % van de vergoedingsbasis, met dien verstande dat deze veiligheidsmarge niet hoger kan zijn dan 5,00 euro. De in het vorige lid bedoelde aanvraag tot vermindering voorgestelde vergoedingsbasis kan evenwel niet lager zijn, op niveau buiten bedrijf, dan de laagste vergoedingsbasis binnen de groep van de goedkoopste specialiteiten bedoeld in § 1, eerste, tweede, derde en vierde lid.

De farmaceutische specialiteiten die op 1 januari 2018 en op 1 april 2018 niet behoren tot de groep van de goedkoopste specialiteiten bedoeld in § 1, eerste, tweede, derde en vierde lid, en waarvoor de aanvrager vóór 1 maart 2018, geen aanvraag tot vermindering, op niveau buiten bedrijf, van de vergoedingsbasis en/of de prijs ingediend heeft, om op 1 april 2018 alsnog te behoren tot de groep van de goedkoopste specialiteiten bedoeld in § 1, eerste, tweede, derde en vierde lid, worden op 1 juli 2018 van rechtswege geschrapt uit de lijst van de vergoedbare farmaceutische specialiteiten, bedoeld in artikel 35bis, § 1, en dit wordt vanaf 1 april 2018 aangekondigd op de website van het Instituut. Voor deze farmaceutische specialiteiten kan de aanvrager tussen 1 maart 2018 en 31 mei 2018 geen vrijwillige aanvragen tot vermindering, op niveau buiten bedrijf, van de vergoedingsbasis en/of de prijs indienen.

Voor de farmaceutische specialiteiten die op grond van de bepalingen van het zesde lid, op 1 juli 2018 van rechtswege geschrapt worden uit de lijst van de vergoedbare farmaceutische specialiteiten, bedoeld in artikel 35bis, § 1, kan de aanvrager vanaf 1 juni 2018 en binnen een periode van 23 maanden na 1 juli 2018, een aanvraag indienen om de farmaceutische specialiteit, zonder rekening te houden met de procedures bepaald bij artikel 35bis, van rechtswege opnieuw in te schrijven in de voornoemde lijst, op de eerste dag van de tweede maand volgend

à l'article 35bis, le premier jour du deuxième mois qui suit l'introduction de la demande, en tenant compte des adaptations des conditions de remboursement, des diminutions de plein droit du prix et/ou de la base de remboursement qui auraient été d'application si la spécialité était restée inscrite sur la liste, étant entendu que la base de remboursement demandée, au niveau ex-usine, répond aux conditions pour appartenir au groupe des spécialités les moins chères, valable au moment de la réinscription sur la liste précitée.

Au plus tard six semaines avant le 1^{er} juillet 2018, le Service fixe la liste des spécialités pharmaceutiques qui, au 1^{er} juillet 2018, appartiennent au groupe des spécialités les moins chères visé au § 1^{er}, alinéas 1^{er}, 2, 3 et 4.

Les diminutions volontaires, au niveau ex-usine, de la base de remboursement et/ou du prix pour et les admissions sur ou les suppressions de la liste des spécialités pharmaceutiques remboursables, visées à l'article 35bis, § 1^{er}, de spécialités pharmaceutiques, visées au § 1^{er}, alinéas 1^{er}, 2, 3 et 4, qui entrent en vigueur à une date autre que celles visées aux alinéas 3 et 8, sont prises en compte lors de la fixation trimestrielle, visée aux alinéas 3 et 8, de la liste des spécialités pharmaceutiques qui appartiennent au groupe des spécialités les moins chères visé au § 1^{er}, alinéas 1^{er}, 2, 3 et 4, suivant leur date d'entrée en vigueur. ».

Section 5. — Prescrire à bon marché

Art. 14. Dans l'article 73, § 2, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, remplacé par la loi du 24 décembre 2002 et modifié en dernier lieu par la loi du 11 août 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2 du 1° de l'alinéa 3, les mots "similaire telle que définie au dernier alinéa" sont insérés entre les mots "par taille de conditionnement" et les mots ", formé";

2° le 1° de l'alinéa 3 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

"Les groupes de conditionnements de tailles similaires sont définis en groupant les conditionnements comme suit :

- 28-30 unités,
- 31-60 unités,
- 61-90 unités,
- 91-120 unités.";

3° à l'alinéa 5, 2^{ème} tiret, le nombre "42" est remplacé par le nombre "50";

4° à l'alinéa 5, 3^{ème} tiret, le nombre "34" est remplacé par le nombre "38";

5° à l'alinéa 5, 4^{ème} tiret, le nombre "53" est remplacé par le nombre "67";

6° à l'alinéa 5, 5^{ème} tiret, le nombre "39" est remplacé par le nombre "48";

7° à l'alinéa 5, 6^{ème} tiret, le nombre "46" est remplacé par le nombre "63";

8° à l'alinéa 5, 7^{ème} tiret, le nombre "43" est remplacé par le nombre "44";

9° à l'alinéa 5, 8^{ème} tiret, le nombre "45" est remplacé par le nombre "56";

10° à l'alinéa 5, 9^{ème} tiret, le nombre "43" est remplacé par le nombre "66";

11° à l'alinéa 5, 10^{ème} tiret, le nombre "39" est remplacé par le nombre "46";

12° à l'alinéa 5, 11^{ème} tiret, le nombre "65" est remplacé par le nombre "56";

13° à l'alinéa 5, 12^{ème} tiret, le nombre "42" est remplacé par le nombre "65";

14° à l'alinéa 5, 13^{ème} tiret, le nombre "41" est remplacé par le nombre "48";

15° à l'alinéa 5, 14^{ème} tiret, le nombre "43" est remplacé par le nombre "49";

16° à l'alinéa 5, 15^{ème} tiret, le nombre "36" est remplacé par le nombre "57";

17° à l'alinéa 5, 16^{ème} tiret, le nombre "49" est remplacé par le nombre "61";

op het indienen van de aanvraag, rekening houdend met de aanpassingen van de vergoedingsvoorwaarden, de van rechtswege verminderingen van de prijs en/of de vergoedingsbasis die van toepassing zouden zijn geweest indien de specialiteit op de voornoemde lijst ingeschreven gebleven was, met dien verstande dat de gevraagde vergoedingsbasis, op niveau buiten bedrijf, voldoet aan de voorwaarden om te behoren tot de groep van de goedkoopste specialiteiten, geldig op het ogenblik van de van rechtswege herinschrijving op de voornoemde lijst.

Ten laatste zes weken vóór 1 juli 2018 stelt de Dienst de lijst op van de farmaceutische specialiteiten die op 1 juli 2018 behoren tot de groep van de goedkoopste specialiteiten bedoeld in § 1, eerste, tweede, derde en vierde lid.

De vrijwillige verminderingen, op niveau buiten bedrijf, van de vergoedingsbasis en/of de prijs voor en de opnames of de schrappingen uit de lijst van de vergoedbare farmaceutische specialiteiten, bedoeld in artikel 35bis, § 1, van in § 1, eerste, tweede, derde en vierde lid bedoelde farmaceutische specialiteiten, die in werking treden op een andere datum dan deze bedoeld in het derde en achtste lid, worden in rekening gebracht bij de trimestriële bepaling, bedoeld in het derde en achtste lid, van de lijst van de farmaceutische specialiteiten die behoren tot de groep van de goedkoopste specialiteiten bedoeld in § 1, eerste, tweede, derde en vierde lid, volgend op hun datum van inwerkingtreding."

Afdeling 5. — Goedkoop voorschrijven

Art. 14. In artikel 73, § 2, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging, gecoördineerd op 14 juli 1994, vervangen bij de wet van 24 december 2002 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 11 augustus 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid van de bepaling onder 1° van het derde lid, worden de woorden "per verpakkingsgrootte" vervangen door de woorden "per gelijkaardige verpakkingsgrootte zoals gedefinieerd in het laatste lid";

2° de bepalingen onder 1° van het derde lid wordt aangevuld met een lid, luidende :

"De clusters van gelijkaardige verpakkingsgroottes worden gedefinieerd door de verpakkingen als volgt te groeperen :

- 28-30 gebruikseenheden,
- 31-60 gebruikseenheden,
- 61-90 gebruikseenheden,
- 91-120 gebruikseenheden.";

3° in het vijfde lid, tweede streepje, wordt het getal "42" vervangen door het getal "50";

4° in het vijfde lid, derde streepje, wordt het getal "34" vervangen door het getal "38";

5° in het vijfde lid, vierde streepje, wordt het getal "53" vervangen door het getal "67";

6° in het vijfde lid, vijfde streepje, wordt het getal "39" vervangen door het getal "48";

7° in het vijfde lid, zesde streepje, wordt het getal "46" vervangen door het getal "63";

8° in het vijfde lid, zevende streepje, wordt het getal "43" vervangen door het getal "44";

9° in het vijfde lid, achtste streepje, wordt het getal "45" vervangen door het getal "56";

10° in het vijfde lid, negende streepje, wordt het getal "43" vervangen door het getal "66";

11° in het vijfde lid, tiende streepje, wordt het getal "39" vervangen door het getal "46";

12° in het vijfde lid, elfde streepje, wordt het getal "65" vervangen door het getal "56";

13° in het vijfde lid, twaalfde streepje, wordt het getal "42" vervangen door het getal "65";

14° in het vijfde lid, dertiende streepje, wordt het getal "41" vervangen door het getal "48";

15° in het vijfde lid, veertiende streepje, wordt het getal "43" vervangen door het getal "49";

16° in het vijfde lid, vijftiende streepje, wordt het getal "36" vervangen door het getal "57";

17° in het vijfde lid, zestiende streepje, wordt het getal "49" vervangen door het getal "61";

18° à l'alinéa 5, 17ème tiret, le nombre "42" est remplacé par le nombre "62";

19° à l'alinéa 5, 18ème tiret, le nombre "16" est remplacé par le nombre "44";

20° à l'alinéa 5, 19ème tiret, le nombre "43" est remplacé par le nombre "46";

21° à l'alinéa 5, 20ème tiret, le nombre "24" est remplacé par le nombre "80";

22° à l'alinéa 5, 21ème tiret, le nombre "34" est remplacé par le nombre "58";

23° à l'alinéa 5, 22ème tiret, le nombre "44" est remplacé par le nombre "58";

24° à l'alinéa 5, 23ème tiret, le nombre "29" est remplacé par le nombre "43";

25° à l'alinéa 5, 24ème tiret, le nombre "44" est remplacé par le nombre "65";

26° à l'alinéa 5, 25ème tiret, le nombre "32" est remplacé par le nombre "40";

27° à l'alinéa 5, 26ème tiret, le nombre "70" est remplacé par le nombre "91";

28° à l'alinéa 5, 27ème tiret, le nombre "41" est remplacé par le nombre "44";

29° à l'alinéa 5, 29ème tiret, le nombre "18" est remplacé par le nombre "49".

Section 6. — Médicaments biologiques

Art. 15. L'article 30 de la loi du 30 juillet 2013 portant des dispositions diverses, modifié par la loi du 22 juin 2016 et la loi du 25 décembre 2016, dont le texte actuel formera le paragraphe 1^{er}, est complété par les paragraphes 2 à 7, rédigés comme suit :

"§ 2. Au 1^{er} avril 2018, au 1^{er} juillet 2018 et au 1^{er} octobre 2018, à l'exception des spécialités reprises dans les groupes de remboursement I.10.1, I.10.2, V.8.1, V.8.7, VII.9, VII.10 et XXII, les prix et les bases de remboursement des médicaments biologiques, tels qu'ils sont définis par la directive 2001/83/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 novembre 2001 instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain, inscrites aux chapitres I^{er}, II, IV et VIII de la liste des spécialités pharmaceutiques remboursables, visée à l'article 35bis, § 1^{er}, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, dont, dans le courant du trimestre précédent, chaque principe actif apparaît dans une spécialité qui a été remboursable pour la première fois il y a plus de dix-huit ans, sont diminués de 15 %, pour autant que les dispositions du présent article n'ont pas encore été appliquées à ces spécialités.

Ensuite au 1^{er} janvier, au 1^{er} avril, au 1^{er} juillet et au 1^{er} octobre de chaque année, à l'exception des spécialités reprises dans les groupes de remboursement I.10.1, I.10.2, V.8.1, V.8.7, VII.9, VII.10 et XXII, les prix et les bases de remboursement des médicaments biologiques, tels qu'ils sont définis par la directive 2001/83/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 novembre 2001 instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain, inscrites aux chapitres I^{er}, II, IV et VIII de la liste des spécialités pharmaceutiques remboursables, visée à l'article 35bis, § 1^{er}, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, dont, dans le courant du trimestre précédent, chaque principe actif apparaît dans une spécialité qui a été remboursable pour la première fois il y a plus de dix-huit ans, sont diminués de 15 %, pour autant que les dispositions du présent article n'ont pas encore été appliquées à ces spécialités.

§ 3. Au 1^{er} avril 2018, au 1^{er} juillet 2018 et au 1^{er} octobre 2018, à l'exception des spécialités reprises dans les groupes de remboursement I.10.1, I.10.2, V.8.1, V.8.7, VII.9, VII.10 et XXII, les prix et les bases de remboursement des médicaments biologiques, tels qu'ils sont définis par la directive 2001/83/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 novembre 2001 instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain, inscrites aux chapitres I^{er}, II, IV et VIII de la liste des spécialités pharmaceutiques remboursables, visée à l'article 35bis, § 1^{er}, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, pour lesquelles une spécialité pharmaceutique autorisée conformément à l'article 6bis, § 1^{er}, alinéa 8, de la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments, contenant le même principe actif ou les mêmes principes actifs, est inscrite sur la liste précitée, au 1^{er} février, 1^{er} mai ou 1^{er} août qui précède, et n'est pas indisponible au sens de l'article 72bis, § 1^{er}bis, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le

18° in het vijfde lid, zeventiende streepje, wordt het getal "42" vervangen door het getal "62";

19° in het vijfde lid, achttiende streepje, wordt het getal "16" vervangen door het getal "44";

20° in het vijfde lid, negentiende streepje, wordt het getal "43" vervangen door het getal "46";

21° in het vijfde lid, twintigste streepje, wordt het getal "24" vervangen door het getal "80";

22° in het vijfde lid, eenentwintigste streepje, wordt het getal "34" vervangen door het getal "58";

23° in het vijfde lid, tweeëntwintigste streepje, wordt het getal "44" vervangen door het getal "58";

24° in het vijfde lid, drieëntwintigste streepje, wordt het getal "29" vervangen door het getal "43";

25° in het vijfde lid, vierentwintigste streepje, wordt het getal "44" vervangen door het getal "65";

26° in het vijfde lid, vijfentwintigste streepje, wordt het getal "32" vervangen door het getal "40";

27° in het vijfde lid, zesentwintigste streepje, wordt het getal "70" vervangen door het getal "91";

28° in het vijfde lid, zevenentwintigste streepje, wordt het getal "41" vervangen door het getal "44";

29° in het vijfde lid, negentwintigste streepje, wordt het getal "18" vervangen door het getal "49".

Afdeling 6. — Biologische geneesmiddelen

Art. 15. Artikel 30 van de wet van 30 juli 2013 houdende diverse bepalingen, gewijzigd bij de wet van 22 juni 2016 en de wet van 25 december 2016, waarvan de bestaande tekst paragraaf 1 zal vormen, wordt aangevuld met de paragrafen 2 tot 7, luidende :

"§ 2. Op 1 april 2018, op 1 juli 2018 en op 1 oktober 2018 worden, met uitzondering van de specialiteiten die opgenomen zijn in de vergoedingsgroepen I.10.1, I.10.2, V.8.1, V.8.7, VII.9, VII.10 en XXII, de prijzen en vergoedingsbasissen van de biologische geneesmiddelen, zoals gedefinieerd door de richtlijn 2001/83/EG van het Europees Parlement en de Raad van 6 november 2001 tot vaststelling van een communautair wetboek betreffende geneesmiddelen voor menselijk gebruik, ingeschreven in de hoofdstukken I, II, IV en VIII van de lijst van de vergoedbare farmaceutische specialiteiten bedoeld in artikel 35bis, § 1, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, waarvan, in de loop van het voorafgaande trimester, elk werkzaam bestanddeel voorkomt in een specialiteit die meer dan achttien jaar geleden voor het eerst vergoedbaar was, verminderd met 15 %, voor zover de bepalingen van dit artikel nog niet zijn toegepast op deze specialiteiten.

Vervolgens worden op 1 januari, op 1 april, op 1 juli en op 1 oktober van elk jaar, met uitzondering van de specialiteiten die opgenomen zijn in de vergoedingsgroepen I.10.1, I.10.2, V.8.1, V.8.7, VII.9, VII.10 en XXII, de prijzen en vergoedingsbasissen van de biologische geneesmiddelen, zoals gedefinieerd door de richtlijn 2001/83/EG van het Europees Parlement en de Raad van 6 november 2001 tot vaststelling van een communautair wetboek betreffende geneesmiddelen voor menselijk gebruik, ingeschreven in de hoofdstukken I, II, IV en VIII van de lijst van de vergoedbare farmaceutische specialiteiten bedoeld in artikel 35bis, § 1, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, waarvan in de loop van het voorafgaande trimester, elk werkzaam bestanddeel voorkomt in een specialiteit die meer dan achttien jaar geleden voor het eerst vergoedbaar was, verminderd met 15 %, voor zover de bepalingen van dit artikel nog niet zijn toegepast op deze specialiteiten.

§ 3. Op 1 april 2018, op 1 juli 2018 en op 1 oktober 2018 worden, met uitzondering van de specialiteiten die opgenomen zijn in de vergoedingsgroepen I.10.1, I.10.2, V.8.1, V.8.7, VII.9, VII.10 en XXII, de prijzen en vergoedingsbasissen van de biologische geneesmiddelen, zoals gedefinieerd door de richtlijn 2001/83/EG van het Europees Parlement en de Raad van 6 november 2001 tot vaststelling van een communautair wetboek betreffende geneesmiddelen voor menselijk gebruik, ingeschreven in de hoofdstukken I, II, IV en VIII van de lijst van de vergoedbare farmaceutische specialiteiten bedoeld in artikel 35bis, § 1, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, waarvoor een farmaceutische specialiteit, vergund overeenkomstig artikel 6bis, § 1, achtste lid, van de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen, die hetzelfde werkzaam bestanddeel of dezelfde werkzame bestanddelen bevat, op 1 februari, 1 mei of 1 augustus die er vooraf gaat, ingeschreven is op de voornoemde lijst, en niet onbeschikbaar is in de zin van artikel 72bis,

14 juillet 1994, ainsi que les prix et bases de remboursement des spécialités pharmaceutiques autorisées conformément à l'article 6bis, § 1^{er}, alinéa 8, de la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments, contenant le même principe actif ou les mêmes principes actifs, sont diminués de 15 %.

Ensuite au 1^{er} janvier, au 1^{er} avril, au 1^{er} juillet et au 1^{er} octobre de chaque année, à l'exception des spécialités reprises dans les groupes de remboursement I.10.1, I.10.2, V.8.1, V.8.7, VII.9, VII.10 et XXII, les prix et les bases de remboursement des médicaments biologiques, tels qu'ils sont définis par la directive 2001/83/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 novembre 2001 instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain, inscrites aux chapitres I^{er}, II, IV et VIII de la liste des spécialités pharmaceutiques remboursables, visée à l'article 35bis, § 1^{er}, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, pour lesquelles une spécialité pharmaceutique autorisée conformément à l'article 6bis, § 1^{er}, alinéa 8, de la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments, contenant le même principe actif ou les mêmes principes actifs, est inscrite sur la liste précitée, au 1^{er} novembre, 1^{er} février, 1^{er} mai ou 1^{er} août qui précède, et n'est pas indisponible au sens de l'article 72bis, § 1^{er}bis, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, ainsi que les prix et bases de remboursement des spécialités pharmaceutiques autorisées conformément à l'article 6bis, § 1^{er}, alinéa 8, de la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments, contenant le même principe actif ou les mêmes principes actifs, sont diminués de 15 %.

Au 1^{er} avril 2018, au 1^{er} juillet 2018 et au 1^{er} octobre 2018, les prix et bases de remboursement des médicaments biologiques, tels qu'ils sont définis par la directive 2001/83/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 novembre 2001 instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain et les spécialités pharmaceutiques autorisées conformément à l'article 6bis, § 1^{er}, alinéa 8, de la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments, contenant le même principe actif ou les mêmes principes actifs, inscrits aux chapitres I^{er}, II, IV et VIII de la liste des spécialités pharmaceutiques remboursables, visée à l'article 35bis, § 1^{er}, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, pour lesquelles un nouveau prix et une nouvelle base de remboursement sont fixés, conformément à l'alinéa 1^{er}, sont diminués simultanément conformément aux dispositions des alinéas 23 et 25 de l'article 69 de la loi du 27 avril 2005 relative à la maîtrise du budget des soins de santé et portant diverses dispositions en matière de santé, pour autant que les dispositions dudit article n'ont pas encore été appliquées à ces spécialités.

Ensuite, chaque 1^{er} janvier, chaque 1^{er} avril, chaque 1^{er} juillet et chaque 1^{er} octobre de chaque année, les prix et bases de remboursement des médicaments biologiques, tels qu'ils sont définis par la directive 2001/83/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 novembre 2001 instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain et les spécialités pharmaceutiques autorisées conformément à l'article 6bis, § 1^{er}, alinéa 8, de la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments, contenant le même principe actif ou les mêmes principes actifs, inscrits aux chapitres I^{er}, II, IV et VIII de la liste des spécialités pharmaceutiques remboursables, visée à l'article 35bis, § 1^{er}, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, pour lesquelles un nouveau prix et une nouvelle base de remboursement sont fixés, conformément à l'alinéa 2, sont diminués simultanément conformément aux dispositions des alinéas 23 et 25 de l'article 69 de la loi du 27 avril 2005 relative à la maîtrise du budget des soins de santé et portant diverses dispositions en matière de santé, pour autant que les dispositions dudit article n'ont pas encore été appliquées à ces spécialités.

§ 4. Le Roi peut exonérer certains médicaments biologiques de la diminution prévue aux §§ 2, 3 et 7.

§ 5. Si, postérieurement à la fixation du nouveau prix et de la nouvelle base de remboursement sur la base du paragraphe 3, il s'avère qu'il n'y a plus dans la liste des spécialités pharmaceutiques remboursables, visée à l'article 35bis, § 1^{er}, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, aucune spécialité pharmaceutique remboursable, autorisée conformément à l'article 6bis, § 1^{er}, alinéa 8, de la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments, contenant le même principe actif ou les mêmes principes actifs, qui réponde aux critères pouvant donner lieu à l'application du

§ 1bis, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, alsook de prijzen en vergoedingsbasissen van de farmaceutische specialiteiten, vergund overeenkomstig artikel 6bis, § 1, achtste lid, van de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen, die hetzelfde werkzaam bestanddeel of dezelfde werkzame bestanddelen bevatten, verminderd met 15 %.

Vervolgens worden op 1 januari, op 1 april, op 1 juli en op 1 oktober van elk jaar, met uitzondering van de specialiteiten die opgenomen zijn in de vergoedingsgroepen I.10.1, I.10.2, V.8.1, V.8.7, VII.9, VII.10 en XXII, de prijzen en vergoedingsbasissen van de biologische geneesmiddelen, zoals gedefinieerd door de richtlijn 2001/83/EG van het Europees Parlement en de Raad van 6 november 2001 tot vaststelling van een communautair wetboek betreffende geneesmiddelen voor menselijk gebruik, ingeschreven in de hoofdstukken I, II, IV en VIII van de lijst van de vergoedbare farmaceutische specialiteiten bedoeld in artikel 35bis, § 1, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, waarvoor een farmaceutische specialiteit, vergund overeenkomstig artikel 6bis, § 1, achtste lid, van de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen, die hetzelfde werkzaam bestanddeel of dezelfde werkzame bestanddelen bevat, op 1 november, 1 februari, 1 mei of 1 augustus die er vooraf gaat, ingeschreven is op de voornoemde lijst, en niet onbeschikbaar is in de zin van artikel 72bis, § 1bis, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, alsook de prijzen en vergoedingsbasissen van de farmaceutische specialiteiten, vergund overeenkomstig artikel 6bis, § 1, achtste lid, van de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen, die hetzelfde werkzaam bestanddeel of dezelfde werkzame bestanddelen bevatten, verminderd met 15 %.

Op 1 april 2018, op 1 juli 2018 en op 1 oktober 2018, worden de prijzen en vergoedingsbasissen van de biologische geneesmiddelen, zoals gedefinieerd door de richtlijn 2001/83/EG van het Europees Parlement en de Raad van 6 november 2001 tot vaststelling van een communautair wetboek betreffende geneesmiddelen voor menselijk gebruik en de farmaceutische specialiteiten, vergund overeenkomstig artikel 6bis, § 1, achtste lid, van de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen, die hetzelfde werkzaam bestanddeel of dezelfde werkzame bestanddelen bevatten, ingeschreven in de hoofdstukken I, II, IV en VIII van de lijst van de vergoedbare farmaceutische specialiteiten bedoeld in artikel 35bis, § 1, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, waarvoor overeenkomstig het eerste lid, een nieuwe prijs en vergoedingsbasis vastgesteld wordt, gelijktijdig verminderd volgens de bepalingen van het drieëntwintigste en vijftwintigste lid van artikel 69 van de wet van 27 april 2005 betreffende de beheersing van de begroting van de gezondheidszorg en houdende diverse bepalingen inzake gezondheid, voor zover de bepalingen van dit artikel nog niet zijn toegepast op deze specialiteiten.

Vervolgens worden telkens op 1 januari, 1 april, 1 juli en 1 oktober van elk jaar de prijzen en vergoedingsbasissen van de biologische geneesmiddelen, zoals gedefinieerd door de richtlijn 2001/83/EG van het Europees Parlement en de Raad van 6 november 2001 tot vaststelling van een communautair wetboek betreffende geneesmiddelen voor menselijk gebruik en de farmaceutische specialiteiten, vergund overeenkomstig artikel 6bis, § 1, achtste lid, van de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen, die hetzelfde werkzaam bestanddeel of dezelfde werkzame bestanddelen bevatten, ingeschreven in de hoofdstukken I, II, IV en VIII van de lijst van de vergoedbare farmaceutische specialiteiten bedoeld in artikel 35bis, § 1, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, waarvoor overeenkomstig het tweede lid, een nieuwe prijs en vergoedingsbasis vastgesteld wordt, gelijktijdig verminderd volgens de bepalingen van het drieëntwintigste en vijftwintigste lid van artikel 69 van de wet van 27 april 2005 betreffende de beheersing van de begroting van de gezondheidszorg en houdende diverse bepalingen inzake gezondheid, voor zover de bepalingen van dit artikel nog niet zijn toegepast op deze specialiteiten.

§ 4. De Koning kan sommige biologische geneesmiddelen vrijstellen van de bij de §§ 2, 3 en 7 bepaalde vermindering.

§ 5. Als na de vaststelling van de nieuwe prijs en vergoedingsbasis op grond van paragraaf 3 blijkt dat er op de lijst van de vergoedbare farmaceutische specialiteiten bedoeld in artikel 35bis, § 1, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, geen enkele vergoedbare farmaceutische specialiteit, vergund overeenkomstig artikel 6bis, § 1, achtste lid, van de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen, die hetzelfde werkzaam bestanddeel of dezelfde werkzame bestanddelen bevat, meer voorkomt die aan de criteria voor de toepassing van

paragraphe 3, les demandeurs des médicaments biologiques dont la base de remboursement a été réduite sur la base du paragraphe 3 bénéficient d'une des mesures suivantes :

1° soit, lorsque dans les 24 mois qui suivent la fixation du nouveau prix et de la nouvelle base de remboursement sur la base du paragraphe 3, il s'avère qu'il n'y a plus dans la liste précitée aucune spécialité pharmaceutique remboursable, autorisée conformément à l'article 6bis, § 1^{er}, alinéa 8, de la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments, contenant le même principe actif ou les mêmes principes actifs, qui réponde aux critères pouvant donner lieu à l'application du paragraphe 3, la base de remboursement et le prix public sont ramenés de plein droit à un montant équivalent à la base de remboursement et au prix public initial, tel qu'appliqué avant l'application des dispositions du paragraphe 3;

2° soit, lorsqu'après les 24 mois qui suivent la fixation du nouveau prix et de la nouvelle base de remboursement sur la base du paragraphe 3, il s'avère qu'il n'y a plus dans la liste précitée aucune spécialité pharmaceutique remboursable, autorisée conformément à l'article 6bis, § 1^{er}, alinéa 8, de la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments, contenant le même principe actif ou les mêmes principes actifs, qui réponde aux critères pouvant donner lieu à l'application du paragraphe 3, la base de remboursement et le prix public sont maintenus au niveau qui est le leur suite à l'application du paragraphe 3. Si plus tard une spécialité pharmaceutique, autorisée conformément à l'article 6bis, § 1^{er}, alinéa 8, de la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments, contenant le même principe actif ou les mêmes principes actifs, peut à nouveau donner lieu à l'application du paragraphe 3, ces spécialités sont exemptées de la réduction.

Les modalités suivant lesquelles il est indiqué qu'un médicament biologique est exempté de l'application du paragraphe 3, sont fixées par le Roi.

§ 6. Si un médicament biologique, autorisé conformément à l'article 6bis, § 1^{er}, alinéa 8, de la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments, contenant le même principe actif ou les mêmes principes actifs, qui devrait donner lieu à l'application du paragraphe 3, est indisponible au sens de l'article 72bis, § 1^{er}bis, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, au moment de son inscription sur la liste des spécialités pharmaceutiques remboursables, visée à l'article 35bis, § 1^{er}, de la même loi, ou si elle le devient par la suite et que la communication de cette indisponibilité a lieu au moins 20 jours avant l'entrée en vigueur du nouveau prix et de la nouvelle base de remboursement fixée en application du paragraphe 3, la fixation du nouveau prix et de la nouvelle base de remboursement visée au paragraphe 3 est reportée, soit jusqu'à la première adaptation de la liste précitée qui suit la fin de l'indisponibilité du médicament concerné, soit jusqu'à ce qu'une autre spécialité pharmaceutique, autorisée conformément à l'article 6bis, § 1^{er}, alinéa 8, de la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments, contenant le même principe actif ou les mêmes principes actifs, donne lieu à l'application du paragraphe 3.

Si un médicament biologique, autorisé conformément à l'article 6bis, § 1^{er}, alinéa 8, de la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments, contenant le même principe actif ou les mêmes principes actifs, qui devrait donner lieu à l'application du paragraphe 3, devient indisponible au sens de l'article 72bis, § 1^{er}bis, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, après son inscription sur la liste des spécialités pharmaceutiques remboursables, visée à l'article 35bis, § 1^{er}, de la même loi et que la communication de cette indisponibilité a lieu moins de 20 jours avant l'entrée en vigueur du nouveau prix et de la nouvelle base de remboursement fixée en application du paragraphe 3, les dispositions du § 5, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, du présent article, sont d'application, soit jusqu'à la première adaptation de la liste précitée qui suit la fin de l'indisponibilité du médicament concerné, soit jusqu'à ce qu'une autre spécialité pharmaceutique, autorisée conformément à l'article 6bis, § 1^{er}, alinéa 8, de la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments, contenant le même principe actif ou les mêmes principes actifs, donne lieu à l'application du paragraphe 3.

Si le droit de commercialisation du médicament biologique, autorisé conformément à l'article 6bis, § 1^{er}, alinéa 8, de la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments, contenant le même principe actif ou les mêmes principes actifs, qui devrait donner lieu à l'application du paragraphe 3, fait l'objet d'une contestation sur base d'une allégation de violation du brevet portant sur son principe actif principal, et que la preuve de cette contestation est apportée à l'Institut au moins 20 jours avant l'entrée en vigueur du nouveau prix et de la nouvelle base de remboursement fixée en application du paragraphe 3, par l'envoi d'une copie de l'acte introduisant à cette fin soit une action en référé, soit une action en

paragraphe 3, les demandeurs des médicaments biologiques dont la base de remboursement a été réduite sur la base du paragraphe 3 bénéficient d'une des mesures suivantes :

1° ofwel, wanneer binnen een periode van 24 maanden na de vaststelling van de nieuwe prijs en vergoedingsbasis op grond van paragraaf 3 blijkt dat er op de voornoemde lijst geen enkele vergoedbare farmaceutische specialiteit, vergund overeenkomstig artikel 6bis, § 1, achtste lid, van de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen, die hetzelfde werkzaam bestanddeel of dezelfde werkzame bestanddelen bevat, meer voorkomt dat aan de criteria voldoet om aanleiding te geven voor de toepassing van paragraaf 3, worden de vergoedingsbasis en de verkoopprijs aan publiek van rechtswege teruggebracht tot een bedrag dat gelijk is aan de oorspronkelijke vergoedingsbasis en verkoopprijs aan publiek, zoals van toepassing vóór de toepassing van de bepalingen van paragraaf 3;

2° ofwel, wanneer na een periode van 24 maanden na de vaststelling van de nieuwe vergoedingsbasis op grond van paragraaf 3 blijkt dat er op de voornoemde lijst geen enkele vergoedbare farmaceutische specialiteit, vergund overeenkomstig artikel 6bis, § 1, achtste lid, van de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen, die hetzelfde werkzaam bestanddeel of dezelfde werkzame bestanddelen bevat, meer voorkomt dat aan de criteria voldoet om aanleiding te geven voor de toepassing van paragraaf 3, worden de vergoedingsbasis en de verkoopprijs aan publiek behouden op het niveau dat ze hadden ten gevolge van de toepassing van paragraaf 3. Wanneer een farmaceutische specialiteit, vergund overeenkomstig artikel 6bis, § 1, achtste lid, van de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen, die hetzelfde werkzaam bestanddeel of dezelfde werkzame bestanddelen bevat, later opnieuw aanleiding kan geven tot de toepassing van paragraaf 3, worden deze specialiteiten vrijgesteld van de vermindering.

De nadere regels om aan te geven dat een biologisch geneesmiddel is vrijgesteld van de toepassing van paragraaf 3, worden vastgesteld door de Koning.

§ 6. Indien een biologisch geneesmiddel, vergund overeenkomstig artikel 6bis, § 1, achtste lid, van de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen, die hetzelfde werkzaam bestanddeel of dezelfde werkzame bestanddelen bevat, die aanleiding zou moeten geven tot de toepassing van paragraaf 3, onbeschikbaar is in de zin van artikel 72bis, § 1bis, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994, op het moment van haar inschrijving op de lijst van de vergoedbare farmaceutische specialiteiten bedoeld in artikel 35bis, § 1, van dezelfde wet, of indien ze het nadien wordt en dat dit meegedeeld wordt minstens 20 dagen vóór de inwerkingtreding van de nieuwe prijs en vergoedingsbasis vastgelegd in toepassing van paragraaf 3, wordt de vaststelling van de nieuwe prijs en vergoedingsbasis bedoeld in paragraaf 3 uitgesteld ofwel tot de eerste aanpassing van de voornoemde lijst die volgt op het aflopen van de onbeschikbaarheid van het betrokken geneesmiddel, ofwel tot op het moment dat een andere farmaceutische specialiteit, vergund overeenkomstig artikel 6bis, § 1, achtste lid, van de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen, die hetzelfde werkzaam bestanddeel of dezelfde werkzame bestanddelen bevat, aanleiding geeft tot de toepassing van paragraaf 3.

Indien een biologisch geneesmiddel, vergund overeenkomstig artikel 6bis, § 1, achtste lid, van de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen, die hetzelfde werkzaam bestanddeel of dezelfde werkzame bestanddelen bevat, die aanleiding zou moeten geven tot de toepassing van paragraaf 3 onbeschikbaar wordt in de zin van artikel 72bis, § 1bis, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994, na haar inschrijving op de lijst van de vergoedbare farmaceutische specialiteiten bedoeld in artikel 35bis, § 1, van dezelfde wet, en dat dit meegedeeld wordt minder dan 20 dagen vóór de inwerkingtreding van de nieuwe prijs en vergoedingsbasis vastgelegd in toepassing van § paragraaf, zijn de bepalingen van § 5, eerste lid, 1° en 2°, van toepassing, ofwel tot de eerste aanpassing van de voornoemde lijst die volgt op het aflopen van de onbeschikbaarheid van het betrokken geneesmiddel, ofwel tot op het moment dat een andere farmaceutische specialiteit, vergund overeenkomstig artikel 6bis, § 1, achtste lid, van de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen, die hetzelfde werkzaam bestanddeel of dezelfde werkzame bestanddelen bevat, aanleiding geeft tot de toepassing van paragraaf 3.

Indien het recht tot commercialiseren van het biologisch geneesmiddel, vergund overeenkomstig artikel 6bis, § 1, achtste lid, van de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen, die hetzelfde werkzaam bestanddeel of dezelfde werkzame bestanddelen bevat, die aanleiding zou moeten geven tot de toepassing van paragraaf 3, betwist wordt naar aanleiding van het aanvoeren van een inbreuk op het octrooi op het voornaamste werkzaam bestanddeel, en indien het bewijs van deze betwisting voorgelegd wordt aan het Instituut minstens 20 dagen vóór de inwerkingtreding van de nieuwe prijs en vergoedingsbasis vastgelegd in toepassing van paragraaf 3, door middel van een afschrift van

cessation, la fixation du nouveau prix et de la nouvelle base de remboursement est reportée, soit jusqu'à ce qu'une décision de justice exécutoire se prononce sur la contestation visée ci-dessus et autorise la commercialisation de la spécialité pharmaceutique concernée, autorisée conformément à l'article 6bis, § 1^{er}, alinéa 8, de la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments, contenant le même principe actif ou les mêmes principes actifs, soit jusqu'à ce qu'une autre spécialité pharmaceutique, autorisée conformément à l'article 6bis, § 1^{er}, alinéa 8, de la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments, contenant le même principe actif ou les mêmes principes actifs, donne lieu à l'application du paragraphe 3.

§ 7. Au 1^{er} avril 2018, le prix et la base de remboursement des médicaments biologiques pour lesquels la diminution, prévue au § 1^{er}, deuxième alinéa, a été appliquée avant le 1^{er} avril 2018, seront diminués de plein droit de 5,56 % supplémentaires.

Le secrétariat de la Commission de remboursement des médicaments dresse, au plus tard le 1^{er} février 2018, la liste des spécialités pharmaceutiques concernées par les diminutions visées au présent paragraphe et les communique aux demandeurs concernés."

Section 7. — Modifications à la loi du 27 avril 2005 relative à la maîtrise du budget des soins de santé et portant diverses dispositions en matière de santé

Art. 16. Dans l'article 69 de la loi du 27 avril 2005 relative à la maîtrise du budget des soins de santé et portant diverses dispositions en matière de santé, modifié par la loi du 19 décembre 2008, la loi du 23 décembre 2009, la loi du 29 décembre 2010, la loi du 17 février 2012, la loi du 27 décembre 2012, la loi du 10 avril 2014, la loi du 26 décembre 2015 et la loi du 18 décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 18 est remplacé comme suit :

"Les dispositions des alinéas 14, 15, 16, 17, 22, 23, 24 et 25, sont également appliquées aux spécialités visées à l'article 34, alinéa 1^{er}, 5°, c), 2), de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, contenant le même principe actif, inscrites aux chapitres I^{er}, II, IV et VIII de la liste des spécialités pharmaceutiques remboursables, visée à l'article 35bis, § 1^{er} de la même loi, après le 1^{er} février 2016, au moment de leur inscription sur ladite liste, pour autant que les dispositions dudit article n'ont pas encore été appliquées à ces spécialités."

2° six alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 21 et 22 :

"Au 1^{er} janvier 2018, les prix et les bases de remboursement des spécialités, visées à l'article 34, alinéa 1^{er}, 5°, c), 1), de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, inscrites aux chapitres I^{er}, II, IV et VIII de la liste des spécialités pharmaceutiques remboursables, visée à l'article 35bis, § 1^{er}, de la même loi, dont, dans le courant du semestre précédent, chaque principe actif apparaît dans une spécialité qui a été remboursable pour la première fois il y a plus de douze ans, sont diminués de 17 %, à l'exception des spécialités reprises dans les groupes de remboursement I.10.1, I.10.2, V.6.3, V.6.4, V.8.1, V.8.7, VII.9, VII.10 et XXII, pour autant que les dispositions du présent article n'ont pas encore été appliquées à ces spécialités.

Au 1^{er} avril 2018, au 1^{er} juillet 2018 et au 1^{er} octobre 2018 et ensuite chaque 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet et chaque 1^{er} octobre, les prix et les bases de remboursement des spécialités, visées à l'article 34, alinéa 1^{er}, 5°, c), 1), de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, inscrites aux chapitres I^{er}, II, IV et VIII de la liste des spécialités pharmaceutiques remboursables, visée à l'article 35bis, § 1^{er}, de la même loi, dont, dans le courant du trimestre précédent, chaque principe actif apparaît dans une spécialité qui a été remboursable pour la première fois il y a plus de douze ans, sont diminués de 17 %, à l'exception des spécialités reprises dans les groupes de remboursement I.10.1, I.10.2, V.6.3, V.6.4, V.8.1, V.8.7, VII.9, VII.10 et XXII, pour autant que les dispositions du présent article n'ont pas encore été appliquées à ces spécialités.

Au 1^{er} janvier 2018, les prix et les bases de remboursement des spécialités, visées à l'article 34, alinéa 1^{er}, 5°, c), 1), de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, inscrites aux chapitres I^{er}, II, IV et VIII de la liste des spécialités pharmaceutiques remboursables, visée à l'article 35bis, § 1^{er}, de la même loi, dont, dans le courant du semestre précédent, chaque principe actif apparaît dans une spécialité qui a été remboursable pour

de gedingleidende akte die de vorm aanneemt ofwel van een kortgeding, ofwel van een stakingsvordering, dan wordt de vaststelling van de nieuwe prijs en vergoedingsbasis uitgesteld ofwel totdat een uitvoerbare rechterlijke beslissing wordt genomen over de bovenvermelde betwisting die het commercialiseren van de betrokken farmaceutische specialiteit, vergund overeenkomstig artikel 6bis, § 1, achtste lid, van de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen, die hetzelfde werkzaam bestanddeel of dezelfde werkzame bestanddelen bevat, toestaat, ofwel tot op het moment dat een andere farmaceutische specialiteit, vergund overeenkomstig artikel 6bis, § 1, achtste lid, van de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen, die hetzelfde werkzaam bestanddeel of dezelfde werkzame bestanddelen bevat, aanleiding geeft tot de toepassing van paragraaf 3.

§ 7. Op 1 april 2018 worden de prijs en vergoedingsbasis van de biologische geneesmiddelen waarvoor vóór 1 april 2018 de vermindering voorzien in § 1, tweede lid, werd toegepast, bijkomend en van rechtswege verminderd met 5,56 %.

Ten laatste op 1 februari 2018 stelt het secretariaat van de Commissie Tegemoetkoming geneesmiddelen de lijst vast van de specialiteiten betrokken bij de in deze paragraaf bedoelde verminderingen en deelt deze mee aan de betrokken aanvragers."

Afdeling 7. — Wijzigingen aan de wet van 27 april 2005 betreffende de beheersing van de begroting van de gezondheidszorg en houdende diverse bepalingen inzake gezondheid

Art. 16. In artikel 69 van de wet van 27 april 2005 betreffende de beheersing van de begroting van de gezondheidszorg en houdende diverse bepalingen inzake gezondheid, gewijzigd bij de wet van 19 december 2008, bij de wet van 23 december 2009, de wet van 29 december 2010, de wet van 17 februari 2012, de wet van 27 december 2012, de wet van 10 april 2014, de wet van 26 december 2015 en de wet van 18 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het achttiende lid wordt vervangen als volgt :

"De bepalingen van de leden 14, 15, 16, 17, 22, 23, 24 en 25 worden ook toegepast op de specialiteiten, bedoeld in artikel 34, eerste lid, 5°, c), 2), van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, met hetzelfde werkzaam bestanddeel, ingeschreven in de hoofdstukken I, II, IV en VIII van de lijst van de vergoedbare farmaceutische specialiteiten, bedoeld in artikel 35bis, § 1, van dezelfde wet, na 1 februari 2016, op het ogenblik van hun inschrijving in de voornoemde lijst, voor zover de bepalingen van dit artikel nog niet zijn toegepast op deze specialiteiten."

2° tussen het eenentwintigste en het tweeëntwintigste lid worden zes leden ingevoegd, luidende :

"Op 1 januari 2018, worden de prijzen en vergoedingsbasissen van de specialiteiten, bedoeld in artikel 34, eerste lid, 5°, c), 1), van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, ingeschreven in de hoofdstukken I, II, IV en VIII van de lijst van de vergoedbare farmaceutische specialiteiten, bedoeld in artikel 35bis, § 1, van dezelfde wet, waarvan, in de loop van het voorafgaande semester, elk werkzaam bestanddeel voorkomt in een specialiteit die meer dan twaalf jaar geleden voor het eerst vergoedbaar was, verminderd met 17 %, met uitzondering van de specialiteiten die opgenomen zijn in de vergoedingsgroepen I.10.1, I.10.2, V.6.3, V.6.4, V.8.1, V.8.7, VII.9, VII.10 en XXII, voor zover de bepalingen van dit artikel nog niet zijn toegepast op deze specialiteiten.

Op 1 april 2018, op 1 juli 2018 en op 1 oktober 2018 en vervolgens telkens op 1 januari, op 1 april, op 1 juli en op 1 oktober van elk jaar, worden de prijzen en vergoedingsbasissen van de specialiteiten, bedoeld in artikel 34, eerste lid, 5°, c), 1), van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, ingeschreven in de hoofdstukken I, II, IV en VIII van de lijst van de vergoedbare farmaceutische specialiteiten, bedoeld in artikel 35bis, § 1, van dezelfde wet, waarvan, in de loop van het voorafgaande semester, elk werkzaam bestanddeel voorkomt in een specialiteit die meer dan twaalf jaar geleden voor het eerst vergoedbaar was, verminderd met 17 %, met uitzondering van de specialiteiten die opgenomen zijn in de vergoedingsgroepen I.10.1, I.10.2, V.6.3, V.6.4, V.8.1, V.8.7, VII.9, VII.10 en XXII, voor zover de bepalingen van dit artikel nog niet zijn toegepast op deze specialiteiten.

Op 1 januari 2018, worden de prijzen en vergoedingsbasissen van de specialiteiten, bedoeld in artikel 34, eerste lid, 5°, c), 1), van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, ingeschreven in de hoofdstukken I, II, IV en VIII van de lijst van de vergoedbare farmaceutische specialiteiten, bedoeld in artikel 35bis, § 1, van dezelfde wet, waarvan, in de loop van het voorafgaande semester, elk werkzaam

la première fois il y a plus de quinze ans, sont diminués de 2,41 %, à l'exception des spécialités reprises dans les groupes de remboursement I.10.1, I.10.2, V.6.3, V.6.4, V.8.1, V.8.7, VII.9, VII.10 et XXII, pour autant que les dispositions du présent article n'ont pas encore été appliquées à ces spécialités.

Au 1^{er} avril 2018, au 1^{er} juillet 2018 et au 1^{er} octobre 2018 et ensuite chaque 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet et chaque 1^{er} octobre, les prix et les bases de remboursement des spécialités, visées à l'article 34, alinéa 1^{er}, 5^o, c), 1), de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, inscrites aux chapitres I^{er}, II, IV et VIII de la liste des spécialités pharmaceutiques remboursables, visée à l'article 35bis, § 1^{er}, de la même loi, dont, dans le courant du trimestre précédent, chaque principe actif apparaît dans une spécialité qui a été remboursable pour la première fois il y a plus de quinze ans, sont diminués de 2,41 %, à l'exception des spécialités reprises dans les groupes de remboursement I.10.1, I.10.2, V.6.3, V.6.4, V.8.1, V.8.7, VII.9, VII.10 et XXII, pour autant que les dispositions du présent article n'ont pas encore été appliquées à ces spécialités.

Au 1^{er} janvier 2018, les prix et bases de remboursement des spécialités, visées à l'article 34, alinéa 1^{er}, 5^o, c), 1), de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, inscrites aux chapitres I^{er}, II, IV et VIII de la liste des spécialités pharmaceutiques remboursables, visée à l'article 35bis, § 1^{er}, de la même loi, pour lesquelles un nouveau prix et une nouvelle base de remboursement sont fixés, conformément aux dispositions de l'article 35ter ou 35quater de la même loi, à l'exception des spécialités reprises dans les groupes de remboursement I.10.1, I.10.2, V.6.3, V.6.4, V.8.1, V.8.7, VII.9, VII.10 et XXII et à l'exception des spécialités pour lesquelles l'article 35ter, § 1^{er}, alinéa 5, § 2 ou § 2bis, de la même loi, est d'application, sont diminués conformément aux dispositions des alinéas 22 et 24 du présent article, pour autant que les dispositions du présent article n'ont pas encore été appliquées à ces spécialités.

Au 1^{er} avril 2018, au 1^{er} juillet 2018 et au 1^{er} octobre 2018, et ensuite chaque 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet et chaque 1^{er} octobre, les prix et bases de remboursement des spécialités, visées à l'article 34, alinéa 1^{er}, 5^o, c), 1), de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, inscrites aux chapitres I^{er}, II, IV et VIII de la liste des spécialités pharmaceutiques remboursables, visée à l'article 35bis, § 1^{er}, de la même loi, pour lesquelles un nouveau prix et une nouvelle base de remboursement sont fixés, conformément aux dispositions de l'article 35ter ou 35quater de la même loi, à l'exception des spécialités reprises dans les groupes de remboursement I.10.1, I.10.2, V.6.3, V.6.4, V.8.1, V.8.7, VII.9, VII.10 et XXII et à l'exception des spécialités pour lesquelles l'article 35ter, § 1^{er}, alinéa 5, § 2, ou § 2bis, de la même loi, est d'application, sont diminués conformément aux dispositions des alinéas 23 et 25 du présent article, pour autant que les dispositions du présent article n'ont pas encore été appliquées à ces spécialités.”;

3^o à l'alinéa 24, qui devient l'alinéa 30, les mots “14 ou 15” sont remplacés par les mots “14, 15, 22 ou 23”;

4^o à l'alinéa 25, qui devient l'alinéa 31, les mots “14 ou 15” sont remplacés par les mots “14, 15, 22 ou 23”;

5^o à l'alinéa 26, qui devient l'alinéa 32, les mots “16 ou 17” sont remplacés par les mots “16, 17, 24 ou 25” et les mots “9 ou 11” sont remplacés par les mots “9, 11, 16, 17, 24 ou 25”;

6^o à l'alinéa 27, qui devient l'alinéa 33, les mots “16 ou 17” sont remplacés par les mots “16, 17, 24 ou 25”;

7^o à l'alinéa 30, qui devient l'alinéa 36, les mots “10, 11, 12, 11, 16 ou 17” sont remplacés par les mots “10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 22, 23, 24 ou 25”;

8^o à l'alinéa 31, qui devient l'alinéa 37, les mots “10, 11, 11, 16 ou 17” sont remplacés par les mots “10, 11, 13, 14, 15, 16, 17, 22, 23, 24 ou 25”.

bestanddeel voorkomt in een specialiteit die meer dan vijftien jaar geleden voor het eerst vergoedbaar was, verminderd met 2,41 %, met uitzondering van de specialiteiten die opgenomen zijn in de vergoedingsgroepen I.10.1, I.10.2, V.6.3, V.6.4, V.8.1, V.8.7, VII.9, VII.10 en XXII, voor zover de bepalingen van dit artikel nog niet zijn toegepast op deze specialiteiten.

Op 1 april 2018, op 1 juli 2018 en op 1 oktober 2018 en vervolgens telkens op 1 januari, op 1 april, op 1 juli en op 1 oktober van elk jaar, worden de prijzen en vergoedingsbasissen van de specialiteiten, bedoeld in artikel 34, eerste lid, 5^o, c), 1), van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, ingeschreven in de hoofdstukken I, II, IV en VIII van de lijst van de vergoedbare farmaceutische specialiteiten, bedoeld in artikel 35bis, § 1, van dezelfde wet, waarvan, in de loop van het voorafgaande trimester, elk werkzaam bestanddeel voorkomt in een specialiteit die meer dan vijftien jaar geleden voor het eerst vergoedbaar was, verminderd met 2,41 %, met uitzondering van de specialiteiten die opgenomen zijn in de vergoedingsgroepen I.10.1, I.10.2, V.6.3, V.6.4, V.8.1, V.8.7, VII.9, VII.10 en XXII, voor zover de bepalingen van dit artikel nog niet zijn toegepast op deze specialiteiten.

Op 1 januari 2018 worden de prijzen en vergoedingsbasissen van de specialiteiten, bedoeld in artikel 34, eerste lid, 5^o, c), 1), van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, ingeschreven in de hoofdstukken I, II, IV en VIII van de lijst van de vergoedbare farmaceutische specialiteiten, bedoeld in artikel 35bis, § 1, van dezelfde wet, waarvoor overeenkomstig de bepalingen van artikel 35ter of 35quater van dezelfde wet, een nieuwe prijs en vergoedingsbasis vastgesteld wordt, met uitzondering van de specialiteiten die opgenomen zijn in de vergoedingsgroepen I.10.1, I.10.2, V.6.3, V.6.4, V.8.1, V.8.7, VII.9, VII.10 en XXII en met uitzondering van de specialiteiten waarvoor artikel 35ter, § 1, vijfde lid, § 2 of § 2bis, van dezelfde wet van toepassing is, verminderd volgens de bepalingen van het tweeëntwintigste en het vierentwintigste lid van dit artikel, voor zover de bepalingen van dit artikel nog niet zijn toegepast op deze specialiteiten.

Op 1 april 2018, op 1 juli 2018 en op 1 oktober 2018, en vervolgens telkens op 1 januari, op 1 april, op 1 juli en op 1 oktober van elk jaar, worden de prijzen en vergoedingsbasissen van de specialiteiten, bedoeld in artikel 34, eerste lid, 5^o, c), 1), van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, ingeschreven in de hoofdstukken I, II, IV en VIII van de lijst van de vergoedbare farmaceutische specialiteiten, bedoeld in artikel 35bis, § 1, van dezelfde wet, waarvoor overeenkomstig de bepalingen van artikel 35ter of 35quater van dezelfde wet, een nieuwe prijs en vergoedingsbasis vastgesteld wordt, met uitzondering van de specialiteiten die opgenomen zijn in de vergoedingsgroepen I.10.1, I.10.2, V.6.3, V.6.4, V.8.1, V.8.7, VII.9, VII.10 en XXII en met uitzondering van de specialiteiten waarvoor artikel 35ter, § 1, vijfde lid, § 2 of § 2bis, van dezelfde wet van toepassing is, verminderd volgens de bepalingen van het drieëntwintigste en het vijfentwintigste lid van dit artikel, voor zover de bepalingen van dit artikel nog niet zijn toegepast op deze specialiteiten.”;

3^o in het vierentwintigste lid, dat het dertigste lid wordt, worden de woorden “veertiende of vijftiende” vervangen door de woorden “veertiende, vijftiende, tweeëntwintigste of drieëntwintigste”;

4^o in het vijfentwintigste lid, dat het eenendertigste lid wordt, worden de woorden “veertiende of vijftiende” vervangen door de woorden “veertiende, vijftiende, tweeëntwintigste of drieëntwintigste”;

5^o in het zesentwintigste lid, dat het tweeëndertigste lid wordt, worden de woorden “zestiende of zeventiende” vervangen door de woorden “zestiende, zeventiende, vierentwintigste of vijfentwintigste” en worden de woorden “negende of elfde lid” vervangen door de woorden “negende, elfde, zestiende, zeventiende, vierentwintigste of vijfentwintigste lid”;

6^o in het zevenentwintigste lid, dat het drieëndertigste lid wordt, worden de woorden “zestiende of zeventiende” vervangen door de woorden “zestiende, zeventiende, vierentwintigste of vijfentwintigste”;

7^o in het dertigste lid, dat het zesendertigste lid wordt, worden de woorden “zestiende en zeventiende” vervangen door de woorden “zestiende, zeventiende, tweeëntwintigste, drieëntwintigste, vierentwintigste of vijfentwintigste”;

8^o in het eenendertigste lid, dat het zevenendertigste lid wordt, worden de woorden “zestiende en zeventiende” vervangen door de woorden “zestiende, zeventiende, tweeëntwintigste, drieëntwintigste, vierentwintigste of vijfentwintigste”.

Section 8. — Adaptation de l'objectif budgétaire

Art. 17. A l'article 40, § 1^{er}, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, modifié en dernier lieu par la loi du 18 décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 4, les mots "71 788 milliers d'euros" sont remplacés par les mots "86 788 milliers d'euros";

2° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 4 et 5 :

"A partir de 2018, le montant de l'objectif budgétaire annuel global est adapté de la différence entre le montant des recettes estimées en application des règles de compensation visées à l'article 35bis, § 7, et à l'article 35septies/2, § 7, tel que repris dans l'objectif budgétaire annuel global de l'année à laquelle se rapporte l'objectif budgétaire annuel global et le montant des recettes estimées en application des règles de compensation visées à l'article 35bis, § 7, et à l'article 35septies/2, § 7, tel que repris dans l'objectif budgétaire annuel global de l'année précédente. Si le montant des recettes estimées en application des règles de compensation visées à l'article 35bis, § 7, et à l'article 35septies/2, § 7, tel que repris dans l'objectif budgétaire annuel global de l'année à laquelle se rapporte l'objectif budgétaire annuel global, est supérieur au montant des recettes estimées en application des règles de compensation visées à l'article 35bis, § 7, et à l'article 35septies/2, § 7, tel que repris dans l'objectif budgétaire annuel global de l'année précédente, la valeur absolue de la différence est ajoutée à l'objectif budgétaire annuel global. Cette augmentation fait partie intégrante de l'objectif budgétaire annuel global. Si le montant des recettes estimées en application des règles de compensation visées à l'article 35bis, § 7, et à l'article 35septies/2, § 7, tel que repris dans l'objectif budgétaire annuel global de l'année à laquelle se rapporte l'objectif budgétaire annuel global, est inférieur au montant des recettes estimées en application des règles de compensation visées à l'article 35bis, § 7, et à l'article 35septies/2, § 7, tel que repris dans l'objectif budgétaire annuel global de l'année précédente, l'objectif budgétaire annuel global sera diminué de la valeur absolue de la différence. Cette diminution fait partie intégrante de l'objectif budgétaire annuel global."

Section 9. — Dispositions abrogatoires

Art. 18. L'article 117 de la loi coordonnée du 10 juillet 2008 relative aux hôpitaux et à d'autres établissements de soins, est abrogé.

Art. 19. L'arrêté royal du 28 septembre 2003 exécutant l'article 104quater, § 1^{er}, de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, est abrogé.

Section 10. — Cotisations sur les chiffres d'affaires

Art. 20. A l'article 191, alinéa 1^{er}, 15^onovies, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, inséré par la loi du 27 décembre 2005 et modifié par les lois du 27 décembre 2006, du 21 décembre 2007, du 8 juin 2008, du 19 décembre 2008, du 22 décembre 2008, du 23 décembre 2009, du 29 décembre 2010, du 28 décembre 2011, du 27 décembre 2012, du 26 décembre 2013, du 19 décembre 2014, du 26 décembre 2015 et du 25 décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° le troisième alinéa est complété par la phrase suivante :

"Pour 2018, le montant de cette cotisation est fixé à 6,73 p.c. du chiffre d'affaires qui a été réalisé en 2018.";

2° au cinquième alinéa, dernière phrase, le mot "et" est remplacé par la mention "," et la phrase est complétée comme suit :

"et avant le 1^{er} mai 2019 pour le chiffre d'affaires qui a été réalisé en 2018.";

3° au septième alinéa, dans la première phrase, le mot "et" est remplacé par la mention "," et les mots "et la cotisation sur le chiffre d'affaires 2018" sont insérés entre les mots "chiffre d'affaires 2017" et les mots "sont versées";

4° le huitième alinéa est complété par la phrase suivante :

"Pour 2018, l'avance et le solde visés au précédent alinéa doivent être versés respectivement avant le 1^{er} juin 2018 et le 1^{er} juin 2019 sur le compte de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité en indiquant respectivement la mention "avance cotisation chiffre d'affaires 2018" et "solde cotisation chiffre d'affaires 2018".";

5° le dixième alinéa est complété par la phrase suivante :

"Pour 2018 l'avance précitée est fixée à 6,73 p.c. du chiffre d'affaires qui a été réalisé dans l'année 2017.";

Afdeling 8. — Aanpassing van de begrotingsdoelstelling

Art. 17. In artikel 40, § 1, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 18 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het vierde lid, worden de woorden "71 788 duizend euro" door de woorden "86 788 duizend euro" vervangen;

2° een lid wordt tussen het vierde en het vijfde lid ingevoegd, luidende :

"Vanaf 2018 wordt het bedrag van de globale jaarlijkse begrotingsdoelstelling aangepast met het verschil tussen het bedrag van de geraamde inkomsten in toepassing van de compensatieregels bedoeld in artikel 35bis, § 7, en artikel 35septies/2, § 7, zoals opgenomen in de globale jaarlijkse begrotingsdoelstelling van het jaar waarop de globale jaarlijkse begrotingsdoelstelling betrekking heeft en het bedrag van de geraamde inkomsten in toepassing van de compensatieregels bedoeld in artikel 35bis, § 7, en artikel 35septies/2, § 7, zoals opgenomen in de globale jaarlijkse begrotingsdoelstelling van het vorige jaar. Indien het bedrag van de geraamde inkomsten in toepassing van de compensatieregels bedoeld in artikel 35bis, § 7, en artikel 35septies/2, § 7, zoals opgenomen in de globale jaarlijkse begrotingsdoelstelling van het jaar waarop de globale jaarlijkse begrotingsdoelstelling betrekking heeft groter is dan het bedrag van de geraamde inkomsten in toepassing van de compensatieregels bedoeld in artikel 35bis, § 7, en artikel 35septies/2, § 7, zoals opgenomen in de globale jaarlijkse begrotingsdoelstelling van het vorige jaar, dan wordt de absolute waarde van dat verschil toegevoegd aan de globale jaarlijkse begrotingsdoelstelling. Deze verhoging maakt integraal deel uit van de globale jaarlijkse begrotingsdoelstelling. Indien het bedrag van de geraamde inkomsten in toepassing van de compensatieregels bedoeld in artikel 35bis, § 7, en artikel 35septies/2, § 7, zoals opgenomen in de globale jaarlijkse begrotingsdoelstelling van het jaar waarop de globale jaarlijkse begrotingsdoelstelling betrekking heeft kleiner is dan het bedrag van de geraamde inkomsten in toepassing van de compensatieregels bedoeld in artikel 35bis, § 7, en artikel 35septies/2, § 7, zoals opgenomen in de globale jaarlijkse begrotingsdoelstelling van het vorige jaar, dan wordt de absolute waarde van dat verschil. Deze vermindering maakt integraal deel uit van de globale jaarlijkse begrotingsdoelstelling."

Afdeling 9. — Opheffingsbepalingen

Art. 18. Artikel 117 van de gecoördineerde wet van 10 juli 2008 op de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen, wordt opgeheven.

Art. 19. Het koninklijk besluit van 28 september 2003 tot uitvoering van artikel 104quater, § 1, van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, wordt opgeheven.

Afdeling 10. — Heffingen op de omzet

Art. 20. In artikel 191, eerste lid, 15^onovies, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994, ingevoegd bij de wet van 27 december 2005 en gewijzigd bij de wetten van 27 december 2006, 21 december 2007, 8 juni 2008, 19 december 2008, 22 december 2008, 23 december 2009, 29 december 2010, 28 december 2011, 27 december 2012, 26 december 2013, 19 december 2014, 26 december 2015 en 25 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het derde lid wordt aangevuld met de volgende zin :

"Voor 2018 wordt het bedrag van die heffing vastgesteld op 6,73 pct. van de omzet die in 2018 is verwezenlijkt.";

2° in het vijfde lid, laatste zin, wordt het woord "en" vervangen door de vermelding "," en wordt de zin aangevuld als volgt :

"en voor 1 mei 2019 voor de omzet die in 2018 is verwezenlijkt.";

3° in het zevende lid, eerste zin, wordt het woord "en" vervangen door de vermelding "," en worden de woorden "en de heffing op de omzet 2018" ingevoegd tussen de woorden "omzet 2017" en de woorden "worden via";

4° het achtste lid wordt aangevuld met de volgende zin :

"Voor 2018 dienen het in het vorige lid bedoelde voorschot en saldo respectievelijk gestort te worden voor 1 juni 2018 en 1 juni 2019 op rekening van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, met vermelding van respectievelijk "voorschot heffing omzet 2018" en "saldo heffing omzet 2018".";

5° het tiende lid wordt aangevuld met de volgende zin :

"Voor 2018 wordt het voornoemde voorschot bepaald op 6,73 pct. van de omzet die in het jaar 2017 is verwezenlijkt.";

6° le dernier alinéa est complété par la phrase suivante :

“Les recettes qui résultent de la cotisation sur le chiffre d'affaires 2018 seront inscrites dans les comptes de l'assurance obligatoire soins de santé de l'exercice 2018.”.

Art. 21. A l'article 191, alinéa 1^{er}, 15^o *duodecies*, de la même loi, inséré par la loi du 23 décembre 2009 et modifié par les lois du 29 décembre 2010, du 28 décembre 2011, du 27 décembre 2012, du 26 décembre 2013, du 19 décembre 2014, du 26 décembre 2015 et du 25 décembre 2016, le cinquième alinéa est complété par la phrase suivante :

“Pour 2018, le montant de cette cotisation est fixé à 1 p.c. du chiffre d'affaires qui a été réalisé en 2018 et l'avance concernée est fixée à 1 p.c. du chiffre d'affaires réalisé en 2017.”.

Art. 22. A l'article 191, 15^o *terdecies*, de la même loi, inséré par la loi du 28 juin 2013 et modifié par les lois du 19 décembre 2014, du 26 décembre 2015 et du 25 décembre 2016, le cinquième alinéa est complété comme suit :

“Pour l'année 2018, les pourcentages de cette cotisation orpheline s'élèvent à 0 p. c. pour la tranche du chiffre d'affaires allant de 0 à 1,5 millions d'euros, 3 p. c. pour la tranche du chiffre d'affaires allant de 1,5 à 3 millions d'euros et à 5 p. c. pour la tranche du chiffre d'affaires qui est supérieure à 3 millions d'euros. Les pourcentages, appliqués aux différents paliers pour constituer l'avance 2018 sont identiques à ceux fixés pour la cotisation orpheline 2018.”.

Section 11. — Contribution sur le marketing

Art. 23. A l'article 191, alinéa 1^{er}, 31^o, de la même loi, inséré par la loi du 27 décembre 2012 et modifié par les lois du 26 décembre 2013, du 19 décembre 2014, du 26 décembre 2015 et du 25 décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° le premier alinéa est complété par la phrase suivante :

“Pour 2018, la contribution compensatoire est maintenue.”;

2° au deuxième alinéa, les mots “réalisé en 2016, pour l'année 2016, et réalisé en 2017, pour l'année 2017” sont remplacés par les mots “réalisé en 2016, pour l'année 2016, réalisé en 2017, pour l'année 2017, et réalisé en 2018, pour l'année 2018”;

3° le troisième alinéa est complété comme suit :

“L'acompte 2018, fixé à 0,13 p. c. du chiffre d'affaires réalisé en 2017, est versé avant le 1^{er} juin 2018 sur le compte de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, en indiquant la mention “Acompte contribution compensatoire 2018” et le solde est versé avant le 1^{er} juin 2019 sur ce même compte avec la mention “Solde contribution compensatoire 2018”.”;

4° au cinquième alinéa, le mot “et” est supprimé et la phrase est complétée comme suit :

“, et pour l'année comptable 2018, pour ce qui concerne la contribution 2018.”

Section 12. — Intervention pour l'institut de classification de fonctions

Art. 24. L'article 59^{septies} de la loi-programme du 2 janvier 2001, inséré par la loi du 4 juillet 2011, est remplacé par ce qui suit :

“Le présent chapitre prévoit une intervention au profit de l'Institut de classification de fonctions en vue du maintien, à partir de 2017, d'un certain nombre d'équivalents temps plein au sein de cet Institut.”.

Art. 25. Dans l'article 59^{octies}, alinéa 2, de la même loi, inséré par la loi du 4 juillet 2001, le 1° est remplacé par ce qui suit :

“1° fixer le budget maximal de l'intervention et un nombre maximal d'équivalents temps plein, de même que les barèmes applicables à ces fonctions;”.

Section 13. — Accord social – Secteurs fédéraux de la Santé

Art. 26. L'article 55 de la loi-programme du 20 juillet 2006, modifié par les lois des 27 décembre 2006, 22 décembre 2008, 29 décembre 2010, 19 mars 2013, 10 avril 2014 et 18 mars 2016, est complété par deux alinéas, libellés comme suit :

“En 2017, un montant de 25 000 000 euros est transféré de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité au Fonds d'épargne sectoriel des secteurs fédéraux, en faveur des travailleurs salariés liés par un contrat de travail tant auprès d'un employeur du secteur privé qu'auprès d'un employeur du secteur public; le Roi détermine la répartition de ce montant entre les deux secteurs sur la base du coût salarial de ces travailleurs salariés. Ces montants sont imputés par

6° het laatste lid wordt aangevuld met de volgende zin :

“De ontvangsten die voortvloeien uit de heffing op de omzet 2018 zullen in de rekeningen van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging worden opgenomen in het boekjaar 2018.”.

Art. 21. In artikel 191, eerste lid, 15^o *duodecies*, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 23 december 2009 en gewijzigd bij de wetten van 29 december 2010, van 28 december 2011, van 27 december 2012, van 26 december 2013, van 19 december 2014, van 26 december 2015 en van 25 december 2016, wordt het vijfde lid aangevuld met de volgende zin :

“Voor 2018 wordt het bedrag van die heffing vastgesteld op 1 pct. van de omzet die in 2018 is verwezenlijkt en het ermee samenhangende voorschot wordt vastgesteld op 1 pct. van de omzet die in 2017 is verwezenlijkt.”.

Art. 22. In artikel 191, 15^o *terdecies*, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 28 juni 2013 en gewijzigd bij de wetten van 19 december 2014, 26 december 2015 en 25 december 2016, wordt het vijfde lid aangevuld als volgt :

“Voor het jaar 2018 worden de percentages van deze weesheffing vastgesteld op 0 pct. voor het deel van de omzet van 0 tot en met 1,5 miljoen euro, op 3 pct. voor het deel van de omzet van 1,5 tot en met 3 miljoen euro en op 5 pct. voor het deel van de omzet groter dan 3 miljoen euro. De percentages, die op de verschillende omzetniveaus toegepast worden om het voorschot 2018 vast te stellen, zijn gelijk aan de percentages die vastgesteld worden voor de weesheffing 2018.”.

Afdeling 11. — Bijdrage op marketing

Art. 23. In artikel 191, eerste lid, 31^o, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 27 december 2012 en gewijzigd bij de wetten van 26 december 2013, 19 december 2014, 26 december 2015 en 25 december 2016 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt aangevuld met de volgende zin :

“Voor 2018 wordt de compensatoire bijdrage gehandhaafd.”;

2° in het tweede lid worden de woorden “verwezenlijkt in 2016, voor het jaar 2016, en verwezenlijkt in 2017, voor het jaar 2017” vervangen door de woorden “verwezenlijkt in 2016, voor het jaar 2016, verwezenlijkt in 2017, voor het jaar 2017, en verwezenlijkt in 2018, voor het jaar 2018”;

3° het derde lid wordt aangevuld als volgt :

“Het voorschot 2018, vastgesteld op 0,13 pct. van het in 2017 verwezenlijkte omzetcijfer, wordt vóór 1 juni 2018 gestort op rekening van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, met de vermelding van “Voorschot compensatoire bijdrage 2018” en het saldo wordt vóór 1 juni 2019 gestort op dezelfde rekening met de vermelding “Saldo compensatoire bijdrage 2018”.”;

4° in het vijfde lid wordt het woord “en” opgeheven en wordt de zin aangevuld als volgt :

“, en in het boekjaar 2018, voor de bijdrage 2018.”

Afdeling 12. — Tegemoetkoming voor het Instituut Functieclassificatie

Art. 24. Artikel 59^{septies} van de programmawet van 2 januari 2001, ingevoegd bij de wet van 4 juli 2011, wordt vervangen als volgt :

“Dit hoofdstuk voorziet in een tegemoetkoming ten voordele van het Instituut Functieclassificatie om vanaf 2017 een aantal voltijdse equivalenten in dit Instituut te kunnen behouden.”.

Art. 25. In artikel 59^{octies}, tweede lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 4 juli 2001, wordt de bepaling onder 1° vervangen als volgt :

“1° het maximumbudget van de tegemoetkoming en een maximum aantal voltijdse equivalenten vaststellen, evenals de geldende barema's voor deze functies;”.

Afdeling 13. — Sociaal akkoord – Federale gezondheidsectoren

Art. 26. Artikel 55 van de programmawet van 20 juli 2006, gewijzigd bij de wetten van 27 december 2006, 22 december 2008, 29 december 2010, 19 maart 2013, 10 april 2014 en 18 maart 2016, wordt aangevuld met twee leden, luidende :

“In 2017 wordt een bedrag van 25 000 000 euro van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering overgedragen naar het Sectoraal Spaarfonds van de federale sectoren, ten gunste van zowel de werknemers met een arbeidsovereenkomst bij een werkgever van de private sector als bij een werkgever van de publieke sector; de Koning bepaalt de verdeling van dit bedrag tussen beide sectoren op basis van de loonkost van deze werknemers. Deze bedragen worden door het

l'Institut national d'assurance maladie-invalidité à charge du budget de l'assurance soins de santé de 2017.

A partir de 2018, les montants qui en exécution des alinéas 6 et 7 sont destinés aux travailleurs salariés liés par un contrat de travail auprès d'un employeur du secteur public sont transférés par l'Institut national d'assurance maladie-invalidité au Fonds d'épargne sectoriel des secteurs fédéraux en faveur des travailleurs salariés liés par un contrat de travail auprès d'un employeur du secteur public."

CHAPITRE 2. — *Cotisation spéciale de sécurité sociale pour les pensions complémentaires*

Section 1^{re}. — *Travailleurs salariés*

Art. 27. Dans l'article 38, § 3^{duodécies}, A, alinéa 5, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés rétabli par la loi du 30 septembre 2017, le pourcentage "1,5 p.c." est remplacé par le pourcentage "3 p.c."

Art. 28. Dans l'article 38, § 3^{terdecies}, A, alinéa 4, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés rétabli par l'article 5 de la loi du 30 septembre 2017 portant des dispositions diverses en matière sociale le pourcentage "1,5 p.c." est remplacé par le pourcentage "3 p.c."

Section 2. — *Indépendants*

Art. 29. Dans l'article 28, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi-programme du 22 juin 2012, rétabli par la loi du 30 septembre 2017, le pourcentage "1,5 %" est remplacé par le pourcentage "3 p.c."

Art. 30. Dans l'article 30, § 1^{er}, alinéa 4, de la même loi, rétabli par la loi du 30 septembre 2017, le pourcentage "1,5 %" est remplacé par le pourcentage "3 %".

Section 3. — *Entrée en vigueur*

Art. 31. Le présent chapitre entre en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

CHAPITRE 3. — *Extension des flexi-jobs*

Section 1^{re}. — *Modifications de la loi du 16 novembre 2015 portant des dispositions diverses en matière sociale*

Art. 32. Dans l'intitulé du Chapitre 2 de la loi du 16 novembre 2015 portant des dispositions diverses en matière sociale le mot "-Horeca" est abrogé.

Art. 33. L'article 2 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

"Art. 2. Le présent chapitre s'applique aux travailleurs salariés et aux employeurs qui ressortissent :

1° de la commission paritaire du commerce alimentaire (CP 119);

2° de la commission paritaire du commerce de détail indépendant (CP 201);

3° de la commission paritaire pour les employés du commerce de détail alimentaire (CP 202);

4° de la sous-commission paritaire pour les moyennes entreprises d'alimentation (SCP 202.01);

5° de la commission paritaire de l'industrie hôtelière (CP 302);

6° de la commission paritaire des grandes entreprises de vente au détail (CP 311);

7° de la commission paritaire des grands magasins (CP 312);

8° de la commission paritaire de la coiffure et des soins de beauté (CP 314);

9° de la commission paritaire du travail intérimaire si l'utilisateur ressort d'une des commissions paritaires précitées ou du Fonds social et de garantie visé à l'alinéa 2.

Le présent chapitre est également applicable aux employeurs et travailleurs qui ressortent du champ d'application du Fonds social et de garantie de la boulangerie, pâtisserie et salons de consommation annexés, institué au sein de la Commission paritaire de l'industrie alimentaire (CP 118), sous-secteur pour les boulangeries industrielles."

Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering ten laste gelegd van de begroting van de verzekering voor geneeskundige verzorging van 2017.

Vanaf 2018 worden de bedragen die in uitvoering van het zesde en zevende lid bedoeld zijn voor de werknemers met een arbeidsovereenkomst bij een werkgever van de publieke sector, door het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering overgedragen naar het Sectoraal Spaarfonds van de federale sectoren ten gunste van de werknemers met een arbeidsovereenkomst bij een werkgever van de publieke sector."

HOOFDSTUK 2. — *Bijzondere sociale zekerheidsbijdrage voor de aanvullende pensioenen*

Afdeling 1. — *Werknemers*

Art. 27. In artikel 38, § 3^{duodécies}, A, vijfde lid, van de wet van 29 juni 1981, hersteld bij de wet van 30 september 2017, wordt het percentage "1,5 %" vervangen door het percentage "3 %".

Art. 28. In artikel 38, § 3^{terdecies}, A, vierde lid van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, hersteld bij artikel 5 van de wet van 30 september 2017 houdende diverse bepalingen inzake sociale zaken wordt het percentage "1,5 %" vervangen door het percentage "3 %".

Afdeling 2. — *Zelfstandigen*

Art. 29. In artikel 28, § 1, eerste lid, van de programmawet van 22 juni 2012, hersteld bij de wet van 30 september 2017, wordt het percentage "1,5 %" vervangen door het percentage "3 %".

Art. 30. In artikel 30, § 1, vierde lid, van dezelfde wet, hersteld bij de wet van 30 september 2017, wordt het percentage "1,5 %" vervangen door het percentage "3 %".

Afdeling 3. — *Inwerkingtreding*

Art. 31. Dit hoofdstuk treedt in werking op 1 januari 2018.

HOOFDSTUK 3. — *Uitbreiding van de flexi-jobs*

Afdeling 1. — *Wijzigingen van de wet van 16 november 2015 houdende diverse bepalingen inzake sociale zaken*

Art. 32. In het opschrift van Hoofdstuk 2 van de wet van 16 november 2015 houdende diverse bepalingen inzake sociale zaken wordt het woord "-Horeca" opgeheven.

Art. 33. Artikel 2 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

"Art. 2. Dit hoofdstuk is van toepassing op de werknemers en de werkgevers die ressorteren :

1° onder het paritair comité voor de handel in voedingswaren (PC 119);

2° onder het paritair comité voor de zelfstandige kleinhandel (PC 201);

3° onder het paritair comité voor de bedienden uit de kleinhandel in voedingswaren (PC 202);

4° onder het paritair subcomité voor de middelgrote levensmiddelenbedrijven (PSC 202.01);

5° onder het paritair comité voor het hotelbedrijf (PC 302);

6° onder het paritair comité voor de grote kleinhandelshandelszaken (PC 311);

7° onder het paritair comité voor de warenhuizen (PC 312);

8° onder het paritair comité voor het kappersbedrijf en de schoonheidszorgen (PC 314);

9° onder het paritair comité voor de uitzendarbeid indien de gebruiker ressorteert onder een van de bovengenoemde paritaire comités of onder het Waarborg- en Sociaal Fonds bedoeld in het tweede lid.

Dit hoofdstuk vindt eveneens toepassing op werkgevers en werknemers die vallen onder het Waarborg- en Sociaal Fonds voor de bakkerij, banketbakkerij en consumptiesalons bij een banketbakkerij, opgericht in de schoot van het paritair comité voor de voedingsnijverheid (PC 118), subsector voor industriële broodbakkerijen."

Art. 34. Dans l'article 3 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le 4°, alinéa 2, les mots "à la commission paritaire de l'industrie hôtelière (CP 302)" sont remplacés par les mots "à une des commissions paritaires visées à l'article 2, alinéa 1^{er}, ou du Fonds social et de garantie visé à l'article 2, alinéa 2";

2° il est inséré un 7°, rédigé comme suit :

"7° : pensionné : la personne qui bénéficie d'une pension telle que définie à l'article 68, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, a) et b), de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, à l'exclusion de l'allocation de transition."

Art. 35. L'intitulé de la section 2 du Chapitre 2 de la même loi est complété par les mots "d'exercice d'un flexi-job".

Art. 36. L'article 4 de la même loi est complété par les paragraphes 3 et 4, rédigés comme suit :

"§ 3. La condition d'un emploi à 4/5^e au cours du trimestre de référence T-3 visée au § 1^{er}, n'est pas d'application lorsque le travailleur est un pensionné au sens de l'article 3, 7^o au trimestre T-2.

§ 4. Sont assimilés aux journées prestées, les jours couverts par la rémunération différée versée par les départements de l'enseignement pour des travailleurs temporaires ou, pour ceux qui ne peuvent pas en bénéficier, par les allocations de chômage payées par l'ONem avec dispense de recherche d'emploi lors des vacances d'été."

Art. 37. L'intitulé de la section 3 du Chapitre 2 de la même loi est complété par les mots "concernant l'exercice d'un flexi-job".

Art. 38. L'intitulé de la section 4 du Chapitre 2 de la même loi est complété par les mots "en ce qui concerne les flexi-jobs".

Art. 39. L'article 24, alinéa 3, de la même loi est remplacé comme suit :

"Un enregistrement conforme à l'article 28/10, § 2, de l'arrêté royal du 16 mai 2003 pris en exécution du chapitre 7 du Titre IV de la loi-programme du 24 décembre 2002 (I), visant à harmoniser et à simplifier les régimes de réductions de cotisations de sécurité sociale ou l'utilisation des appareils visés à l'article 164 de la loi-programme du 22 décembre 1989, remplace l'obligation d'enregistrement visée à l'alinéa 1^{er}. ».

Section 2. — Modification de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs

Art. 40. Dans l'article 1^{er} de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, inséré par la loi du 16 novembre 2015, les mots "et les employeurs qui ressortent de la commission paritaire de l'industrie hôtelière ou de la commission paritaire du travail intérimaire si l'utilisateur ressort de la commission paritaire de l'industrie hôtelière" sont remplacés par les mots "et aux employeurs qui ressortissent d'une des commissions paritaires ou du Fonds social et de garantie visés à l'article 2 de la loi du 16 novembre 2015 portant des dispositions diverses en matière sociale".

Section 3. — Entrée en vigueur

Art. 41. Le présent chapitre entre en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

CHAPITRE 4. — Modification de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés

Art. 42. L'article 38, § 3septies, alinéa 1^{er}, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés est remplacé par la disposition suivante :

"Une cotisation de solidarité est établie à charge du travailleur adhérent au sens de l'article 2, 19°, de la loi du 22 mai 2001 relative à la participation des travailleurs dans le capital des sociétés et à l'établissement d'une prime bénéficiaire pour les travailleurs. Elle est due sur le versement en espèces, de la prime identique au sens de l'article 2, 7/2°, et sur le versement en espèces de la prime catégorisée au sens de l'article 2, 7/3°, de la même loi."

Art. 43. L'article 42 entre en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

Art. 34. In artikel 3 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de bepaling onder 4°, tweede lid, worden de woorden "onder het paritair comité voor het hotelbedrijf (PC 302)" vervangen door de woorden "onder een van de paritaire comités bedoeld in artikel 2, eerste lid, of onder het Waarborg- en Sociaal Fonds als bedoeld in artikel 2, tweede lid";

2° er wordt een bepaling onder 7° ingevoegd, luidende :

"7° : gepensioneerde : de persoon die een pensioen geniet, als bedoeld in artikel 68, § 1, eerste lid, a) en b), van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen, met uitzondering van de overgangsuitkering."

Art. 35. Het opschrift van afdeling 2 van Hoofdstuk 2 van dezelfde wet wordt aangevuld met de woorden "voor de uitoefening van een flexi-job".

Art. 36. Artikel 4 van dezelfde wet wordt aangevuld met de paragrafen 3 en 4, luidende :

"§ 3. De voorwaarde van 4/5 tewerkstelling in het referentiekwartaal T-3, bedoeld in § 1, is niet van toepassing indien de werknemer in het referentiekwartaal T-2 een gepensioneerde is als bedoeld in artikel 3, 7°.

§ 4. Worden met gewerkte dagen gelijkgesteld, de dagen gedekt door uitgestelde bezoldiging betaald door de departementen onderwijs van de Gemeenschappen voor tijdelijke werknemers of, voor degenen die hier niet van kunnen genieten, door de werkloosheidsuitkeringen betaald door de RVA met vrijstelling van het zoeken naar werk gedurende de zomervakantie."

Art. 37. Het opschrift van afdeling 3 van Hoofdstuk 2 van dezelfde wet wordt aangevuld met de woorden "betreffende de uitoefening van een flexi-job".

Art. 38. Het opschrift van afdeling 4 van Hoofdstuk 2 van dezelfde wet wordt aangevuld met de woorden "voor wat betreft de flexi-jobs".

Art. 39. Artikel 24, derde lid, van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

"Een registratie overeenkomstig artikel 28/10, § 2, van het koninklijk besluit van 16 mei 2003 tot uitvoering van het Hoofdstuk 7 van Titel IV van de programmawet van 24 december 2002 (I), betreffende de harmonisering en vereenvoudiging van de regelingen inzake verminderingen van de sociale zekerheidsbijdragen of het gebruik van de apparaten zoals bedoeld bij artikel 164 van de Programmawet van 22 december 1989, vervangen de verplichting tot registratie als bedoeld in het eerste lid."

Afdeling 2. — Wijziging van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders

Art. 40. In artikel 1^{er} van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, worden de woorden "onder het paritair comité voor het hotelbedrijf of onder het paritair comité voor de uitzendarbeid indien de gebruiker ressorteert onder het paritair comité voor het hotelbedrijf" vervangen door de woorden "onder een van de paritaire comités of onder het Waarborg- en Sociaal Fonds als bedoeld in artikel 2 van de wet van 16 november 2015 houdende diverse bepalingen inzake sociale zaken".

Afdeling 3. — Inwerkingtreding

Art. 41. Dit hoofdstuk treedt in werking op 1 januari 2018.

HOOFDSTUK 4. — Wijziging van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers

Art. 42. Artikel 38, § 3septies, eerste lid, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers wordt vervangen als volgt :

"Een solidariteitsbijdrage wordt vastgesteld ten laste van de toegetreden werknemer in de zin van artikel 2, 19°, van de wet van 22 mei 2001 betreffende de werknemersparticipatie in het kapitaal van de vennootschappen en tot instelling van een winstpremie voor de werknemers. Zij is verschuldigd op de uitkering in specien van de identieke winstpremie in de zin van artikel 2, 7/2°, en op de uitkering in specien van de gecategoriseerde winstpremie in de zin van artikel 2, 7/3°, van dezelfde wet."

Art. 43. Artikel 42 treedt in werking op 1 januari 2018.

CHAPITRE 5. — *Modification de la loi du 11 décembre 2003 concernant la prise par l'état belge des obligations de pension légales de société anonyme de droit public Proximus vis-à-vis de son personnel statutaire*

Art. 44. Dans l'article 10 de la loi du 11 décembre 2003 concernant la prise par l'Etat belge des obligations de pension légales de société anonyme de droit public Proximus vis-à-vis de son personnel statutaire, modifié par les lois du 12 janvier 2006, du 10 août 2015 et du 18 mars 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, les mots "ou diminuent" et les mots "ou ce dernier fera un paiement de compensation à Proximus" sont abrogés;

2° dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots "ou la diminution" sont abrogés;

3° dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, point 2, les mots "sur la différence" sont remplacés par les mots "sur la différence positive", les mots "Si la pension de retraite effectivement octroyée est supérieure à la pension théorique telle que définie ci-dessus" sont remplacés par les mots "En cas de différence positive" et la phrase "Si la pension de retraite effectivement octroyée est inférieure à la pension théorique, le Service fédéral des Pensions sera redevable à Proximus de la valeur actuelle de la différence" est abrogé.

TITRE 3. — *Emploi*

CHAPITRE 1^{er}. — *Modifications de la loi du 22 mai 2001 relative aux régimes de participation des travailleurs au capital et aux bénéfices des sociétés*

Art. 45. L'intitulé de la loi du 22 mai 2001 relative aux régimes de participation des travailleurs au capital et aux bénéfices des sociétés est modifié comme suit :

"Loi relative à la participation des travailleurs au capital des sociétés et à l'établissement d'une prime bénéficiaire pour les travailleurs".

Art. 46. A l'article 2 de la même loi les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le 7° les mots "et/ou aux bénéfices" sont supprimés;

2° entre les 7° et 8°, sont insérés les points 7/1°, 7/2° et 7/3° rédigés comme suit :

7/1° prime bénéficiaire : la prime qui est octroyée en espèces dans le cas où la société au sens du point 1° ou le groupe visé au point 5° dont la société visée au point 1° fait partie, souhaite octroyer une partie ou la totalité du bénéfice de l'exercice comptable aux travailleurs au sens du point 2°, à l'exception des personnes physiques mentionnées à l'article 32, alinéa 1^{er}, du Code des impôts sur les revenus 1992, dont les modalités spécifiques sont en adéquation avec les prescrits de cette loi et sont repris dans une décision de l'assemblée générale ordinaire ou extraordinaire telle que définie au Titre IV, Chapitre II du Code des sociétés;

7/2° prime bénéficiaire identique : la prime bénéficiaire dont le montant est égal pour tous les travailleurs ou dont le montant correspond à un pourcentage égal de la rémunération de tous les travailleurs;

7/3° prime catégorisée : la prime bénéficiaire qui est attribuée en espèces à tous les travailleurs, dont le montant est dépendant d'une clé de répartition qui est appliquée sur base de critères objectifs tels que visés en exécution de l'article 10, § 2, de la présente loi";

3° le 16° est abrogé;

4° le 19° est remplacé par la disposition suivante : "travailleur adhérent : le travailleur visé au 2° qui adhère à un plan de participation visé au 7° ou le travailleur visé au 2° à qui une prime bénéficiaire visée au 7/1° est octroyée";

Art. 47. A l'article 6, § 2, de la même loi les mots "et aux bénéfices" sont supprimés.

Art. 48. L'article 9, § 1^{er}, 3°, de la même loi est remplacé comme suit :

"3° le choix du ou des mode(s) d'attribution qui doit nécessairement s'effectuer en actions ou parts";

HOOFDSTUK 5. — *Wijziging van de wet van 11 december 2003 houdende overname door de Belgische staat van de wettelijke pensioenverplichtingen van de naamloze vennootschap van publiek recht proximus ten opzichte van haar statutair personeel*

Art. 44. In artikel 10 van de wet van 11 december 2003 houdende overname door de Belgische Staat van de wettelijke pensioenverplichtingen van de naamloze vennootschap van publiek recht Proximus ten opzichte van haar statutair personeel, gewijzigd bij de wetten van 12 januari 2006, 10 augustus 2015 en 18 maart 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In paragraaf 1, worden de woorden "of verminderen" en de woorden "of door deze laatste aan Proximus" opgeheven;

2° In paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden "of vermindering" opgeheven;

3° In paragraaf 2, eerste lid, punt 2, worden de woorden "op het verschil" vervangen door de woorden "op het positieve verschil", worden de woorden "Indien het effectief toegekende rustpensioen hoger is dan het theoretisch pensioen zoals hierboven omschreven" vervangen door "In geval van een positief verschil" en wordt de zin "Indien het effectief toegekende rustpensioen lager is dan het theoretisch pensioen, zal de Federale Pensioendienst de actuele waarde van het verschil verschuldigd zijn aan Proximus" opgeheven.

TITEL 3. — *Werk*

HOOFDSTUK 1. — *Wijzigingen van de wet van 22 mei 2001 betreffende de werknemersparticipatie in het kapitaal en in de winst van de vennootschappen*

Art. 45. Het opschrift van de wet van 22 mei 2001 betreffende de werknemersparticipatie in het kapitaal en in de winst van de vennootschappen wordt gewijzigd door het volgende opschrift :

"Wet betreffende de werknemersparticipatie in het kapitaal van de vennootschappen en tot instelling van een winstpremie voor de werknemers".

Art. 46. In artikel 2 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de bepaling onder 7° worden de woorden "en/of in de winst" geschrapt;

2° tussen de bepalingen onder 7° en 8° worden de punten 7/1°, 7/2° en 7/3° ingevoegd, luidende :

7/1° winstpremie : de premie die wordt toegekend in speciën indien de vennootschap bedoeld in 1° of de groep bedoeld in 5° waarvan de vennootschap bedoeld in 1° deel uitmaakt een deel of het geheel van de winst van een boekjaar wenst toe te kennen aan de werknemers bedoeld in 2°, met uitzondering van de in artikel 32, eerste lid, van het Wetboek van Inkomstenbelastingen 1992 vermelde natuurlijke personen, waarvan de specifieke modaliteiten overeenstemmen met de voorschriften van deze wet en opgenomen zijn in een beslissing van de gewone of buitengewone algemene vergadering zoals gedefinieerd in Titel IV, Hoofdstuk II van het Wetboek van vennootschappen;

7/2° identieke winstpremie : de winstpremie waarvan het bedrag gelijk is voor alle werknemers of waarvan het bedrag overeenkomt met een gelijk percentage van het loon van alle werknemers;

7/3° gecategoriseerde winstpremie : de winstpremie die aan alle werknemers een bedrag in speciën toekent, waarvan de hoogte van het bedrag afhankelijk is van de verdeelsleutel die wordt toegepast op basis van objectieve criteria die bepaald worden ter uitvoering van artikel 10, § 2, van deze wet;"

3° de bepaling onder 16° wordt opgeheven;

4° de bepaling onder 19° wordt vervangen als volgt : "toegetreden werknemer : de werknemer bedoeld in 2° die toetreedt tot een participatieplan bedoeld in 7° of de werknemer bedoeld in 2° aan wie een winstpremie wordt toegekend als bedoeld in 7/1°";

Art. 47. In artikel 6, § 2, van dezelfde wet worden de woorden "en in de winst" geschrapt.

Art. 48. Artikel 9, § 1, 3°, van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

"3° de keuze van de toekenningswijze(n), die noodzakelijkerwijze in aandelen of deelbewijzen geschiedt";

Art. 49. Dans la même loi, il est inséré un Chapitre II/1 rédigé comme suit :

“Chapitre II/1. – La prime bénéficiaire

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 11/1. Chaque employeur peut – sans préjudice des dispositions du Code des sociétés et de la présente loi, prendre l’initiative d’introduire une prime bénéficiaire.

Art. 11/2. La prime bénéficiaire prend la forme d’une prime identique ou d’une prime catégorisée.

Art. 11/3. Pour l’application de la présente loi, le plan de participation ne peut être instauré dans le but de remplacer ou de convertir des rémunérations, primes, avantages en nature ou généralement quelconques, ou des compléments à tout ce qui précède, qu’ils soient assujettis ou non aux cotisations à la sécurité sociale, prévus dans des conventions individuelles ou collectives.

Art. 11/4. Le montant total des participations dans le bénéfice, octroyé aux travailleurs conformément aux dispositions de la présente loi et en application de la prime bénéficiaire, ne peut, à la clôture de l’exercice comptable, dépasser la limite de 30 p. c. de la masse salariale brute totale.

Art. 11/5. L’article 23 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires n’est pas d’application au présent chapitre.

Section 2. — La prime bénéficiaire identique

Art. 11/6. § 1^{er}. La décision d’octroyer une prime bénéficiaire identique est prise par une assemblée générale ordinaire ou extraordinaire à la majorité simple des voix.

§ 2. Le procès-verbal de la réunion de l’assemblée générale lors de laquelle la décision d’octroyer une prime bénéficiaire est prise, contient au moins les mentions suivantes :

— le montant identique de la prime bénéficiaire ou le pourcentage identique de la rémunération qui est attribué aux travailleurs;

— la manière dont la rémunération sur laquelle le pourcentage est fixé est calculé dans le cas où une telle option est prise;

— les règles d’attribution qui sont prises en compte dans le cas où une condition d’ancienneté est prévue. On ne peut prévoir qu’une ancienneté d’un an maximum. Il sera tenu compte de tous les contrats successifs pris en considération ensemble pour le calcul de l’ancienneté du travailleur qui était en service sur base des contrats successifs;

— le mode de calcul *pro rata temporis* du montant de la prime unique, en cas de suspension volontaire ou de résiliation du contrat de travail, sauf en cas de motifs graves imputables au travailleur.

Art. 11/7. L’employeur informe les travailleurs quant à la décision d’octroi d’une prime identique.

Section 3. — La prime bénéficiaire catégorisée

Art. 11/8. Pour l’introduction d’une prime bénéficiaire catégorisée, les mêmes modalités que celles qui sont d’application pour l’introduction d’un plan de participation conformément au Chapitre II de la présente loi, sont d’application. Par dérogation aux pourcentages énumérés aux tirets 1 et 2 de l’article 6, § 2, alinéa 1^{er}, la limite des 30 p. c. de la masse salariale brute totale ne peut être dépassée.”.

Art. 50. A l’article 18 de la même loi les mots “Le plan de participation aux bénéfices instauré” sont remplacés par les mots “La prime bénéficiaire instaurée”.

Art. 51. L’article 33 de la même loi est abrogé.

Art. 52. L’article 40 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

“Art. 40. Les infractions aux dispositions de la présente loi et de ses arrêtés royaux d’exécution sont recherchées, constatées et sanctionnées conformément au Code pénal social.

Les inspecteurs sociaux disposent des pouvoirs visés aux articles 23 à 39 du Code pénal social lorsque d’autorité ou sur demande, ils agissent dans le cadre de leur mission d’information, de conciliation et de contrôle quant au respect des dispositions de la présente loi et de ses arrêtés d’exécution.”.

Art. 49. Een Hoofdstuk II/1 wordt in dezelfde wet ingevoegd, luidende :

“Hoofdstuk II/1. – De winstpremie

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 11/1. Iedere werkgever kan – onverminderd de bepalingen van het Wetboek van vennootschappen en van deze wet – het initiatief nemen tot invoering van een winstpremie.

Art. 11/2. De winstpremie neemt de vorm aan van een identieke of van een gecategoriseerde premie.

Art. 11/3. Voor de toepassing van deze wet mag de winstpremie niet worden ingevoerd ter vervanging of omzetting van loon, premies, voordelen in natura of om het even welk voordeel, of aanvulling van al wat voorafgaat, al dan niet onderworpen aan de sociale zekerheidsbijdragen, voorzien in individuele of collectieve overeenkomsten.

Art. 11/4. Het total bedrag van deelnames in de winst, toegekend aan de werknemers, overeenkomstig de bepalingen van deze wet en bij toepassing van de winstpremie, mag, bij afsluiting van het betreffende boekjaar, de limiet van 30 % van de totale brutoloonmassa niet overschrijden.

Art. 11/5. Artikel 23 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités is niet van toepassing op dit hoofdstuk.

Afdeling 2. — De identieke winstpremie

Art. 11/6. § 1. De beslissing om een identieke winstpremie toe te kennen wordt genomen door de gewone of buitengewone algemene vergadering met een gewone meerderheid van de stemmen.

§ 2. De notulen van de algemene vergadering waarin de beslissing tot toekenning van een winstpremie wordt opgenomen, bevatten tenminste de volgende vermeldingen :

— het identieke bedrag van de winstpremie of het identieke percentage van het loon dat aan de werknemers wordt toegekend;

— de berekeningswijze van het loon waarop het percentage wordt vastgelegd indien hiervoor geopteerd wordt;

— de toekenningsregels die in aanmerking worden genomen indien voorzien wordt in een anciënniteitsvoorwaarde. Er kan slechts in een anciënniteit van maximaal één jaar worden voorzien. Als de werknemer in dienst genomen werd op basis van opeenvolgende contracten, wordt de vereiste anciënniteit berekend rekening houdende met de samenvoeging van de opeenvolgende contracten;

— de berekeningswijze *pro rata temporis* van het bedrag van de winstpremie in geval van vrijwillige schorsing of beëindiging van de arbeidsovereenkomst, behoudens wegens dringende redenen ten laste van de werknemer.

Art. 11/7. De werkgever informeert de werknemers omtrent de beslissing tot toekenning van een identieke premie.

Afdeling 3. — De gecategoriseerde winstpremie

Art. 11/8. Voor de invoering van een gecategoriseerde winstpremie moeten dezelfde modaliteiten worden nageleefd als deze die van toepassing zijn voor de invoering van een participatieplan overeenkomstig Hoofdstuk II van deze wet. In afwijking van de percentages vermeld onder het eerste en tweede streepje van artikel 6, § 2, eerste lid, kan de limiet van 30 % van de totale brutoloonmassa niet worden overschreden.”.

Art. 50. In artikel 18 van dezelfde wet worden de woorden “Het participatieplan in de winst, dat” vervangen door de woorden “De winstpremie, die”.

Art. 51. Artikel 33 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 52. Artikel 40 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

“Art. 40. De inbreuken op de bepalingen van deze wet en van de uitvoeringsbesluiten ervan worden opgespoord, vastgesteld en bestraft overeenkomstig het Sociaal Strafwetboek.

De sociaal inspecteurs beschikken over de in de artikelen 23 tot 39 van het Sociaal Strafwetboek bedoelde bevoegdheden wanneer zij, ambtshalve of op verzoek, optreden in het kader van hun opdracht tot informatie, bemiddeling en toezicht inzake de naleving van de bepalingen van deze wet en de uitvoeringsbesluiten ervan.”.

Art. 53. Dans le Code pénal social les modifications suivantes sont apportées :

1° un article 171/4 est introduit, rédigé comme suit :

“Art. 171/4. La participation des travailleurs dans les bénéfiques ou le capital.

Est puni d’une sanction de niveau 2 l’employeur, son préposé ou son mandataire qui n’a pas agi conformément aux obligations prescrites par la loi du 22 mai 2001 relative à la participation des travailleurs au capital des sociétés et à l’établissement d’une prime bénéficiaire pour les travailleurs et à ses arrêtés d’exécution.

L’amende est multipliée par le nombre des travailleurs concernés.”;

2° à l’article 236, premier alinéa, entre les mots “articles” et le mot “218” le mot “171/4,”est inséré.

Art. 54. Ce chapitre entre en vigueur le 1^{er} janvier 2018 étant entendu que les primes bénéficiaires visées au Chapitre II/1 de la loi du 22 mai 2001 relative à la participation des travailleurs dans le capital des sociétés et à l’établissement d’une prime bénéficiaire pour les travailleurs, telle qu’introduite par l’article 49 de la présente loi, ne peuvent être octroyées que sur la base du bénéfice de l’exercice clôturé au plus tôt le 30 septembre 2017.

CHAPITRE 2. — e-commerce

Section 1^{re}. — Le travail de nuit dans l’e-commerce

Art. 55. Dans l’article 38, § 1^{er}, de la loi du 16 mars 1971 sur le travail, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

“Par dérogation à l’alinéa 1^{er}, dans les entreprises où le travail de nuit est autorisé sur base de l’article 36, 2^o, un régime de travail comportant des prestations de nuit est introduit par la conclusion d’une convention collective de travail conclue conformément à la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires.”.

Section 2. — Cadre spécifique pour le travail de nuit et du dimanche dans l’e-commerce

Art. 56. Pour l’application de la présente section, l’on entend par “les activités liées à l’e-commerce” : la réalisation de tous les services logistiques et de soutien au commerce électronique de biens meubles.

Art. 57. § 1^{er}. Sans préjudice de la possibilité d’introduction conformément aux articles 11 et 12 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail, dans les entreprises où, sur la base de l’article 36, 2^o, de la loi du 16 mars 1971 sur le travail, le travail de nuit est autorisé pour les activités liées à l’e-commerce, ce travail de nuit, qui ne constitue pas un régime comportant des prestations de nuit visé à l’article 38, § 4, de cette même loi, est introduit par la conclusion d’une convention collective de travail conclue conformément à la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires.

Par dérogation aux articles 11 et 12 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail, les dispositions de la convention collective de travail visée à l’alinéa 1^{er} qui modifient le règlement de travail sont introduites dans ce règlement dès le dépôt de cette convention collective de travail au greffe de la Direction générale des Relations collectives de travail du SPF Emploi, Travail et Concertation sociale.

§ 2. Le § 1^{er} n’est d’application qu’entre le 1^{er} janvier 2018 et le 31 décembre 2019.

Art. 58. § 1^{er}. Sans préjudice de l’article 38, § 2, de la loi du 16 mars 1971 sur le travail, dans les entreprises où il n’existe pas de délégation syndicale et où, sur la base de l’article 36, 2^o, de la loi du 16 mars 1971 sur le travail, le travail de nuit est autorisé pour les activités liées à l’e-commerce, un régime de travail comportant des prestations de nuit tel que visé à l’article 38, § 4, de cette même loi, est introduit pour le travail de nuit précité par la conclusion d’une convention collective de travail conclue conformément à la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires. L’employeur est tenu de respecter les dispositions de l’article 38, §§ 3 et 5, de la loi du 16 mars 1971 sur le travail.

Par dérogation aux articles 11 et 12 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail, les dispositions de la convention collective de travail visée à l’alinéa 1^{er} qui modifient le règlement de travail sont introduites dans ce règlement dès le dépôt de cette convention collective de travail au greffe de la Direction générale des Relations collectives de travail du SPF Emploi, Travail et Concertation sociale.

Art. 53. In het Sociaal Strafwetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° een artikel 171/4 wordt ingevoegd, luidende :

“Art. 171/4. De werknemersparticipatie in de winst of in het kapitaal.

Met een sanctie van niveau 2 wordt bestraft de werkgever, zijn aangestelde of lasthebber die niet heeft gehandeld overeenkomstig de verplichtingen voorgeschreven door de wet van 22 mei 2001 betreffende de werknemersparticipatie in het kapitaal van de vennootschappen en tot instelling van een winstpremie voor de werknemers en zijn uitvoeringsbesluiten.

De geldboete wordt vermenigvuldigd met het aantal betrokken werknemers.”;

2° in artikel 236, eerste lid, wordt tussen het woord “artikelen” en het woord “218”, de woorden “171/4,” ingevoegd.

Art. 54. Dit hoofdstuk treedt in werking op 1 januari 2018 met dien verstande dat de winstpremies zoals bepaald in Hoofdstuk II/1 van de wet van 22 mei 2001 betreffende de werknemersparticipatie in het kapitaal van de vennootschappen en tot instelling van een winstpremie voor de werknemers, ingevoegd bij artikel 49 van deze wet, kunnen worden toegekend op basis van de winst van het boekjaar met afsluitdatum ten vroegste op 30 september 2017.

HOOFDSTUK 2. — e-commerce

Afdeling 1. — Nachtarbeid in de e-commerce

Art. 55. In artikel 38, § 1, van de arbeidswet van 16 maart 1971 wordt tussen het eerste en het tweede lid een lid ingevoegd, luidende :

“In afwijking van het eerste lid kan in de ondernemingen waar nachtarbeid is toegestaan op grond van artikel 36, 2^o een arbeidsregeling met nachtprestaties worden ingevoerd door het sluiten van een collectieve arbeidsovereenkomst in de zin van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités.”.

Afdeling 2. — Bijzonder kader nacht- en zondagsarbeid in de e-commerce

Art. 56. Voor de toepassing van deze afdeling wordt verstaan onder “activiteiten van e-commerce” : het uitvoeren van alle logistieke en ondersteunende diensten verbonden aan de elektronische handel van roerende goederen.

Art. 57. § 1. Onverminderd de mogelijkheid tot invoering volgens de bepalingen van de artikelen 11 en 12 van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen, kan in de ondernemingen waar op grond van artikel 36, 2^o, van de arbeidswet van 16 maart 1971 nachtarbeid is toegestaan voor activiteiten van e-commerce, voormelde nachtarbeid, die geen arbeidsregeling met nachtprestaties als bedoeld in artikel 38, § 4, van dezelfde wet inhoudt, worden ingevoerd door het sluiten van een collectieve arbeidsovereenkomst in de zin van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités.

In afwijking van de artikelen 11 en 12 van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen worden de bepalingen van de in het eerste lid bedoelde collectieve arbeidsovereenkomst, die het arbeidsreglement wijzigen, in het arbeidsreglement ingevoegd vanaf de neerlegging van deze collectieve arbeidsovereenkomst op de griffie van de Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg.

§ 2. De eerste paragraaf is slechts van toepassing tussen 1 januari 2018 en 31 december 2019.

Art. 58. § 1. Onverminderd artikel 38, § 2, van de arbeidswet van 16 maart 1971 kan, in de ondernemingen waar geen vakbondsafvaardiging bestaat en waar op grond van artikel 36, 2^o, van de arbeidswet van 16 maart 1971 nachtarbeid is toegestaan voor activiteiten van e-commerce, een arbeidsregeling met nachtprestaties als bedoeld in artikel 38, § 4, van dezelfde wet voor voormelde nachtarbeid worden ingevoerd door het sluiten van een collectieve arbeidsovereenkomst in de zin van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités. De werkgever blijft gehouden de bepalingen van artikel 38, §§ 3 en 5, van de arbeidswet van 16 maart 1971 na te leven.

In afwijking van de artikelen 11 en 12 van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen worden de bepalingen van de in het eerste lid bedoelde collectieve arbeidsovereenkomst, die het arbeidsreglement wijzigen, in het arbeidsreglement ingevoegd vanaf de neerlegging van deze collectieve arbeidsovereenkomst op de griffie van de Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg.

§ 2. Le § 1^{er} n'est d'application qu'entre le 1^{er} janvier 2018 et le 31 décembre 2019.

Art. 59. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 38, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 16 mars 1971 sur le travail, dans les entreprises où il existe une délégation syndicale et où, sur la base de l'article 36, 22°, de la loi du 16 mars 1971 sur le travail, le travail de nuit est autorisé pour les activités liées à l'e-commerce, un régime de travail comportant des prestations de nuit visé à l'article 38, § 4, de cette même loi, est introduit pour le travail de nuit précité conformément aux articles 11 et 12 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail. L'employeur est tenu de respecter les dispositions de l'article 38, §§ 3 et 5, de la loi du 16 mars 1971 sur le travail.

§ 2. Le § 1^{er} n'est d'application qu'entre le 1^{er} janvier 2018 et le 31 décembre 2019.

Art. 60. § 1^{er}. Le régime introduit en application des articles 57 à 59 ne peut s'appliquer au-delà du 31 décembre 2019.

§ 2. En cas d'application des articles 57 à 59, lors de la transmission du règlement de travail modifié aux inspecteurs sociaux désignés par l'article 21 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail, l'employeur notifie à l'inspecteur social concerné qu'il a appliqué le présent article.

Art. 61. A partir du 1^{er} janvier 2020, l'employeur qui souhaite maintenir un régime de travail introduit en application des articles 57 à 59, peut conclure une convention collective, conformément à la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, qui confirme le régime de travail introduit. L'employeur est tenu de se conformer aux dispositions de l'article 38, §§ 3 et 5 de la loi du travail du 16 mars 1971.

Par dérogation aux articles 11 et 12 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail, les dispositions de la convention collective de travail visée à l'alinéa 1^{er} qui modifient le règlement de travail sont introduites dans ce règlement dès le dépôt de cette convention collective de travail au greffe de la Direction générale des Relations collectives de travail du SPF Emploi, Travail et concertation sociale.

Art. 62. L'arrêté royal du 13 mars 2016 autorisant le travail de nuit pour l'exécution de toutes les activités liées au commerce électronique dans les entreprises ressortissant à la Commission paritaire du commerce de détail indépendant (CP 201), la Commission paritaire des employés du commerce de détail alimentaire (CP 202), la Commission paritaire des grandes entreprises de vente au détail (CP 311) et la Commission paritaire des grands magasins (CP 312), est abrogé.

Art. 63. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 11 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail, le travail du dimanche est autorisé pour les activités liées à l'e-commerce.

§ 2. Le § 1^{er} n'est d'application qu'entre le 1^{er} janvier 2018 et le 31 décembre 2019, sauf pour les entreprises qui confirment leur régime de travail du dimanche en application de l'article 64, § 2.

Art. 64. § 1^{er}. Le travail du dimanche autorisé par l'article 63 est introduit dans le règlement de travail conformément aux articles 11 et 12 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail ou par la conclusion d'une convention collective de travail conclue conformément à la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires.

Par dérogation aux articles 11 et 12 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail, les dispositions de la convention collective de travail visée à l'alinéa 1^{er} qui modifient le règlement de travail sont introduites dans ce règlement dès le dépôt de cette convention collective de travail au greffe de la Direction générale des Relations collectives de travail du SPF Emploi, Travail et Concertation sociale.

En cas d'application de l'alinéa 1^{er}, lors de la transmission du règlement de travail modifié aux inspecteurs sociaux désignés par l'article 21 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail, l'employeur notifie à l'inspecteur social concerné qu'il a fait application du présent article.

§ 2. A partir du 1^{er} janvier 2020, l'employeur qui souhaite maintenir un régime de travail du dimanche introduit en application des articles 63 et 64, § 1^{er}, doit conclure une convention collective, conformément à la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions

§ 2. De eerste paragraaf is slechts van toepassing tussen 1 januari 2018 en 31 december 2019.

Art. 59. § 1. Onverminderd artikel 38, § 1, tweede lid, van de arbeidswet van 16 maart 1971 kan, in de ondernemingen waar een vakbondsafvaardiging bestaat en waar op grond van artikel 36, 22°, van de arbeidswet van 16 maart 1971 nachtarbeid is toegestaan voor activiteiten van e-commerce, een arbeidsregeling met nachtprestaties als bedoeld in artikel 38, § 4, van dezelfde wet voor voormelde nachtarbeid worden ingevoerd volgens de bepalingen van de artikelen 11 en 12 van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen. De werkgever blijft gehouden de bepalingen van artikel 38, §§ 3 en 5, van de arbeidswet van 16 maart 1971 na te leven.

§ 2. De eerste paragraaf is slechts van toepassing tussen 1 januari 2018 en 31 december 2019.

Art. 60. § 1. De arbeidsregeling die op grond van de artikelen 57 tot 59 wordt ingevoerd kan niet verder worden toegepast na 31 december 2019.

§ 2. In geval van toepassing van de artikelen 57 tot 59, meldt de werkgever, bij toezending van het gewijzigde arbeidsreglement aan de in artikel 21 van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen bedoelde sociaal inspecteurs, aan de betrokken sociaal inspecteur dat hij toepassing heeft gemaakt van het onderhavige artikel.

Art. 61. Indien de werkgever vanaf 1 januari 2020 een arbeidsregeling die op grond van de artikelen 57 tot 59 wordt ingevoerd wenst te behouden, kan hij een collectieve arbeidsovereenkomst afsluiten in de zin van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, die de ingevoerde arbeidsregeling bestendigt. De werkgever blijft gehouden de bepalingen van artikel 38, §§ 3 en 5, van de arbeidswet van 16 maart 1971 na te leven.

In afwijking van de artikelen 11 en 12 van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen worden de bepalingen van de in het eerste lid bedoelde collectieve arbeidsovereenkomst, die het arbeidsreglement wijzigen, in het arbeidsreglement ingevoegd vanaf de neerlegging van deze collectieve arbeidsovereenkomst op de griffie van de Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg.

Art. 62. Het koninklijk besluit van 13 maart 2016 waarbij nachtarbeid wordt toegestaan voor het uitvoeren van alle werkzaamheden verbonden aan de elektronische handel in de ondernemingen die onder het Paritair Comité voor de zelfstandige kleinhandel (PC 201), het Paritair Comité voor de bedienden uit de kleinhandel in voedingswaren (PC 202), het Paritair Comité voor de grote kleinhandelszaken (PC 311) en het Paritair Comité voor de warenhuizen (PC 312) ressorteren, wordt opgeheven.

Art. 63. § 1. In afwijking van artikel 11 van de arbeidswet van 16 maart 1971, is zondagsarbeid toegestaan voor activiteiten van e-commerce.

§ 2. De eerste paragraaf is slechts van toepassing tussen 1 januari 2018 en 31 december 2019, behoudens voor de ondernemingen die hun arbeidsregeling met zondagsarbeid bestendigen in toepassing van artikel 64, § 2.

Art. 64. § 1. De zondagsarbeid toegestaan door artikel 63 wordt ingevoerd in het arbeidsreglement overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 11 en 12 van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen of door het sluiten van een collectieve arbeidsovereenkomst in de zin van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités.

In afwijking van de artikelen 11 en 12 van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen worden de bepalingen van de in het eerste lid bedoelde collectieve arbeidsovereenkomst, die het arbeidsreglement wijzigen, in het arbeidsreglement ingevoegd vanaf de neerlegging van deze collectieve arbeidsovereenkomst op de griffie van de Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg.

In geval van toepassing van het eerste lid meldt de werkgever, bij toezending van het gewijzigde arbeidsreglement aan de in artikel 21 van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen bedoelde sociaal inspecteurs, aan de betrokken sociaal inspecteur dat hij toepassing heeft gemaakt van het onderhavige artikel.

§ 2. Indien de werkgever vanaf 1 januari 2020 een arbeidsregeling met zondagsarbeid wenst te behouden die op grond van de artikelen 63 en 64, § 1, is ingevoerd, moet hij een collectieve arbeidsovereenkomst afsluiten in de zin van de wet van 5 december 1968 betreffende

collectives de travail et les commissions paritaires, qui confirme le régime de travail du dimanche.

Par dérogation aux articles 11 et 12 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail, les dispositions de la convention collective de travail visée à l'alinéa 1^{er} qui modifient le règlement de travail sont introduites dans ce règlement dès le dépôt de cette convention collective de travail au greffe de la Direction générale des Relations collectives de travail du SPF Emploi, Travail et Concertation sociale.

Art. 65. Ce chapitre entre en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

CHAPITRE 3. — Cotisation d'activation

Art. 66. L'article 38 de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, modifiée pour la dernière fois par la loi du 18 avril 2017, est complété par le paragraphe 3^{septdecies} rédigé comme suit :

“§ 3^{septdecies}. Les employeurs auxquels la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires s'applique et les entreprises publiques autonomes visées à la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques sont, dans les conditions énoncées ci-après, redevables d'une cotisation spéciale d'activation, destinée à la Gestion Globale, pour leurs travailleurs qui ne fournissent aucune prestation durant un trimestre complet auprès du même employeur, à l'exception des suspensions totales légales de l'exécution du contrat de travail, et dans le cas de dispense de prestations durant la période de préavis visée à l'article 37 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

La cotisation n'est pas due pour les travailleurs qui sont entrés dans un mécanisme de dispense complète de prestations avant le 28 septembre 2017.

Elle n'est pas non plus due pour les travailleurs qui entrent dans un mécanisme de dispense complète de prestations en application d'une convention collective de travail à durée déterminée conclue et déposée au greffe de la Direction générale Relations collectives de travail du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale avant le 28 septembre 2017, ou, pour les entreprises publiques, en application d'un régime conclu dans la commission paritaire au sens de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, avant le 28 septembre 2017.

Le pourcentage de la cotisation applicable est déterminé en fonction de l'âge du travailleur au moment où son employeur le dispense de toute prestation, et ce pourcentage est calculé de la manière suivante :

— pour les travailleurs qui sont dispensés de prestations avant d'avoir atteint l'âge de 55 ans, la cotisation est égale à 20 p.c. du salaire trimestriel brut, avec un minimum de 300 euros;

— pour les travailleurs qui sont dispensés de prestations après l'âge de 55 ans et avant d'avoir atteint l'âge 58 ans, la cotisation est égale à 18 p.c. du salaire trimestriel brut, avec un minimum de 300 euros;

— pour les travailleurs qui sont dispensés de prestations après l'âge de 58 ans et avant d'avoir atteint l'âge 60 ans, la cotisation est égale à 16 p.c. du salaire trimestriel brut, avec un minimum de 300 euros;

— pour les travailleurs qui sont dispensés de prestations après l'âge de 60 ans et avant d'avoir atteint l'âge 62 ans, la cotisation est égale à 15 p.c. du salaire trimestriel brut, avec un minimum de 225,60 euros;

— pour les travailleurs qui sont dispensés de prestations au-delà de 62 ans la cotisation est égale à 10 p.c. du salaire trimestriel brut, avec un minimum de 225,60 euros.

Par dérogation à l'alinéa précédent, si durant la période de dispense de prestations, le travailleur a eu l'obligation de suivre une formation organisée par son employeur d'au moins 15 jours sur une période de quatre trimestres consécutifs, le taux de la cotisation est réduit de 40 p.c. pendant les quatre trimestres en question.

L'employeur est exonéré de la cotisation visée aux alinéas 1^{er} et 4 si le travailleur a effectivement suivi, durant les quatre premiers trimestres de dispense de prestations, une formation obligatoire organisée par son employeur, dont le coût équivaut à au moins 20 p.c. du salaire brut annuel auquel il avait droit avant la dispense de prestations.

de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, die de ingevoerde arbeidsregeling met zondagsarbeid bestendigt.

In afwijking van de artikelen 11 en 12 van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen worden de bepalingen van de in het eerste lid bedoelde collectieve arbeidsovereenkomst, die het arbeidsreglement wijzigen, in het arbeidsreglement ingevoegd vanaf de neerlegging van deze collectieve arbeidsovereenkomst op de griffie van de Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg.

Art. 65. Dit hoofdstuk treedt in werking op 1 januari 2018.

HOOFDSTUK 3. — Activeringsbijdrage

Art. 66. Artikel 38 van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 18 april 2017, wordt aangevuld met een paragraaf 3^{septdecies}, luidende :

“§ 3^{septdecies}. De werkgevers waarop de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités van toepassing is, en de autonome overheidsbedrijven bedoeld in de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven zijn onder de hierna vermelde voorwaarden een bijzondere activeringsbijdrage verschuldigd, die bestemd is voor het Globaal Beheer, voor hun werknemers die geen enkele prestatie leveren tijdens een volledig kwartaal bij dezelfde werkgever, met uitzondering van de wettelijke volledige schorsingen van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst, en in het geval van vrijstelling van prestaties tijdens de periode van opzegging als bedoeld in artikel 37 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

De bijdrage is niet verschuldigd voor de werknemers die in een mechanisme van volledige vrijstelling van prestaties gestapt zijn voor 28 september 2017.

Deze is evenmin verschuldigd voor de werknemers die in een mechanisme van volledige vrijstelling van prestaties stappen in toepassing van een collectieve arbeidsovereenkomst van bepaalde duur afgesloten en neergelegd op de griffie van de Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg vóór 28 september 2017, of in het geval van de overheidsbedrijven in toepassing van een regeling afgesloten in het paritair comité in de zin van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven vóór 28 september 2017.

Het percentage van de toepasselijke bijdrage wordt bepaald in functie van de leeftijd van de werknemer op het ogenblik waarop zijn werkgever hem van elke prestatie vrijstelt, en deze wordt als volgt berekend :

— voor de werknemers die van prestaties vrijgesteld zijn vooraleer de leeftijd van 55 jaar te hebben bereikt, bedraagt de bijdrage 20 pct. van het brutokwartaalloon, met een minimum van 300 euro;

— voor de werknemers die van prestaties vrijgesteld zijn na de leeftijd van 55 jaar en vooraleer de leeftijd van 58 jaar te hebben bereikt, bedraagt de bijdrage 18 pct. van het brutokwartaalloon, met een minimum van 300 euro;

— voor de werknemers die van prestaties vrijgesteld zijn na de leeftijd van 58 jaar en vooraleer de leeftijd van 60 jaar te hebben bereikt, bedraagt de bijdrage 16 pct. van het brutokwartaalloon, met een minimum van 300 euro;

— voor de werknemers die van prestaties vrijgesteld zijn na de leeftijd van 60 jaar en vooraleer de leeftijd van 62 jaar te hebben bereikt, bedraagt de bijdrage 15 pct. van het brutokwartaalloon, met een minimum van 225,60 euro;

— voor de werknemers die van prestaties vrijgesteld zijn na de leeftijd van 62 jaar, bedraagt de bijdrage 10 pct. van het brutokwartaalloon, met een minimum van 225,60 euro.

In afwijking van het voorgaande lid, wordt, indien de werknemer gedurende de periode van vrijstelling van prestaties de verplichting had om een opleiding te volgen die georganiseerd wordt door zijn werkgever voor tenminste 15 dagen gedurende een periode van vier opeenvolgende kwartalen, het bijdragepercentage verminderd met 40 pct. gedurende de betreffende vier kwartalen.

De werkgever wordt vrijgesteld van de bijdrage bedoeld in het eerste en vierde lid, indien de werknemer gedurende de eerste vier kwartalen van vrijstelling van prestaties daadwerkelijk een opleiding georganiseerd door zijn werkgever, verplicht heeft gevolgd, waarvan de kostprijs tenminste 20 pct. bedraagt van het brutojaarloon waarop hij voor de vrijstelling van prestaties recht had.

Entrent en ligne de compte toutes les formations telles que visées aux articles 9, a) et b), et 17 de la loi du 5 mars 2017 concernant le travail faisable et maniable ainsi que les formations professionnelles initiales.

L'employeur doit apporter la preuve, auprès de la Direction générale du contrôle des lois sociales du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale, de ce que le travailleur concerné a effectivement suivi la formation précitée. Une fois par an ledit service en informe l'Office national de sécurité sociale suivant les modalités à déterminer par les administrations concernées.

La cotisation précitée n'est pas due lorsque le travailleur bénéficiant d'une dispense complète de prestations durant tout le trimestre reprend une nouvelle occupation, au moins à tiers-temps calculé sur base d'un équivalent temps plein, soit auprès d'un ou plusieurs autre(s) employeur(s), soit en qualité de travailleur indépendant.

Le Roi détermine par arrêté délibéré en conseil des ministres ce que l'on entend par reprise d'une nouvelle occupation au moins à tiers-temps en qualité de travailleur indépendant.

L'employeur ayant octroyé à son travailleur une dispense complète de prestations redevient redevable de la cotisation précitée lorsque et dès le moment où le travailleur n'exerce plus l'occupation ou les occupations visée(s) à l'alinéa précédent.

Les dispositions du régime général de la sécurité sociale des travailleurs salariés visées par la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs et par la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs, notamment en ce qui concerne les déclarations avec justification des cotisations, les délais en matière de paiement, l'application des sanctions civiles et les dispositions pénales, le contrôle, le juge compétent en cas de contestation, la prescription en matière d'actions judiciaires, le privilège et la communication du montant de la créance de l'Office national de sécurité sociale, sont applicables."

Art. 67. Le présent chapitre entre en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

CHAPITRE 4. — *Modification de la loi-programme du 22 décembre 1989*

Art. 68. Dans la loi-programme du 22 décembre 1989, il est inséré un article 156/1, rédigé comme suit :

"Art. 156/1. L'employeur qui ne respecte pas les dispositions des articles 153 ou 154 pour un travailleur à temps partiel avec maintien des droits qui bénéficie d'une allocation de garantie de revenus est redevable d'une cotisation de responsabilisation de 25 euros par travailleur à temps partiel avec maintien des droits qui bénéficie d'une allocation de garantie de revenus par mois durant lequel cette obligation n'est pas respectée. Cette cotisation de responsabilisation est destinée à l'ONSS-Gestion Globale des travailleurs salariés.

Cette cotisation de responsabilisation est due à partir du mois au cours duquel il est constaté pour la première fois que des heures complémentaires disponibles ne sont pas offertes ou ne sont pas procurées par priorité.

Cette cotisation de responsabilisation est due jusqu'à ce que l'employeur ait offert ou procuré par priorité des heures complémentaires disponibles au travailleur à temps partiel qui a introduit une demande à cet effet conformément à l'article 153.

Cette cotisation de responsabilisation n'est pas due si aucune heure complémentaire n'était disponible durant une année, à dater de la première demande d'obtention de l'allocation de garantie de revenus par le travailleur à temps partiel avec maintien des droits, dans la même fonction que celle exercée par le travailleur à temps partiel avec maintien des droits concerné.

La cotisation de responsabilisation n'est également pas due par les employeurs qui ont attribué des heures complémentaires à un autre travailleur du fait qu'il s'agit d'heures qui portent sur des prestations pendant les mêmes tranches horaires que celles effectuées par le travailleur à temps partiel avec maintien des droits concerné.

Le Roi peut déterminer les conditions et les modalités de fixation et de paiement de cette cotisation de responsabilisation.

Les dispositions du régime général de la sécurité sociale des travailleurs salariés, telles que visées par la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs et par la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs, notamment en ce qui concerne les déclarations avec justification des cotisations, les délais en

Alle opleidingen worden in aanmerking genomen zoals bedoeld in de artikelen 9, a) en b), en 17 van de wet van 5 maart 2017 betreffende werkbaar en wendbaar werk, evenals de initiële beroepsopleiding.

De werkgever moet het bewijs leveren aan de Algemene Directie van het Toezicht op de Sociale Wetten van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg dat de betreffende werknemer de voornoemde opleiding daadwerkelijk heeft gevolgd. Een maal per jaar stelt deze dienst de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid hiervan in kennis overeenkomstig de modaliteiten te bepalen door de betrokken administraties.

De voornoemde bijdrage is niet verschuldigd wanneer de werknemer die volledig van prestaties werd vrijgesteld gedurende het volledige kwartaal een nieuwe, minstens een derde berekend op basis van en voltijds equivalent, tewerkstelling aanvat, hetzij bij een of meerdere andere werkgever(s), hetzij in de hoedanigheid van zelfstandige.

De Koning bepaalt bij een besluit vastgesteld na overleg in de ministerraad overlegd wat wordt verstaan onder het aanvangen van een nieuwe, minstens een derde tewerkstelling in de hoedanigheid van zelfstandige.

De werkgever die aan zijn werknemer een volledige vrijstelling van prestaties heeft verleend, is de voormelde bijdrage opnieuw verschuldigd wanneer en van zodra de werknemer de tewerkstelling of de tewerkstellingen bedoeld in het vorig lid niet langer uitoefent.

De bepalingen van de algemene regeling van de sociale zekerheid der werknemers als bedoeld in de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders en in de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, met name wat betreft de aangiften met verantwoording van de bijdragen, de betalingstermijnen, de toepassing van de burgerlijke sancties en de strafbepalingen, het toezicht, de bevoegde rechter ingeval van betwisting, de verjaring inzake rechtsvorderingen, het voorrecht en de mededeling van het bedrag van de schuldvordering van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, zijn van toepassing."

Art. 67. Dit hoofdstuk treedt in werking op 1 januari 2018.

HOOFDSTUK 4. — *Wijziging van de programmatwet van 22 december 1989*

Art. 68. In de programmatwet van 22 december 1989, wordt een artikel 156/1 ingevoegd, luidende :

"Art. 156/1. De werkgever die de bepalingen van de artikelen 153 of 154 niet naleeft voor een deeltijdse werknemer met behoud van rechten die een inkomensgarantie-uitkering geniet, is een responsabiliseringsbijdrage verschuldigd van 25 euro per deeltijdse werknemer met behoud van rechten die een inkomensgarantie-uitkering geniet per maand tijdens dewelke deze verplichting niet nageleefd werd. Deze responsabiliseringsbijdrage is voor de RSZ-Global Beheer van de werknemers.

Deze responsabiliseringsbijdrage is verschuldigd vanaf de maand waarin voor het eerst het niet aanbieden of het niet bezorgen, bij voorrang, van beschikbare bijkomende uren, werd vastgesteld.

Deze responsabiliseringsbijdrage is verschuldigd totdat de werkgever bijkomende beschikbare uren heeft aangeboden of bezorgd, bij voorrang aan de deeltijdse werknemer die daartoe een aanvraag heeft ingediend conform artikel 153.

Deze responsabiliseringsbijdrage is niet verschuldigd wanneer er gedurende een jaar, te rekenen vanaf de eerste aanvraag tot het bekomen van de inkomensgarantieuitkering door de betrokken deeltijdse werknemer met behoud van rechten, geen bijkomende uren beschikbaar waren in dezelfde functie als uitgeoefend door de betrokken deeltijdse werknemer met behoud van rechten.

De responsabiliseringsbijdrage is ook niet verschuldigd door de werkgevers die bijkomende uren hebben gegeven aan een andere werknemer door het feit dat het gaat om uren die betrekking hebben op prestaties tijdens dezelfde tijdblokken als de prestaties geleverd door de betrokken deeltijdse werknemer met behoud van rechten.

De Koning kan de voorwaarden en de nadere regels voor de vaststelling en de betaling van deze responsabiliseringsbijdrage bepalen.

De bepalingen van de algemene regeling van de sociale zekerheid der werknemers, als bedoeld in de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders en in de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, met name wat betreft de aangiften met verantwoording van de bijdragen, de betalingstermijnen, de toepassing van de burgerlijke sancties en de

matière de paiement, l'application des sanctions civiles et les dispositions pénales, le contrôle, le juge compétent en cas de contestation, la prescription en matière d'actions judiciaires, le privilège et la communication du montant de la créance de l'Office national de sécurité sociale, sont applicables.

Cette disposition s'applique aux contrats conclus à partir du 1^{er} janvier 2018."

TITRE 4. — Finances

CHAPITRE 1^{er}. — Modification du code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus

Art. 69. L'intitulé du titre VII du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, inséré par la loi du 22 mai 2001, est remplacé par ce qui suit :

"TITRE VII. — Taxe sur la participation des travailleurs au capital et sur la prime bénéficiaire pour les travailleurs".

Art. 70. A l'article 112 du même Code, inséré par la loi du 22 mai 2001, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

"Art. 112. Il est établi à charge des travailleurs une taxe sur la participation des travailleurs au capital et sur la prime bénéficiaire pour les travailleurs attribuées en vertu de la loi du 22 mai 2001 relative à la participation des travailleurs dans le capital des sociétés et à l'établissement d'une prime bénéficiaire pour les travailleurs.

2° dans l'alinéa 2, les mots "relative aux régimes de participation des travailleurs au capital et aux bénéfices des sociétés" sont remplacés par les mots "relative à la participation des travailleurs dans le capital des sociétés et à l'établissement d'une prime bénéficiaire pour les travailleurs".

Art. 71. A l'article 113, § 1^{er}, du même Code, inséré par la loi du 22 mai 2001, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 1° est remplacé par ce qui suit :

"1° lorsqu'il s'agit d'une prime bénéficiaire pour les travailleurs, la base imposable est égale au montant en espèces attribué conformément aux dispositions de la loi du 22 mai 2001 relative à la participation des travailleurs dans le capital des sociétés et à l'établissement d'une prime bénéficiaire pour les travailleurs;"

b) dans le 3°, les mots "relative aux régimes de participation des travailleurs au capital et aux bénéfices des sociétés" sont remplacés par les mots "relative à la participation des travailleurs dans le capital des sociétés et à l'établissement d'une prime bénéficiaire pour les travailleurs".

Art. 72. Dans l'article 114 du même Code, inséré par la loi du 22 mai 2001, les mots "lorsqu'il s'agit d'une participation aux bénéfices faisant l'objet d'un plan d'épargne d'investissement" sont remplacés par les mots "lorsqu'il s'agit d'une prime bénéficiaire pour les travailleurs faisant l'objet d'un plan d'épargne d'investissement".

Art. 73. Dans l'article 115, alinéa 2, du même Code, inséré par la loi du 22 mai 2001, les mots "relative aux régimes de participation des travailleurs au capital et aux bénéfices des sociétés" sont remplacés par les mots "relative à la participation des travailleurs dans le capital des sociétés et à l'établissement d'une prime bénéficiaire pour les travailleurs".

Art. 74. Dans l'article 116 du même Code, inséré par la loi du 22 mai 2001, les mots "relative aux régimes de participation des travailleurs au capital et aux bénéfices des sociétés" sont remplacés par les mots "relative à la participation des travailleurs dans le capital des sociétés et à l'établissement d'une prime bénéficiaire pour les travailleurs".

Art. 75. L'article 117, § 1^{er}, du même Code, inséré par la loi du 22 mai 2001, est remplacé par ce qui suit :

"§ 1^{er}. Le taux de la taxe est fixé à :

— 15 p.c. pour les participations au capital;

— 15 p.c. pour les primes bénéficiaires pour les travailleurs, attribuées dans le cadre d'un plan d'épargne d'investissement et qui font l'objet d'un prêt non subordonné;

— 7 p.c. pour les primes bénéficiaires pour les travailleurs non visées par le taux de 15 p.c."

strafbepalingen, het toezicht, de bevoegde rechter ingeval van betwisting, de verjaring inzake rechtsvorderingen, het voorrecht en de mededeling van het bedrag van de schuldordering van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, zijn van toepassing.

Deze bepaling is van toepassing op de arbeidsovereenkomsten die afgesloten worden vanaf 1 januari 2018."

TITEL 4. — Financiën

HOOFDSTUK 1. — Wijzigingen van het wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen

Art. 69. Het opschrift van titel VII van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, ingevoegd bij de wet van 22 mei 2001, wordt vervangen als volgt :

"TITEL VII. — Belasting op de werknemersparticipatie in het kapitaal van de vennootschap en op de winstpremie voor de werknemers".

Art. 70. In artikel 112 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 22 mei 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

"Art. 112. Er wordt een belasting vastgesteld ten laste van de werknemers op de deelname in het kapitaal van de vennootschap of op de winstpremie voor de werknemers toegekend overeenkomstig de wet van 22 mei 2001 de werknemersparticipatie in het kapitaal van de vennootschappen en tot instelling van een winstpremie voor de werknemers;"

2° in het tweede lid worden de woorden "betreffende de werknemersparticipatie in het kapitaal en in de winst van de vennootschappen" vervangen door de woorden "betreffende de werknemersparticipatie in het kapitaal van de vennootschappen en tot instelling van een winstpremie voor de werknemers".

Art. 71. In artikel 113, § 1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 22 mei 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de bepaling onder 1° wordt vervangen als volgt :

"1° als het gaat om de winstpremie voor de werknemers, is de belastbare grondslag gelijk aan het bedrag uitbetaald in speciën toegekend overeenkomstig de bepalingen van de wet van 22 mei 2001 betreffende de werknemersparticipatie in het kapitaal van de vennootschappen en tot instelling van een winstpremie voor de werknemers;"

b) in de bepaling onder 3° worden de woorden "betreffende de werknemersparticipatie in het kapitaal en in de winst van de vennootschappen" vervangen door de woorden "betreffende de werknemersparticipatie in het kapitaal van de vennootschappen en tot instelling van een winstpremie voor de werknemers".

Art. 72. In artikel 114 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 22 mei 2001, worden de woorden "als het een participatie in de winst betreft die deel uitmaakt van een investeringsspaarplan" vervangen door de woorden "als het een winstpremie voor de werknemers is in het kader van een investeringsspaarplan".

Art. 73. In artikel 115, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 22 mei 2001, worden de woorden "betreffende de werknemersparticipatie in het kapitaal en in de winst van de vennootschappen" vervangen door de woorden "betreffende de werknemersparticipatie in het kapitaal van de vennootschappen en tot instelling van een winstpremie voor de werknemers".

Art. 74. In artikel 116 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 22 mei 2001, worden de woorden "betreffende de werknemersparticipatie in het kapitaal en in de winst van de vennootschappen" vervangen door de woorden "betreffende de werknemersparticipatie in het kapitaal van de vennootschappen en tot instelling van een winstpremie voor de werknemers".

Art. 75. Artikel 117, § 1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 22 mei 2001, wordt vervangen als volgt :

"§ 1. Het belastingtarief is vastgesteld op :

— 15 pct. voor de deelnames in het kapitaal;

— 15 pct. voor de winstpremies voor de werknemers die in het kader van een investeringsspaarplan zijn toegekend en het voorwerp zijn van een niet achtergestelde lening;

— 7 pct. voor de winstpremies voor de werknemers met uitzondering van deze bedoeld in het tarief van 15 pct."

Art. 76. Dans l'article 118 du même Code, inséré par la loi du 22 mai 2001, les mots "relative aux régimes de participation des travailleurs au capital et aux bénéfices des sociétés" sont chaque fois remplacés par les mots "relative à la participation des travailleurs dans le capital des sociétés et à l'établissement d'une prime bénéficiaire pour les travailleurs".

Art. 77. L'article 304bis du Code des impôts sur les revenus 1992, inséré par la loi du 22 mai 2001, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

"La prime octroyée visée à l'article 117 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus est mentionnée sur la note de calcul qui est jointe à l'avertissement-extrait de rôle en matière d'impôt des personnes physiques du travailleur."

Art. 78. Le présent chapitre entre en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

CHAPITRE 2. — *Avantages non récurrents liés aux résultats*

Art. 79. L'article 2 de la loi du 21 décembre 2007 relative à l'exécution de l'accord interprofessionnel 2007-2008, est complété par les alinéas 2 et 3, rédigés comme suit :

"Est exclu de l'application du présent chapitre, l'employeur qui recourt à une procédure d'information et consultation en matière de licenciement collectif avec fermeture d'entreprise, visée par la convention collective du travail n° 24 du 2 octobre 1975 concernant la procédure d'information et de consultation des représentants des travailleurs en matière de licenciements collectifs.

La convention collective de travail ou l'acte d'adhésion conclu dans le cadre du présent chapitre et qui s'applique à l'employeur visé au deuxième alinéa de cet article reste en vigueur, s'il a été déposé au greffe de la Direction générale Relations collectives de Travail du SPF Emploi, Travail et Concertation sociale avant l'annonce du licenciement collectif avec fermeture d'entreprise."

Art. 80. Le présent chapitre entre en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

CHAPITRE 3. — *Extension des flexi-jobs*

Art. 81. L'article 38, § 1^{er}, du Code des impôts sur les revenus 1992, modifié en dernier lieu par la loi du 22 octobre 2017, est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

"Les rémunérations payées ou attribuées en exécution d'un contrat de travail flexi-job, visées à l'alinéa 1^{er}, 2^o, sont mentionnées sur la note de calcul qui est jointe à l'avertissement-extrait de rôle en matière d'impôt des personnes physiques du travailleur."

Art. 82. L'article 81 est applicable aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 1^{er} janvier 2018.

CHAPITRE 4. — *Impôts sur les revenus*

Section 1^{re}. — Participation des travailleurs au capital des sociétés et établissement d'une prime bénéficiaire pour les travailleurs

Art. 83. A l'article 38, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 15^o, du Code des impôts sur les revenus 1992, inséré par la loi du 22 mai 2001, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots "les participations au capital ou aux bénéfices" sont remplacés par les mots "les participations au capital ou les primes bénéficiaires";

2^o les mots "relative aux régimes de participation des travailleurs au capital et aux bénéfices des sociétés" sont remplacés par les mots "relative à la participation des travailleurs dans le capital des sociétés et à l'établissement d'une prime bénéficiaire pour les travailleurs";

3^o les mots "soumises à la taxe sur la participation des travailleurs au capital et aux bénéfices des sociétés." sont remplacés par les mots "soumises à la taxe sur la participation des travailleurs au capital et sur la prime bénéficiaire pour les travailleurs."

Art. 84. Dans l'article 198, § 1^{er}, 12^o, du même Code, inséré par la loi du 22 mai 2001, les mots "relative aux régimes de participation des travailleurs au capital et aux bénéfices des sociétés" sont remplacés par les mots "relative à la participation des travailleurs dans le capital des sociétés et à l'établissement d'une prime bénéficiaire pour les travailleurs".

Art. 76. In artikel 118 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 22 mei 2001, worden de woorden "betreffende de werknemersparticipatie in het kapitaal en in de winst van de vennootschappen" telkens vervangen door de woorden "betreffende de werknemersparticipatie in het kapitaal van de vennootschappen en tot instelling van een winstpremie voor de werknemers".

Art. 77. Artikel 304bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, ingevoegd bij de wet van 22 mei 2001, wordt aangevuld met een lid, luidende :

"De toegekende premie bedoeld in artikel 117 van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen wordt vermeld op de berekeningsnota die gevoegd is bij het aanslagbiljet inzake personenbelasting van de werknemer."

Art. 78. Dit hoofdstuk treedt in werking op 1 januari 2018.

HOOFDSTUK 2. — *Niet-recurrerende resultaatsgebonden voordelen*

Art. 79. Artikel 2 van de wet van 21 december 2007 betreffende de uitvoering van het interprofessioneel akkoord 2007-2008, wordt aangevuld met een tweede en een derde lid, luidende :

"De werkgever die overgaat tot een procedure van inlichting en raadpleging met betrekking tot het collectief ontslag met sluiting van de onderneming als bedoeld in de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 24 van 2 oktober 1975 betreffende de procedure van inlichting en raadpleging van de werknemersvertegenwoordigers met betrekking tot het collectief ontslag, is uitgesloten van de toepassing van dit hoofdstuk.

De collectieve arbeidsovereenkomst of de toetredingsakte gesloten in het kader van dit hoofdstuk die van toepassing is op de werkgever bedoeld in het tweede lid van dit artikel blijft van kracht, indien ze is neergelegd ter griffie van de Algemene Directie collectieve arbeidsbetrekkingen van de FOD Werk, Arbeid en Sociaal overleg voor de aankondiging van het collectief ontslag met sluiting van de onderneming."

Art. 80. Dit hoofdstuk treedt in werking op 1 januari 2018.

HOOFDSTUK 3. — *Uitbreiding van de flexi-jobs*

Art. 81. Artikel 38, § 1, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 22 oktober 2017, wordt aangevuld met een lid luidende :

"De in het eerste lid, 2^o, bedoelde bezoldigingen betaald of toegekend in uitvoering van de flexi-jobarbeidsovereenkomst worden vermeld op de berekeningsnota die gevoegd is bij het aanslagbiljet inzake personenbelasting van de werknemer."

Art. 82. Artikel 81 is van toepassing op de bezoldigingen die vanaf 1 januari 2018 worden betaald of toegekend.

HOOFDSTUK 4. — *Inkomstenbelastingen*

Afdeling 1. — Werknemersparticipatie in het kapitaal van de vennootschappen en instelling van een winstpremie voor de werknemers

Art. 83. In artikel 38, § 1, eerste lid, 15^o, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, ingevoegd bij de wet van 22 mei 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o de woorden "de deelnames in het kapitaal of in de winst" worden vervangen door de woorden "de deelnames in het kapitaal of de winstprijzen";

2^o de woorden "betreffende de werknemersparticipatie in het kapitaal en in de winst van de vennootschappen" worden vervangen door de woorden "betreffende de werknemersparticipatie in het kapitaal van de vennootschappen en tot instelling van een winstpremie voor de werknemers";

3^o de woorden "onderhevig aan de belasting op de werknemersparticipatie in het kapitaal en in de winst van de vennootschappen." worden vervangen door de woorden "onderworpen aan de belasting op de werknemersparticipatie in het kapitaal van de vennootschap en op de winstprijzen voor de werknemers".

Art. 84. In artikel 198, § 1, 12^o, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 22 mei 2001, worden de woorden "betreffende de werknemersparticipatie in het kapitaal en in de winst van de vennootschappen" vervangen door de woorden "betreffende de werknemersparticipatie in het kapitaal van de vennootschappen en tot instelling van een winstprijzen voor de werknemers".

Art. 85. Dans l'article 205octies, 4°, du même Code, inséré par la loi du 22 juin 2005, les mots "relative aux régimes de participation des travailleurs au capital et aux bénéficiaires des sociétés" sont remplacés par les mots "relative à la participation des travailleurs dans le capital des sociétés et à l'établissement d'une prime bénéficiaire pour les travailleurs".

Section 2. — Imposition des revenus de constructions juridiques

Art. 86. Dans l'article 2, § 1^{er}, du Code des impôts sur les revenus 1992, modifié en dernier lieu par la loi du 3 août 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 13° est complété avec un c), rédigé comme suit :

"c) un contrat, dans la mesure où ce contrat :

— prévoit, en échange du paiement d'une ou plusieurs primes, pendant la durée du contrat ou à l'expiration de celui-ci, le paiement des revenus perçus par une construction juridique visée au a) ou b), ou la distribution des droits économiques, des actions ou parts ou des actifs d'une construction juridique visée au a) ou b);

— prévoit, en échange de l'apport des droits économiques, des actions ou parts ou des actifs d'une construction juridique visée au a) ou b), pendant la durée du contrat ou à l'expiration de celui-ci, le paiement ou la distribution des droits, des actions ou parts ou des actifs apportés ou de leur contrevaaleur.";

2° dans le paragraphe sont insérés un 13°/2, un 13°/3 et un 13°/4, rédigés comme suit :

13°/2 Construction filiale

Par construction filiale, on entend une construction juridique dont les actions ou parts ou droits économiques sont totalement ou partiellement détenus par une autre construction juridique;

13°/3 Construction mère

Par construction mère, on entend une construction juridique qui détient totalement ou partiellement les actions ou parts ou droits économiques d'une autre construction juridique;

13°/4 Construction en chaîne

Par construction en chaîne, on entend un ensemble de constructions juridiques formé par une construction juridique et toutes ses constructions filiales.

Si la construction en chaîne contient une construction filiale qui est également une construction mère, les constructions filiales de cette construction mère font également partie de cette même chaîne de constructions juridiques.

L'application de l'alinéa 2 est répétée jusqu'à ce que toutes les constructions filiales des constructions mères faisant partie de cette construction en chaîne soient reprises dans cette construction en chaîne.";

3° le 14° est complété par un tiret rédigé comme suit :

"— soit la personne physique ou la personne morale assujettie à l'impôt des personnes morales conformément l'article 220, qui a conclu le contrat visé au 13°, c), et au nom de laquelle la prime ou les primes afférentes à ce contrat sont acquittées;"

4° le 14°/1 est abrogé.

Art. 87. A l'article 5/1 du même Code, inséré par la loi-programme du 10 août 2015 et modifié par la loi du 26 décembre 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

"§ 1^{er}. Les revenus perçus par la construction juridique sont imposables dans le chef de l'habitant du Royaume qui est le fondateur de la construction juridique, comme si cet habitant du Royaume les avait recueillis directement.";

2° au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

"Si la construction juridique est une construction mère :

— les revenus perçus par une construction filiale de cette construction mère font, pour l'application du présent paragraphe, partie intégrante des revenus qui ont été perçus par cette construction mère susvisée, au prorata du pourcentage de participation des actions ou parts ou des droits économiques précités de cette construction mère dans cette construction filiale, comme si cette construction mère avait directement perçu ces revenus;

Art. 85. In artikel 205octies, 4°, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 22 juni 2005, worden de woorden "betreffende de werknemersparticipatie in het kapitaal en in de winst van de vennootschappen" vervangen door de woorden "betreffende de werknemersparticipatie in het kapitaal van de vennootschappen en tot instelling van een winstpremie voor de werknemers".

Afdeling 2. — Belasting van de inkomsten uit juridische constructies

Art. 86. In artikel 2, § 1, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 3 augustus 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de bepaling onder 13° wordt aangevuld met een bepaling onder c), luidende :

"c) een overeenkomst, in de mate dat die overeenkomst :

— in ruil voor betaling van één of meerdere premies, in de loop van de duurtijd van deze overeenkomst of bij afloop ervan, voorziet in de uitbetaling van de inkomsten die werden verkregen van een in de bepaling onder a) of b) bedoelde juridische constructie, of, in de uitkering van de economische rechten, de aandelen of de activa van een in de bepaling onder a) of b) bedoelde juridische constructie;

— in ruil voor de inbreng van de economische rechten, van de aandelen of van de activa van een in de bepaling onder a) of b) bedoelde juridische constructie, in de loop van het contract of bij afloop van het contract, voorziet in de uitbetaling of uitkering van de ingebrachte rechten, aandelen of activa of van de tegenwaarde ervan;"

2° in de paragraaf worden de bepalingen onder 13°/2, 13°/3 en 13°/4 ingevoegd, luidende :

13°/2 Dochterconstructie

Onder een dochterconstructie wordt een juridische constructie verstaan waarvan de aandelen of economische rechten geheel of gedeeltelijk worden aangehouden door een andere juridische constructie;

13°/3 Moederconstructie

Onder een moederconstructie wordt een juridische constructie verstaan die de aandelen of economische rechten geheel of gedeeltelijk aanhoudt van een andere juridische constructie;

13°/4 Ketenconstructie

Onder een ketenconstructie wordt een geheel van juridische constructies verstaan dat wordt gevormd door een juridische constructie en al haar dochterconstructies.

Indien de ketenconstructie een dochterconstructie bevat die eveneens ook een moederconstructie is, maken de dochterconstructies van deze moederconstructie ook deel uit van dezelfde keten van juridische constructies.

De toepassing van het tweede lid wordt herhaald net zolang alle dochterconstructies van de moederconstructies die deel uitmaken van de ketenconstructie in deze ketenconstructie zijn opgenomen.";

3° de bepaling onder 14° wordt aangevuld met een streepje, luidende als volgt :

"— hetzij, de natuurlijke persoon of de rechtspersoon die overeenkomstig artikel 220 aan de rechtspersonenbelasting onderworpen is, die de in 13°, c), bedoelde overeenkomst heeft gesloten en in wiens naam de premie of de premies van deze overeenkomst worden voldaan;"

4° de bepaling onder 14°/1 wordt opgeheven.

Art. 87. In artikel 5/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de programmawet van 10 augustus 2015 en gewijzigd bij de wet van 26 december 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 wordt het eerste lid vervangen als volgt :

"§ 1. De inkomsten die werden verkregen door de juridische constructie zijn belastbaar in hoofde van de rijksinwoner die de oprichter is van de juridische constructie, alsof die rijksinwoner ze rechtstreeks heeft verkregen.";

2° in paragraaf 1 wordt het tweede lid vervangen als volgt :

"Indien de juridische constructie een moederconstructie is :

— maken, voor de toepassing van deze paragraaf, de inkomsten die werden verkregen door een dochterconstructie van deze moederconstructie, deel uit van de inkomsten die werden verkregen door deze moederconstructie, in verhouding tot het deelnemingspercentage van de voormelde aandelen of de economische rechten van deze moederconstructie in deze dochterconstructie, alsof deze moederconstructie deze inkomsten rechtstreeks heeft verkregen;

— les revenus distribués par la construction filiale à sa construction mère ne sont pas imposables dans le chef du fondateur, dans la mesure où et à condition que le contribuable ait démontré que ces revenus sont constitués de revenus qui ont déjà subi leur régime d'imposition en Belgique dans le chef d'une personne physique ou une personne morale visée à l'article 220.”;

3° au paragraphe 1^{er}, trois alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 2 et 3 :

“Pour l'application de l'alinéa 2, deuxième tiret, les revenus recueillis les plus anciens sont censés être les premiers distribués.

Si plus de deux constructions juridiques forment une partie d'une construction en chaîne, les alinéas 2 et 3 sont applicables à toute construction mère qui fait partie de cette construction en chaîne.

L'application des dispositions de l'alinéa 2 ne peut pas aboutir à ce que des revenus perçus par une construction juridique soient imposés plusieurs fois dans le chef du fondateur de la construction juridique.”;

4° au paragraphe 1^{er}, alinéa 6, qui devient l'alinéa 9, les mots “et le cas échéant, des tiers bénéficiaires” sont remplacés par les mots “conformément aux dispositions du présent paragraphe”;

5° dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 7, qui devient l'alinéa 10, est remplacé par ce qui suit :

“Le présent paragraphe n'est pas applicable aux revenus payés ou attribués par la construction juridique.”;

6° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

“§ 2. Dans le cas où un apport des droits économiques, des actions ou parts ou des actifs d'une construction juridique visée à l'article 2 § 1^{er}, 13°, a) ou b), ou dans le cas où les actifs d'une construction juridique visée à l'article 2 § 1^{er}, 13°, a) ou b), sont transférés vers un Etat autre qu'un Etat visé à l'alinéa 2, les revenus non distribués de cette construction juridique sont censés, au moment où l'apport ou le transfert est réalisé, être attribués ou mis en paiement à l'habitant du Royaume qui est le fondateur de cette construction juridique.

Le présent paragraphe n'est pas applicable aux transferts dans un Etat avec lequel la Belgique a conclu une convention préventive de la double imposition, dans un Etat avec lequel la Belgique a conclu un accord en vue de l'échange de renseignements en matière fiscale, ou dans un Etat qui, avec la Belgique, est partie prenante d'un autre instrument juridique bilatéral ou multilatéral, pourvu que cette convention, cet accord ou cet instrument juridique permette l'échange de renseignements en matière fiscale entre les Etats contractants.”;

7° dans la phrase liminaire du paragraphe 3, les mots “ou le tiers bénéficiaire” sont abrogés;

8° au paragraphe 3, le b) est remplacé comme suit :

“b) établit dans la déclaration annuelle à l'impôt sur les revenus et démontre sur simple demande que la construction juridique est établie dans un Etat visé au § 2, alinéa 2, et que :

— les revenus de cette construction juridique sont principalement recueillis suite à l'exercice d'une ou plusieurs activités économiques effectives, activités qui ne peuvent avoir pour but la gestion du patrimoine privé du fondateur ou d'un des fondateurs de cette construction juridique, et que;

— cette construction juridique a un ensemble de locaux, de personnel et d'équipements à sa disposition qui est en rapport avec les activités économiques effectives visées au premier tiret.”.

Art. 88. Dans le titre 2, chapitre 1^{er}, du même Code, il est inséré un article 5/2, rédigé comme suit :

“Art. 5/2. Les revenus mobiliers recueillis sur un compte au nom d'une association, qui ne recueille pas de bénéfices ou profits ou qui n'est pas assujettie à l'impôt des sociétés ou à l'impôt des personnes morales, sont imposables dans le chef de l'habitant du Royaume habilité à gérer ce compte, comme si cet habitant du Royaume les avait recueillis directement.

Dans le cas où le compte est géré par plusieurs personnes, chaque habitant du Royaume est imposable en proportion du nombre de personnes habilitées à gérer ce compte.”.

Art. 89. Dans l'article 18, alinéa 1^{er}, 3°, du même Code, rétabli par la loi du 26 décembre 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots “visée à l'article 2, § 1^{er}, 13°, b)” sont supprimés;

— zijn de inkomsten die werden uitgekeerd door de dochterconstructie aan de moederconstructie niet belastbaar in hoofde van de oprichter, in de mate en op voorwaarde dat de belastingplichtige heeft aangetoond dat deze inkomsten zijn samengesteld uit inkomsten die in hoofde van een natuurlijke persoon of een in artikel 220 bedoelde rechtspersoon in België hun belastingregime hebben ondergaan.”;

3° in paragraaf 1 wordt tussen het tweede en het derde lid drie leden ingevoegd, luidende :

“Voor de toepassing van het tweede lid, tweede streepje, worden de oudst verkregen inkomsten geacht eerst te zijn uitgekeerd.

Indien meer dan twee juridische constructies een onderdeel zijn van een ketenconstructie is het tweede en het derde lid van toepassing op elke moederconstructie die deel uitmaakt van deze ketenconstructie.

De toepassing van de bepalingen in het tweede lid kan er niet toe leiden dat inkomsten die werden verkregen door een juridische constructie meerdere keren in hoofde van de oprichter van de juridische constructie worden belast.”;

4° in paragraaf 1, zesde lid, dat het negende lid wordt, worden de woorden “en in voorkomend geval van de derde begunstigen” vervangen door de woorden “overeenkomstig de bepalingen van deze paragraaf”;

5° in paragraaf 1, wordt het zevende lid dat het tiende lid wordt, vervangen als volgt :

“Deze paragraaf is niet van toepassing op de door de juridische constructie betaalde of toegekende inkomsten.”;

6° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

“§ 2. In het geval van een inbreng van de economische rechten, de aandelen of de activa van een in artikel 2, § 1, 13°, a) of b), bedoelde juridische constructie of in het geval de activa van een in artikel 2, § 1, 13°, a) of b), bedoelde juridische constructie worden overgebracht naar een andere dan in het tweede lid bedoelde staat, worden op het ogenblik dat de inbreng of overdracht is voltooid, de niet uitgekeerde inkomsten van deze juridische constructie geacht te zijn toegekend of betaalbaar gesteld aan de rijksinwoner die de oprichter is van deze juridische constructie.

Deze paragraaf is niet van toepassing op overdrachten naar een Staat waarmee België een overeenkomst tot voorkoming van dubbele belasting heeft gesloten, of een akkoord heeft gesloten inzake de uitwisseling van inlichtingen met betrekking tot belastingaangelegenheden, of die samen met België deelneemt aan een ander bilateraal of multilateraal gesloten juridisch instrument, op voorwaarde dat deze overeenkomst, dit akkoord of dit juridisch instrument de uitwisseling van inlichtingen met betrekking tot belastingaangelegenheden tussen de akkoord sluitende Staten mogelijk maakt.”;

7° in paragraaf 3 worden in de inleidende zin, de woorden “of de derde begunstigde” opgeheven;

8° in paragraaf 3 wordt de bepaling onder b) vervangen als volgt :

“b) in de jaarlijkse aangifte van de inkomstenbelasting verklaart en op eenvoudig verzoek aantoot dat de juridische constructie gevestigd is in een Staat bedoeld in paragraaf 2, tweede lid, en dat :

— de inkomsten van deze juridische constructie in hoofdzaak wordt behaald door de uitoefening van een of meerdere daadwerkelijke economische activiteiten waarbij deze activiteiten het beheer van het privévermogen van de oprichter of van een van de oprichters van deze juridische constructie niet tot doel mogen hebben, en dat;

— deze juridische constructie een geheel van lokalen, personeel en uitrusting tot haar beschikking heeft dat in verhouding staat tot de voormelde economische daadwerkelijke activiteiten bedoeld in het eerste streepje.”.

Art. 88. In titel 2, hoofdstuk 1, van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 5/2 ingevoegd, luidende :

“Art. 5/2. De roerende inkomsten die werden verkregen op een rekening op naam van een vereniging, die geen winsten of baten verkrijgt of die niet onderworpen is aan de vennootschapsbelasting of de rechtspersonenbelasting, zijn belastbaar in hoofde van de rijksinwoner die gemachtigd is deze rekening te beheren, alsof deze rijksinwoner deze inkomsten rechtstreeks zou hebben verkregen.

In het geval de rekening wordt beheerd door meerdere personen is elke rijksinwoner belastbaar in verhouding tot het aantal personen dat gemachtigd is deze rekening te beheren.”.

Art. 89. In artikel 18, eerste lid, 3°, van hetzelfde Wetboek, hersteld bij de wet van 26 december 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden “in artikel 2, § 1, 13°, b), bedoelde” worden opgeheven;

2° les mots “à la suite de sa dissolution ou du transfert total ou partiel qui n’a pas été conclu de manière commutatif, de ses actifs” sont remplacés par les mots “y compris les revenus qui sont censés être attribués ou mis en paiement conformément à l’article 5/1, § 2”;

3° les mots “pour la partie qui excède le montant des avoirs apportés” sont remplacés par les mots “dans la mesure où le contribuable n’a pas établi que cette attribution ou mise en paiement entraînerait une diminution du patrimoine de la construction juridique jusqu’à un montant inférieur aux capitaux apportés par le fondateur”.

Art. 90. Dans l’article 21 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 18 décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l’alinéa 1^{er}, le 12°, est remplacé par ce qui suit :

“12° les revenus attribués ou mis en paiement par une construction juridique, dans la mesure où on a démontré que ces revenus sont constitués de revenus perçus par la construction juridique qui ont déjà subi leur régime d’imposition en Belgique dans le chef d’une personne physique ou une personne morale visée à l’article 220;”;

b) un alinéa est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2, rédigé comme suit :

“Pour l’application de l’alinéa 1^{er}, 12°, les revenus recueillis les plus anciens sont censés être les premiers distribués.”.

Art. 91. Dans l’article 198, § 1^{er}, 10°, du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 18 décembre 2015, les mots “article 307, § 1^{er}, alinéa 5,” sont chaque fois remplacés par les mots “article 307, § 1^{er}/2, alinéa 1^{er}”.

Art. 92. L’article 220 du même Code, modifié par les lois des 6 juillet 1994, 22 décembre 2009, 21 février 2010 et 18 décembre 2015, est complété par un 4°, rédigé comme suit :

“4° les associations qui ne sont pas visées par les dispositions précédentes, qui ne sont pas assujetties à l’impôt des sociétés, qui ne recueillent pas de bénéfices ou profits et qui ont choisi pour un délai d’au moins six périodes imposables successives d’être assujetties à l’impôt des personnes morales de la manière déterminée par le Roi.”.

Art. 93. Dans l’article 220/1 du même Code, inséré par la loi-programme du 10 août 2015 et modifié par la loi du 26 décembre 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, l’alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

“§ 1^{er}. Les revenus qui ont été recueillis par la construction juridique sont imposables dans le chef de la personne morale visée à l’article 220 qui est le fondateur de cette construction juridique, comme si cette personne morale les avait recueillis directement.”;

2° au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots “l’article 5/1, § 1^{er}, alinéas 3, 4, 6 et 7” sont remplacés par les mots “l’article 5/1, § 1^{er}, alinéas 2 à 7, 9 et 10”;

3° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

“§ 2. Dans le cas où un apport des droits économiques, des actions ou parts ou des actifs d’une construction juridique visée au a) ou b) ou dans le cas où les actifs d’une construction juridique sont transférés vers un autre Etat, les revenus non distribués de cette construction juridique sont censés, au moment où l’apport ou le transfert est réalisé, être attribués ou mis en paiement à la personne morale visée à l’article 220 qui est le fondateur de cette construction juridique.

Le présent paragraphe n’est pas applicable aux transferts visés à l’article 5/1, § 2, alinéa 2.”.

Art. 94. Dans l’article 307 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi-programme du 1^{er} juillet 2016, le paragraphe 1^{er} est remplacé par les paragraphes 1^{er} à 1^{er}/4, rédigés comme suit :

“§ 1^{er}. La déclaration est faite sur une formule dont le modèle est fixé par le Roi et qui est délivrée par le service désigné par le Roi.

§ 1^{er}/1. La déclaration annuelle à l’impôt des personnes physiques doit comporter les mentions :

a) de l’existence de comptes de toute nature dont le contribuable, son conjoint, ainsi que les enfants dont les revenus sont cumulés avec ceux des parents conformément à l’article 126, § 4, ont été titulaires, à un quelconque moment durant la période imposable, auprès d’un établissement de banque, de change, de crédit ou d’épargne établi à l’étranger, ainsi que de comptes qu’ils ont été habilités à gérer, à un quelconque

2° de woorden “ten gevolge van haar ontbinding of van de totale of gedeeltelijke overdracht van haar activa, die niet op vergeldende wijze is tot stand gekomen” worden vervangen door de woorden “met inbegrip van de inkomsten die worden geacht te zijn toegekend of betaalbaar gesteld overeenkomstig artikel 5/1, § 2”;

3° de woorden “voor het gedeelte dat de door de oprichter ingebrachte activa overschrijdt” worden vervangen door de woorden “in de mate dat de belastingplichtige niet heeft aangetoond dat deze toekenning of betaalbaarstelling, het vermogen van de juridische constructie doet dalen beneden het door de oprichter ingebrachte vermogen”.

Art. 90. In artikel 21 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 18 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid, wordt de bepaling onder 12°, vervangen als volgt :

“12° inkomsten die zijn toegekend of betaalbaar gesteld door een juridische constructie, in de mate dat wordt aangetoond dat deze inkomsten zijn samengesteld uit door de juridische constructie verkregen inkomsten die reeds in hoofde van een natuurlijke persoon of een in artikel 220 bedoelde rechtspersoon in België hun belastingregime hebben ondergaan;”;

b) tussen het eerste lid en het tweede lid wordt een lid ingevoegd, luidende :

“Voor de toepassing van het eerste lid, 12°, worden de oudst verkregen inkomsten geacht eerst te zijn uitgekeerd.”.

Art. 91. In artikel 198, § 1, 10°, van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 18 december 2015, worden de woorden “artikel 307, § 1, vijfde lid,” telkens vervangen door de woorden “artikel 307, § 1/2, eerste lid,”.

Art. 92. Artikel 220 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 6 juli 1994, 22 december 2009, 21 februari 2010 en 18 december 2015, wordt aangevuld met een bepaling onder 4°, luidende :

“4° de verenigingen die niet worden bedoeld door de voorgaande bepalingen, die niet onderworpen zijn aan de vennootschapsbelasting, die geen winsten of baten verkrijgen en die voor een termijn van ten minste zes opeenvolgende belastbare tijdperken op de door de Koning bepaalde wijze hebben geopteerd aan de rechtspersonenbelasting te worden onderworpen.”.

Art. 93. In artikel 220/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de programmawet van 10 augustus 2015 en gewijzigd bij de wet van 26 december 2015 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 wordt het eerste lid vervangen als volgt :

“§ 1. De inkomsten die werden verkregen door de juridische constructie zijn belastbaar in hoofde van de in artikel 220 bedoelde rechtspersoon die de oprichter van die juridische constructie is, alsof deze rechtspersoon ze rechtstreeks heeft verkregen.”;

2° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden “artikel 5/1, § 1, derde, vierde, zesde en zevende lid” vervangen door de woorden “artikel 5/1, § 1, tweede tot zevende, negende en tiende lid”;

3° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

“§ 2. In het geval van een inbreng van de economische rechten, de aandelen of de activa van een in de bepaling onder a) of b) bedoelde juridische constructie of in het geval de activa van een juridische constructie worden overgebracht naar een andere staat, worden op het ogenblik dat de inbreng of overdracht is voltooid, de niet uitgekeerde inkomsten van deze juridische constructie geacht te zijn toegekend of betaalbaar gesteld aan de in artikel 220 bedoelde rechtspersoon die de oprichter is van deze juridische constructie.

Deze paragraaf is niet van toepassing op de in artikel 5/1, § 2, tweede lid, bedoelde overdrachten.”.

Art. 94. In artikel 307 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de programmawet van 1 juli 2016, wordt de paragraaf 1 vervangen door de paragrafen 1 tot 1/4, luidende :

“§ 1. De aangifte wordt gedaan op een formulier waarvan het model door de Koning wordt vastgesteld en dat wordt uitgereikt door de door de Koning aangewezen dienst.

§ 1/1. De jaarlijkse aangifte in de personenbelasting moet het volgende vermelden :

a) het bestaan van rekeningen van elke aard waarvan de belastingplichtige, zijn echtgenoot, alsmede de kinderen waarvan, overeenkomstig artikel 126, § 4, de inkomsten bij die van de ouders worden gevoegd, op enigerlei ogenblik tijdens het belastbaar tijdperk titularis zijn geweest bij een in het buitenland gelegen bank-, wissel-, krediet- of spaarinstelling, evenals van rekeningen waarvoor deze personen

moment durant la période imposable, et dont une ou plusieurs associations visées à l'article 5/2 ont été titulaires auprès d'un établissement de banque, de change, de crédit ou d'épargne établi à l'étranger, et du ou des pays où ces comptes ont été ouverts;

b) de l'existence de contrats d'assurance-vie individuelle conclus par le contribuable ou son conjoint, ainsi que par les enfants sur la personne desquels il exerce l'autorité parentale, conformément à l'article 376 du Code civil, auprès d'une entreprise d'assurance établie à l'étranger et du ou des pays où ces contrats ont été conclus.

c) de l'existence d'une construction juridique dont le contribuable, son conjoint ou les enfants sur lesquels il exerce l'autorité parentale, conformément à l'article 376 du Code civil, est soit un fondateur de la construction juridique, soit a recueilli un dividende ou bénéficié d'une manière quelconque de tout autre avantage octroyé par une construction juridique pendant la période imposable.

d) le nombre de prêts visés à l'article 21, alinéa 1^{er}, 13^o, que les contribuables assujettis à l'impôt des personnes physiques ont conclus à titre de prêteur.

Au plus tard en même temps que l'introduction de la déclaration qui comporte les mentions de l'existence de comptes étrangers visés à l'alinéa 1^{er}, a, les numéros de ces comptes, la dénomination de l'établissement de banque, de change, de crédit ou d'épargne et le ou les pays où ces comptes ont été ouverts doivent être communiqués au point de contact central visé à l'article 322, § 3, sauf si cette communication a déjà été effectuée dans un exercice d'imposition précédent. Le Roi détermine les modalités de cette communication et le délai de conservation des données concernées. La formule de déclaration à l'impôt des personnes physiques contient les rubriques nécessaires pour mentionner l'existence de comptes étrangers et pour confirmer que les numéros de ces comptes ont été communiqués au point de contact précité.

§ 1^{er}/2. Les contribuables assujettis à l'impôt des sociétés ou à l'impôt des non-résidents conformément à l'article 227, 2^o, sont tenus de déclarer tous les paiements effectués directement ou indirectement à des personnes ou des établissements stables qui sont établis dans un Etat, sur des comptes bancaires qui sont gérés ou détenus par une de ces personnes ou établissements stables, ou sur des comptes bancaires qui sont gérés ou détenus auprès d'établissements de crédit établis ou avec établissement stable dans un Etat qui :

a) soit au moment où le paiement a eu lieu, est considéré par le Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales, comme un Etat n'ayant pas mis effectivement ou substantiellement en œuvre le standard sur l'échange de renseignements sur demande;

b) soit figure sur la liste des Etats à fiscalité inexistante ou peu élevée.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, on entend par Etat, un Etat indépendant qui est reconnu par la majorité des membres des Nations Unies, ou une partie de cet Etat qui est compétente de façon autonome sur le plan de la détermination de la base imposable ou du taux d'imposition de l'impôt des sociétés, global ou partiel, et on entend par un Etat à fiscalité inexistante ou peu élevée, un Etat qui ne fait pas partie de l'Espace économique européen et :

— qui ne soumet pas les sociétés à un impôt des sociétés sur les revenus d'origine domestique ou d'origine étrangère, soit;

— dont le taux nominal de l'impôt des sociétés est inférieur à 10 p.c. ou;

— dont le taux de l'impôt des sociétés correspondant à la charge fiscale effective sur les revenus d'origine étrangère est inférieur à 15 p.c.

La liste des Etats à fiscalité inexistante ou peu élevée est fixée par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres. Cette liste est mise à jour par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.

La déclaration visée à l'alinéa 1^{er} doit être faite uniquement si la totalité des paiements effectués au cours de la période imposable atteint un montant minimum de 100 000 euros. La déclaration est faite sur un formulaire dont le modèle est fixé par le Roi et est annexée à la déclaration visée à l'article 305, alinéa 1^{er}.

§ 1^{er}/3. La déclaration annuelle à l'impôt des personnes morales mentionne l'existence d'une construction juridique dont le contribuable soit est un fondateur, soit a recueilli un dividende ou a bénéficié d'une manière quelconque de tout autre avantage octroyé pendant la période imposable.

gemachtigd zijn geweest deze, op enigerlei ogenblik tijdens het belastbaar tijdperk, te beheren en waarvan één of meerdere in artikel 5/2 bedoelde verenigingen titularis zijn geweest bij een in het buitenland gelegen bank-, wissel-, krediet- of spaar-instelling, en het land of de landen waar die rekeningen geopend zijn geweest;

b) het bestaan van de door de belastingplichtige of zijn echtgenoot alsmede door de kinderen waarover hij overeenkomstig artikel 376 van het Burgerlijk Wetboek het ouderlijk gezag uitoefent, individueel gesloten levensverzekeringsovereenkomsten bij een in het buitenland gevestigde verzekeringsonderneming en van het land of de landen waar deze overeenkomsten afgesloten werden;

c) het bestaan van een juridische constructie waarvan de belastingplichtige, zijn echtgenoot of de kinderen waarover hij het ouderlijk gezag uitoefent overeenkomstig artikel 376 van het Burgerlijk Wetboek, hetzij een oprichter van de juridische constructie is, hetzij tijdens het belastbaar tijdperk een dividend of op het even welke wijze enig ander voordeel van een juridische constructie heeft verkregen.

d) het aantal leningen bedoeld in artikel 21, eerste lid, 13^o, die belastingplichtigen die onderworpen zijn aan de personenbelasting hebben afgesloten in hun hoedanigheid van kredietgever.

Ten laatste gelijktijdig met de indiening van de aangifte waarin het bestaan van in het eerste lid, a, bedoelde buitenlandse rekeningen wordt vermeld, moeten de nummers van die rekeningen, de benaming van de bank-, wissel-, krediet- of spaarinstelling en het land of de landen waar die rekeningen geopend zijn geweest, worden gemeld bij het in artikel 322, § 3, bedoelde centraal aanspreekpunt, tenzij die melding reeds is gebeurd in een vorig aanslagjaar. De Koning bepaalt de nadere regels voor deze mededeling en de bewaringstermijn van de bedoelde gegevens. Het formulier van aangifte in de personenbelasting bevat de nodige rubrieken om het bestaan van buitenlandse rekeningen te melden en om te bevestigen dat de nummers van die rekeningen zijn aangemeld bij het genoemde aanspreekpunt.

§ 1/2. De belastingplichtigen onderworpen aan de vennootschapsbelasting of, overeenkomstig artikel 227, 2^o, aan de belasting van niet-inwoners, zijn gehouden aangifte te doen van alle betalingen die zij rechtstreeks of onrechtstreeks hebben gedaan aan personen of vaste inrichtingen gevestigd of gelegen in een Staat, op bankrekeningen die worden beheerd door of aangehouden bij één van deze personen of vaste inrichtingen in een Staat, of op bankrekeningen die worden beheerd door of aangehouden bij kredietinstellingen gevestigd of met een vaste inrichting in een Staat die :

a) ofwel op het ogenblik waarop de betaling heeft plaatsgevonden, door het Mondiaal Forum inzake transparantie en uitwisseling van inlichtingen in belastingaangelegenheden, werd aangemerkt als een Staat die niet effectief of substantieel de standaard op het gebied van de uitwisseling van inlichtingen op verzoek toepast;

b) ofwel voorkomt op de lijst van Staten zonder of met een lage belasting.

Voor de toepassing van het eerste lid wordt onder Staat verstaan, een door de meerderheid van de leden van de Verenigde Naties erkende onafhankelijke Staat of een deel van deze Staat dat op autonome wijze bevoegd is om de grondslag of het tarief van de vennootschapsbelasting, geheel of gedeeltelijk, te bepalen en wordt onder een Staat zonder of met een lage belasting verstaan een Staat die geen deel uitmaakt van de Europese Economische Ruimte en :

— die geen vennootschapsbelasting heft, op inkomsten van binnenlandse oorsprong of van buitenlandse oorsprong of;

— waarvan het nominale tarief van de vennootschapsbelasting lager is dan 10 pct. of;

— waarvan het tarief van de vennootschapsbelasting dat met de werkelijke belastingdruk op inkomsten van buitenlandse oorsprong overeenstemt lager is dan 15 pct.

De lijst van Staten zonder of met een lage belasting wordt bepaald bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad. Deze lijst wordt herzien bij koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

De in het eerste lid bedoelde aangifte moet slechts worden gedaan voor zover het totaal van de betalingen die tijdens het belastbaar tijdperk werden gedaan, een minimum bedrag van 100 000 euro bereikt. De aangifte wordt gedaan op een formulier waarvan het model door de Koning wordt vastgesteld en gevoegd bij de in artikel 305, eerste lid, bedoelde aangifte.

§ 1/3. De jaarlijkse aangifte in de rechtspersonenbelasting vermeldt het bestaan van een juridische constructie hetzij waarvan de belastingplichtige een oprichter is, hetzij waarvan de belastingplichtige tijdens het belastbaar tijdperk een dividend of op het even welke wijze enig ander voordeel heeft verkregen.

§ 1^{er}/4. Dans le cas où l'existence d'une construction juridique est mentionnée dans la déclaration d'impôt à l'impôt des personnes physiques ou à l'impôt des personnes morales, le nom complet, la forme juridique, l'adresse et le cas échéant le numéro d'identification de la construction juridique sont mentionnés. Dans le cas où la construction juridique visée à l'article 2, § 1^{er}, 13^o, a), est concernée, dont l'existence est mentionnée par le fondateur de la construction juridique, sont également mentionnés le nom et l'adresse de l'administrateur de cette construction juridique."

Art. 95. Dans l'article 315, alinéa 2, du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 10 août 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le 1^o, les mots "à l'article 307, § 1^{er}, alinéas 2 à 4;" sont remplacés par les mots "à l'article 307, § 1^{er}/1, alinéa 1^{er};"

2° dans le 3^o, les mots "à l'article 307, § 1^{er}, alinéa 9;" sont remplacés par les mots "à l'article 307, § 1^{er}/3;"

3° dans le 4^o, les mots "à l'article 307, § 1^{er}, alinéa 10," sont remplacés par les mots "à l'article 307, § 1^{er}/4," et les mots "à l'article 21, 13^o," sont remplacés par les mots "à l'article 21, alinéa 1^{er}, 13^o."

Art. 96. Dans l'article 322, § 5, du même Code, inséré par la loi du 25 avril 2014, les mots "à l'article 307, § 1^{er}, alinéa 2" sont chaque fois remplacés par les mots "à l'article 307, § 1^{er}/1, alinéa 1^{er}, a".

Art. 97. L'article 344/1 du même Code, inséré par la loi-programme du 10 août 2015, est remplacé comme suit :

"Art. 344/1. Lorsque, par présomptions ou par d'autres moyens de preuve visés à l'article 340, et à la lumière de circonstances objectives, il est démontré qu'une construction juridique a effectué une des opérations visées à l'article 344, § 1^{er}, alinéa 2, l'acte juridique ou l'ensemble d'actes juridiques réalisant une même opération n'est pas non plus opposable à l'administration.

Le cas échéant, la preuve contraire visée à l'article 344, § 1^{er}, alinéa 3, peut être apportée par le fondateur de cette construction juridique ou par le contribuable qui a recueilli un dividende de cette construction juridique pendant la période imposable.

Si ce fondateur ou ce contribuable ne fournit pas la preuve contraire, la base imposable et le calcul de l'impôt sont rétablis conformément à l'article 344, § 1^{er}, alinéa 4."

Art. 98. Dans l'article 445, § 2, du même Code, inséré par la loi-programme du 1^{er} juillet 2016, les mots "à l'article 307, § 1^{er}, alinéas 4, 9 et 10." sont remplacés par les mots "à l'article 307, § 1^{er}/1, alinéa 1^{er}, c, § 1^{er}/3 et § 1^{er}/4."

Art. 99. Dans l'article 47 de la loi-programme de 10 août 2015, les alinéas 2 et 3 sont abrogés.

Art. 100. Les dispositions de l'article 86, 4^o, article 87, 1^o et 4^o à 7^o, article 93, 1^o et 3^o, et des articles 89, 90, 97 et 99 sont applicables aux revenus recueillis, attribués ou mis en paiement par une construction juridique à partir du 17 septembre 2017 et, en ce qui concerne l'application du précompte mobilier, aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du premier jour du mois qui suit la publication au *Moniteur belge* de la présente loi.

Les autres dispositions de la présente section entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

Section 3. — Modifications relatives aux revenus d'organismes de placement collectif

Art. 101. A l'article 19bis du Code des impôts sur les revenus 1992, inséré par la loi du 27 décembre 2005 et modifié par les lois du 27 décembre 2005, du 21 décembre 2009, du 19 mai 2010, du 13 décembre 2012 et du 30 juillet 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots "organisme de placement collectif en valeurs mobilières dont plus de 25 p.c. du patrimoine" sont remplacés par les mots "organisme de placement collectif dont plus de 10 p.c. du patrimoine";

2° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots "d'organisme de placement collectif en valeurs mobilières" sont remplacés par les mots "d'un organisme de placement collectif";

3° dans le texte néerlandais du paragraphe 1^{er}, alinéa 3, les mots "collectieve beleggingsinstelling" sont remplacés par les mots "instelling voor collectieve belegging";

§ 1/4. In het geval in de aangifte in de personenbelasting of de rechtspersonenbelasting het bestaan wordt vermeld van een juridische constructie, worden de volledige naam, de rechtsvorm, het adres en in voorkomend geval het identificatienummer van de juridische constructie vermeld. In het geval het een in artikel 2, § 1, 13^o, a), bedoelde juridische constructie betreft, waarvan het bestaan wordt vermeld door de oprichter van de juridische constructie, worden eveneens de naam en het adres van de beheerder van deze juridische constructie vermeld."

Art. 95. In artikel 315, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 10 augustus 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de bepaling onder 1° worden de woorden "in artikel 307, § 1, tweede tot vierde lid" vervangen door de woorden "in artikel 307, § 1/1, eerste lid,"

2° in de bepaling onder 3° worden de woorden "in artikel 307, § 1, negende lid," vervangen door de woorden "in artikel 307, § 1/3,"

3° in de bepaling onder 4° worden de woorden "in artikel 307, § 1, tiende lid," vervangen door de woorden "in artikel 307, § 1/4," en worden de woorden "in artikel 21, 13^o," vervangen door de woorden "in artikel 21, eerste lid, 13^o,".

Art. 96. In artikel 322, § 5, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 25 april 2014, worden de woorden "in artikel 307, § 1, tweede lid," telkens vervangen door de woorden "in artikel 307, § 1/1, eerste lid, a,".

Art. 97. Artikel 344/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de programmawet van 10 augustus 2015, wordt vervangen als volgt :

"Art. 344/1. Indien op grond van vermoedens of andere in artikel 340 bedoelde bewijsmiddelen, en aan de hand van objectieve omstandigheden wordt aangetoond dat een juridische constructie één van de in artikel 344, § 1, tweede lid, bedoelde verrichtingen tot stand heeft gebracht, kan de rechtshandeling of het geheel van rechtshandelingen dat een zelfde verrichting tot stand brengt evenmin worden tegengeworpen aan de administratie.

In voorkomend geval kan het in artikel 344, § 1, derde lid, bedoelde tegenbewijs worden geleverd door de oprichter van deze juridische constructie of door de belastingplichtige die tijdens het belastbaar tijdperk een dividend van deze juridische constructie heeft verkregen.

Indien deze oprichter of deze belastingplichtige het tegenbewijs niet levert, dan wordt de belastbare grondslag en de belastingberekening hersteld overeenkomstig artikel 344, § 1, vierde lid."

Art. 98. In artikel 445, § 2, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de programmawet van 1 juli 2016, worden de woorden "in artikel 307, § 1, vierde, negende en tiende lid," vervangen door de woorden "in artikel 307, § 1/1, eerste lid, c, § 1/3 en § 1/4,".

Art. 99. In artikel 47 van de programmawet van 10 augustus 2015 wordt het tweede en derde lid opgeheven.

Art. 100. De bepalingen onder artikel 86, 4^o, artikel 87, 1^o en 4^o tot 7^o, artikel 93, 1^o en 3^o, en de artikelen 89, 90, 97 en 99 zijn van toepassing op de inkomsten die vanaf 17 september 2017 werden verkregen, toegekend of betaalbaar gesteld door een juridische constructie, en, wat de toepassing van de roerende voorheffing betreft, op de inkomsten die zijn toegekend of betaalbaar gesteld vanaf de eerste dag van de maand na die waarin deze wet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekend gemaakt.

De overige bepalingen uit deze afdeling treden in werking op 1 januari 2018.

Afdeling 3. — Wijzigingen betreffende de inkomsten uit collectieve beleggingsinstellingen

Art. 101. In artikel 19bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, ingevoegd bij de wet van 27 december 2005 en gewijzigd bij de wetten van 27 december 2005, 21 december 2009, 19 mei 2010, 13 december 2012 en 30 juli 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "collectieve beleggingsinstelling in effecten waarvan meer dan 25 pct. van het vermogen" vervangen door de woorden "instelling voor collectieve belegging waarvan meer dan 10 pct. van het vermogen";

2° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden "collectieve beleggingsinstelling in effecten" vervangen door de woorden "instelling voor collectieve belegging";

3° in paragraaf 1, derde lid, worden de woorden "collectieve beleggingsinstelling" vervangen door de woorden "instelling voor collectieve belegging";

4° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 4, les mots “visées à l'article 2, § 1^{er}, 3°, a), de l'arrêté royal du 27 septembre 2009 d'exécution de l'article 338bis, § 2, du Code des impôts sur les revenus 1992” sont abrogés et dans le texte néerlandais les mots “collectieve beleggingsinstelling” sont remplacés par les mots “instelling voor collectieve belegging”;

5° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 5, les mots “l'arrêté royal du 27 septembre 2009 précité” sont remplacés par les mots “l'arrêté royal du 27 septembre 2009 d'exécution de l'article 338bis, § 2, du Code des impôts sur les revenus 1992”;

6° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 6, les mots “25 p.c.” sont remplacés par les mots “10 p.c.”;

7° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 7, les mots “l'organisme de placement collectif en valeurs mobilières” sont remplacés par les mots “l'organisme de placement collectif”;

8° dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots “, de l'organisme de placement collectif en valeurs mobilières, investi dans des créances visées à l'article 2, § 1^{er}, 3°, a) de l'arrêté royal du 27 septembre 2009 précité” sont remplacés par les mots “de l'organisme de placement collectif, investi dans des créances”;

9° dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots “organismes de placement collectif en valeurs mobilières” sont remplacés par les mots “organismes de placement collectif”;

10° dans le paragraphe 3, alinéa 2, les mots “organisme de placement collectif en valeurs mobilières” sont remplacés par les mots “organisme de placement collectif”.

Art. 102. A l'article 265, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par la loi du 4 avril 1995 et modifié par les lois du 12 décembre 1996, du 27 décembre 2005, du 27 décembre 2006 et du 18 décembre 2015, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 3° est remplacé par ce qui suit :

“3° sur les revenus visés à l'article 19bis lorsque ceux-ci sont payés ou attribués à des contribuables autres que ceux soumis à l'impôt des personnes physiques;”;

b) le 4° est remplacé par ce qui suit :

“4° par un fonds commun de placement à ses participants dans la mesure où ces revenus proviennent de revenus visés aux articles 18, 19 et 19bis, et pour autant que la société de gestion d'organismes de placement collectif ait satisfait à l'obligation de l'article 321bis.”;

c) le 5° est abrogé.

Art. 103. L'article 101 est applicable aux revenus payés ou attribués relatifs à des parts d'organisme de placement collectif acquises à partir du 1^{er} janvier 2018.

L'article 102 entre en vigueur le jour de la publication de la présente loi dans le *Moniteur belge*.

Section 4. — Activation de l'épargne

Art. 104. Dans l'article 21, alinéa 1^{er}, du Code des impôts sur les revenus 1992, modifié en dernier lieu par la loi du 31 juillet 2017, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 5°, le montant “1 250 EUR” est remplacé par le montant “625 EUR”;

b) le 6° est abrogé;

c) au 10°, les mots “ou des dividendes” sont abrogés;

d) il est inséré un 14°, rédigé comme suit :

“14° la première tranche de 416,50 EUR des dividendes visés à l'article 18, alinéa 1^{er}, 1°, à l'exception de dividendes distribués par des constructions juridiques ou perçus par l'intermédiaire de constructions juridiques en application de l'article 5/1, de dividendes d'organismes pour placement collectif et de dividendes perçus par l'intermédiaire de fonds communs de placement.”.

Art. 105. Dans l'article 171, 3° *quinquies*, du même Code, inséré par la loi du 25 avril 2014, les mots “visés à l'article 21, 5°” sont remplacés par les mots “visés à l'article 21, alinéa 1^{er}, 5°”.

Art. 106. A l'article 178, § 2, alinéa 3, du même Code, remplacé par la loi du 30 mars 1994 et modifié par l'arrêté royal du 13 juillet 2001 et par la loi du 27 mars 2009, les modifications suivantes sont apportées :

4° in paragraaf 1, vierde lid, worden de woorden “bedoeld in artikel 2, § 1, 3°, a), van het koninklijk besluit van 27 september 2009 tot uitvoering van artikel 338bis, § 2, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992” opgeheven en worden de woorden “collectieve beleggingsinstelling” vervangen door de woorden “instelling voor collectieve belegging”;

5° in paragraaf 1, vijfde lid, worden de woorden “voormeld koninklijk besluit van 27 september 2009” vervangen door de woorden “koninklijk besluit van 27 september 2009 tot uitvoering van artikel 338bis, § 2, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992”;

6° in paragraaf 1, zesde lid, worden de woorden “25 pct.” vervangen door de woorden “10 pct.”;

7° in paragraaf 1, zevende lid, worden de woorden “de collectieve beleggingsinstelling in effecten” vervangen door de woorden “de instelling voor collectieve belegging”;

8° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden “de collectieve beleggingsinstelling in effecten dat belegd is in schuldvorderingen bedoeld in artikel 2, § 1, 3°, a) van het voormeld koninklijk besluit van 27 september 2009” vervangen door de woorden “de instelling voor collectieve belegging dat belegd is in schuldvorderingen”;

9° in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden “collectieve beleggingsinstellingen in effecten” vervangen door de woorden “instellingen voor collectieve belegging”;

10° in paragraaf 3, tweede lid, worden de woorden “collectieve beleggingsinstelling in effecten” vervangen door de woorden “instelling voor collectieve belegging”.

Art. 102. In artikel 265, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 4 april 1995 en gewijzigd bij de wetten van 12 december 1996, 27 december 2005, 27 december 2006 en 18 december 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de bepaling onder 3° wordt vervangen als volgt :

“3° op de inkomsten bedoeld in artikel 19bis wanneer die worden betaald of toegekend aan belastingplichtigen andere dan diegenen onderworpen aan de personenbelasting;”;

b) de bepaling onder 4° wordt vervangen als volgt :

“4° door een gemeenschappelijk beleggingsfonds aan zijn deelnemers in de mate dat deze inkomsten voortkomen uit inkomsten als bedoeld in de artikelen 18, 19 en 19bis, en voor zover de beheersvenootschap van instellingen voor collectieve beleggingen voldaan heeft aan de verplichting van artikel 321bis.”;

c) de bepaling onder 5° wordt opgeheven.

Art. 103. Artikel 101 is van toepassing op de inkomsten betaald of toegekend voor vanaf 1 januari 2018 verworven rechten van deelneming in een instelling voor collectieve belegging.

Artikel 102 treedt in werking op de dag van de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*.

Afdeling 4. — Activering van spaargelden

Art. 104. In artikel 21, eerste lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 31 juli 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in de bepaling onder 5° wordt het bedrag “1 250 EUR” vervangen door het bedrag “625 EUR”;

b) de bepaling onder 6° wordt opgeheven;

c) in de bepaling onder 10°, worden de woorden “of dividenden” opgeheven;

d) er wordt een bepaling onder 14° ingevoegd, luidende :

“14° de eerste schijf van 416,50 EUR van de in artikel 18, eerste lid, 1°, bedoelde dividenden, met uitzondering van dividenden uitgekeerd door juridische constructies of bij toepassing van artikel 5/1 verkregen door tussenkomst van juridische constructies, van dividenden van instellingen voor collectieve belegging en van dividenden die zijn verkregen door tussenkomst van gemeenschappelijke beleggingsfondsen.”.

Art. 105. In artikel 171, 3° *quinquies*, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, ingevoegd bij de wet van 25 april 2014, worden de woorden “in artikel 21, 5°, bedoelde” vervangen door de woorden “in artikel 21, eerste lid, 5°, bedoelde”.

Art. 106. In artikel 178, § 2, derde lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 30 maart 1994 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 juli 2001 en de wet van 27 maart 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° les mots “à l’exception de ceux mentionnés aux articles 38, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 14°, a, 66bis, alinéa 3, et 147,” sont remplacés par les mots “à l’exception de ceux mentionnés aux articles 21, alinéa 1^{er}, 14°, 38, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 6°, a, 66bis, alinéa 3, et 147,”;

2° il est complété par la phrase suivante :

“Le montant visé à l’article 21, alinéa 1^{er}, 14°, est arrondi à l’euro supérieur ou inférieur, selon que le chiffre des centimes atteint ou non 50.”.

Art. 107. L’article 185, § 1^{er}, du même Code, modifié par la loi du 21 juin 2004, est complété par les mots :

“, à l’exception de la partie des dividendes attribués à des personnes physiques par des sociétés coopératives agréées par le Conseil national de la coopération qui ne peut pas dépasser 125 euros par personne physique. Ce montant est indexé conformément à l’article 178, § 3, alinéa 2.”.

Art. 108. A l’article 199 du même Code, remplacé par la loi du 22 décembre 1998 et modifié par les lois des 26 mars 1999, 13 décembre 2002, 17 juin 2013, 19 décembre 2014 et 10 août 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots “visés à l’article 21, 5°, 6°, 10°, 11° et 13°,” sont remplacés par les mots “visés à l’article 21, alinéa 1^{er}, 5°, 6°, 10°, 11° et 13°,”;

2° les mots “visés à l’article 21, alinéa 1^{er}, 5°, 6°, 10°, 11° et 13°,” sont remplacés par les mots “visés à l’article 21, alinéa 1^{er}, 5°, 10°, 11°, 13° et 14°,”.

Art. 109. A l’article 221 du même Code, remplacé par la loi du 22 décembre 1998 et modifié par les lois des 26 mars 1999, 15 décembre 2004, 10 août 2015 et 26 décembre 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l’alinéa 1^{er}, 2°, les mots “visées à l’article 21, 5°, 6° et 10°,” sont remplacés par les mots “visées à l’article 21, alinéa 1^{er}, 5°, 6° et 10°,” et les mots “visés à l’article 21, 13°,” par les mots “visés à l’article 21, alinéa 1^{er}, 13°,”;

2° dans l’alinéa 1^{er}, 2°, tel que modifié par le 1°, les mots “visées à l’article 21, alinéa 1^{er}, 5°, 6° et 10°,” sont remplacés par les mots “visées à l’article 21, alinéa 1^{er}, 5°, 10° et 14°,”;

3° dans l’alinéa 2, les mots “L’article 21, 12°,” sont remplacés par les mots “L’article 21, alinéa 1^{er}, 12°,”.

Art. 110. A l’article 261, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 25 décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 1°, les mots “, y compris la tranche de revenus visée à l’article 21, alinéa 1^{er}, 14°,” sont insérés entre les mots “de revenus de capitaux et biens mobiliers” et les mots “et de revenus visés à l’article 90, alinéa 1^{er}, 6° et 11°,”;

2° au 2°, les mots “y compris la tranche de revenus visée à l’article 21, alinéa 1^{er}, 14°,” sont insérés entre les mots “de revenus de capitaux et biens mobiliers d’origine étrangère,” et les mots “et de revenus visés à l’article 90, alinéa 1^{er}, 6° et 11°,”.

Art. 111. Dans l’article 262, 4°, du même Code, modifié par les lois des 15 décembre 2004 et 26 décembre 2015, les mots “fixées à l’article 21, 8°,” sont remplacés par les mots “fixées à l’article 21, alinéa 1^{er}, 8°,”.

Art. 112. Dans l’article 269, § 1^{er}, 2°, du même Code, remplacé par la loi du 27 décembre 2012, les mots “l’article 21, 5°” sont chaque fois remplacés par les mots “l’article 21, alinéa 1^{er}, 5°”.

Art. 113. Dans l’article 307 du même Code, modifié en dernier lieu par l’article 94 de la présente loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er}/1 est complété par les alinéas suivants :

“Lorsqu’un habitant du Royaume souhaite l’application de l’article 21, alinéa 1^{er}, 14°, pour des dividendes pour lesquels un précompte mobilier a été retenu en application de l’article 261, il demande l’imputation et, le cas échéant, le remboursement de ce précompte mobilier dans sa déclaration à l’impôt des personnes physiques pour la période imposable au cours de laquelle ces dividendes ont été attribués ou mis en paiement. Cette demande est appuyée par des pièces justificatives qui sont tenues à la disposition de l’administration.

1° de woorden “met uitzondering van die vermeld in de artikelen 38, § 1, eerste lid, 14°, a, 66bis, derde lid, en 147,” worden vervangen door de woorden “met uitzondering van die vermeld in de artikelen 21, eerste lid, 14°, 38, § 1, eerste lid, 6°, a, 66bis, derde lid, en 147,”;

2° het wordt aangevuld met een zin, luidende :

“Het in artikel 21, eerste lid, 14°, vermelde bedrag, wordt afgerond tot de hogere of lagere euro naargelang het cijfer van de centen al dan niet 50 bereikt.”.

Art. 107. Artikel 185, § 1, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 21 juni 2004, wordt aangevuld met de woorden :

“, met uitzondering van het gedeelte van de aan natuurlijke personen toegekende dividend van door de Nationale Raad van Coöperatie erkende coöperatieve vennootschappen dat niet meer bedraagt dan 125 euro per natuurlijke persoon. Dit bedrag wordt geïndexeerd overeenkomstig artikel 178, § 3, tweede lid.”.

Art. 108. In artikel 199 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, vervangen bij de wet van 22 december 1998 en gewijzigd bij de wetten van 26 maart 1999, 13 december 2002, 17 juni 2013, 19 december 2014 en 10 augustus 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden “in artikel 21, 5°, 6°, 10°, 11° en 13°, vermelde” worden vervangen door de woorden “in artikel 21, eerste lid, 5°, 6°, 10°, 11° en 13°, vermelde”;

2° de woorden “in artikel 21, eerste lid, 5°, 6°, 10°, 11° en 13°, vermelde” worden vervangen door de woorden “in artikel 21, eerste lid, 5°, 10°, 11°, 13° en 14°, vermelde”.

Art. 109. In artikel 221 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 22 december 1998 en gewijzigd bij de wetten van 26 maart 1999, 15 december 2004, 10 augustus 2015 en 26 december 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, 2°, worden de woorden “in artikel 21, 5°, 6° en 10°, vermelde” vervangen door de woorden “in artikel 21, eerste lid, 5°, 6°, en 10°, vermelde” en worden de woorden “in artikel 21, 13°, vermelde” vervangen door de woorden “in artikel 21, eerste lid, 13°, vermelde”;

2° in het eerste lid, 2°, zoals gewijzigd door de bepaling onder 1°, worden de woorden “in artikel 21, eerste lid, 5°, 6° en 10°, vermelde” vervangen door de woorden “in artikel 21, eerste lid, 5°, 10° en 14°, vermelde”;

3° in het tweede lid worden de woorden “Artikel 21, 12°,” vervangen door de woorden “Artikel 21, eerste lid, 12°,”.

Art. 110. In artikel 261, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 25 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de bepaling onder 1° worden de woorden “, met inbegrip van de in artikel 21, eerste lid, 14°, bedoelde inkomstenschijf,” gevoegd tussen de woorden “die inkomsten van roerende goederen en kapitalen” en de woorden “en inkomsten als bedoeld in artikel 90, eerste lid, 6° en 11°,”;

2° in de bepaling onder 2° worden de woorden “met inbegrip van de in artikel 21, eerste lid, 14°, bedoelde inkomstenschijf,” gevoegd tussen de woorden “die inkomsten van roerende goederen en kapitalen van buitenlandse oorsprong,” en de woorden “van inkomsten van buitenlandse oorsprong als bedoeld in artikel 90, eerste lid, 6° en 11°”.

Art. 111. In artikel 262, 4°, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 15 december 2004 en 26 december 2015, worden de woorden “artikel 21, 8°,” vervangen door de woorden “artikel 21, eerste lid, 8°,”.

Art. 112. In artikel 269, § 1, 2°, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 27 december 2012, worden de woorden “in artikel 21, 5°,” telkens vervangen door de woorden “in artikel 21, eerste lid, 5°,”.

Art. 113. In artikel 307 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij artikel 94 van deze wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1/1 wordt aangevuld met de volgende leden :

“Wanneer een rijksinwoner artikel 21, eerste lid, 14°, wenst toe te passen voor dividend waarvoor in toepassing van artikel 261 roerende voorheffing is ingehouden, vraagt hij de verrekening en, desgevallend, de terugbetaling van die roerende voorheffing in zijn aangifte in de personenbelasting voor het belastbare tijdperk waarin die dividend werden betaald of toegekend. Deze vraag wordt gestaafd met bewijsstukken, die ter beschikking worden gehouden van de administratie.

Le Roi détermine la manière d'apporter la preuve visée à l'alinéa 1^{er}”;

2° l'article est complété par un paragraphe 1^{er}/5, rédigé comme suit :

“§ 1^{er}/5. Lorsqu'un non-résident visé à l'article 227, 1°, souhaite l'application de l'article 21, alinéa 1^{er}, 14°, pour des dividendes pour lesquels un précompte mobilier a été retenu en application de l'article 261 et qui ont été attribués ou mis en paiement au cours d'une période imposable à laquelle se rapportent également des revenus qu'il régularise dans une déclaration à l'impôt des non-résidents conformément aux articles 232 et 248, §§ 2 et 3, il demande l'imputation et, le cas échéant, le remboursement du précompte mobilier dans sa déclaration à l'impôt des non-résidents pour la période imposable concernée. Cette demande est appuyée par des pièces justificatives, tenues à la disposition de l'administration.

Le Roi détermine la manière d'apporter la preuve visée à l'alinéa 1^{er}”.

Art. 114. Dans l'article 313 du même Code, remplacé par la loi du 27 décembre 2012 et modifié par les lois des 17 juillet 2013, 10 août 2015, 26 décembre 2015 et 25 décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, 6°, les mots “visés à l'article 21, 5°, 6°, 10° et 13°,” sont remplacés par les mots “visés à l'article 21, alinéa 1^{er}, 5°, 6°, 10° et 13°,” et les mots “respectivement les limites fixées au 5°, 10° et 13°, dudit article” sont remplacés par les mots “les limites y-fixées”;

2° dans l'alinéa 1^{er}, 6°, tel que modifié par le 1°, les mots “à l'article 21, alinéa 1^{er}, 5°, 6°, 10° et 13°” sont remplacés par les mots “à l'article 21, alinéa 1^{er}, 5°, 10° et 13°”;

3° dans l'alinéa 3, les mots “Le précompte mobilier retenu” sont remplacés par les mots “Sous réserve de l'application de l'article 307, § 1^{er}/1, alinéa 3, le précompte mobilier retenu”.

Art. 115. Dans le titre VII, chapitre VII, section 1^{re}, du même Code, il est inséré entre l'article 376 et l'article 376bis un article 376/1, rédigé comme suit :

“Art. 376/1. Lorsqu'un non-résident visé à l'article 227, 1°, souhaite l'application de l'article 21, alinéa 1^{er}, 14°, pour des dividendes pour lesquels un précompte mobilier a été retenu en application de l'article 261 et qui ont été attribués ou mis en paiement au cours d'une période imposable durant laquelle il n'a perçu aucun revenu qu'il doit régulariser dans une déclaration à l'impôt des non-résidents conformément aux articles 232 et 248, §§ 2 et 3, il demande le remboursement de ce précompte mobilier au fonctionnaire désigné par le Roi. Cette demande de remboursement est introduite au plus tard le 31 décembre de l'année qui suit l'année civile au cours de laquelle les dividendes ont été perçus et est appuyée par une attestation du statut de non-résident et des pièces justificatives.

Le Roi détermine la manière d'apporter la preuve visée à l'alinéa 1^{er}. Le Roi détermine aussi les modalités complémentaires de la demande et du remboursement.”.

Art. 116. Les articles 105, 108, 1°, 109, 1° et 3°, 111, 112, et 114, 1°, sont applicables à partir du 30 décembre 2016.

Les articles 104, 106, 108, 2°, 109, 2°, 110, 113, 114, 2° et 3°, et 115 sont applicables aux revenus payés ou attribués à partir du 1^{er} janvier 2018.

Section 5. — Limitation des avantages en proportion de la durée de la période imposable

Art. 117. Dans le titre II, chapitre II, du Code des impôts sur les revenus 1992, une section VIII est insérée, intitulée : “Section VIII. Limitation des avantages en proportion de la durée de la période imposable”.

Art. 118. Dans le titre II, chapitre II, section VIII, du même Code, insérée par l'article 117 de la présente loi, un article 129/1 est inséré, rédigé comme suit :

“Art. 129/1. Lorsque la période imposable ne correspond pas à une année civile complète pour une cause autre que le décès, les montants visés aux articles 21, alinéa 1^{er}, 5°, 6° et 10°, 37, alinéa 2, 37bis, § 2, 38, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 9°, c, et 17°, 51, 86, alinéa 1^{er}, 87, alinéa 2, 88, alinéa 1^{er}, et 126, § 2, alinéa 1^{er}, 4°, après application de l'article 178, ainsi que les nombres d'heures visés à l'article 38, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 30°, sont réduits en proportion de la durée de la période imposable exprimée en mois par rapport à 12 mois.

De Koning bepaalt de manier waarop het in het eerste lid bedoelde bewijs wordt geleverd.”;

2° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 1/5, luidende :

“§ 1/5. Wanneer een in artikel 227, 1°, bedoelde niet-inwoner, artikel 21, eerste lid, 14°, wenst toe te passen voor dividendend waarvoor in toepassing van artikel 261 roerende voorheffing is ingehouden en die werden betaald of toegekend in een belastbaar tijdperk waartoe ook inkomsten behoren die hij overeenkomstig de artikelen 232 en 248, §§ 2 en 3, regulariseert in een aangifte in de belasting van niet-inwoners, vraagt hij de verrekening en, desgevallend, de terugbetaling van die roerende voorheffing in zijn aangifte in de belasting van niet-inwoners voor het betreffende belastbare tijdperk. Deze vraag wordt gestaafd met bewijsstukken, die ter beschikking worden gehouden van de administratie.

De Koning bepaalt de manier waarop het in het eerste lid bedoelde bewijs wordt geleverd.”.

Art. 114. In artikel 313 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 27 december 2012 en gewijzigd bij de wetten van 17 juli 2013, 10 augustus 2015, 26 december 2015 en 25 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, 6°, worden de woorden “in artikel 21, 5°, 6°, 10° en 13°, vermelde” vervangen door de woorden “in artikel 21, eerste lid, 5°, 6°, 10° en 13°, vermelde” en worden de woorden “respectievelijk de in het 5°, 10° en 13°, van dat artikel bepaalde grenzen” vervangen door de woorden “de aldaar bepaalde grenzen”;

2° in het eerste lid, 6°, zoals gewijzigd door het 1°, worden de woorden “in artikel 21, eerste lid, 5°, 6°, 10° en 13°” vervangen door de woorden “in artikel 21, eerste lid, 5°, 10° en 13°”;

3° in het derde lid worden de woorden “De ingehouden roerende voorheffing wordt” vervangen door de woorden “Onder voorbehoud van de toepassing van artikel 307, § 1/1, derde lid, wordt de roerende voorheffing”.

Art. 115. In titel VII, hoofdstuk VII, afdeling I, van hetzelfde Wetboek, wordt tussen artikel 376 en artikel 376bis, een artikel 376/1 ingevoegd, luidende :

“Art. 376/1. Wanneer een in artikel 227, 1°, bedoelde niet-inwoner, artikel 21, eerste lid, 14°, wenst toe te passen voor dividendend waarvoor in toepassing van artikel 261 roerende voorheffing is ingehouden en die werden betaald of toegekend in een belastbaar tijdperk waarin hij geen inkomsten heeft verkregen die hij overeenkomstig de artikelen 232 en 248, §§ 2 en 3, moet regulariseren in een aangifte in de belasting van niet-inwoners, vraagt hij de terugbetaling van die roerende voorheffing aan de door de Koning aangewezen ambtenaar. Deze vraag tot terugbetaling wordt uiterlijk op 31 december van het jaar dat volgt op het kalenderjaar waarin de dividendend werden verkregen, ingediend en wordt gestaafd met een attest van het statuut van niet-inwoner en bewijsstukken.

De Koning bepaalt hoe het in het eerste lid bedoelde bewijs wordt geleverd. De Koning bepaalt tevens de nadere modaliteiten van de aanvraag en de terugbetaling.”.

Art. 116. De artikelen 105, 108, 1°, 109, 1° en 3°, 111, 112, en 114, 1°, zijn van toepassing vanaf 30 december 2016.

De artikelen 104, 106, 108, 2°, 109, 2°, 110, 113, 114, 2° en 3°, en 115 zijn van toepassing op de inkomsten die vanaf 1 januari 2018 worden betaald of toegekend.

Afdeling 5. — Beperking van de voordelen in verhouding tot de duur van het belastbare tijdperk

Art. 117. In titel II, hoofdstuk II, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, wordt een afdeling VIII ingevoegd, met als opschrift “Afdeling VIII. Beperking van de voordelen in verhouding tot de duur van het belastbare tijdperk”.

Art. 118. In titel II, hoofdstuk II, afdeling VIII, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 117 van deze wet, wordt een artikel 129/1 ingevoegd, luidende :

“Art. 129/1. Wanneer het belastbare tijdperk om een andere reden dan overlijden niet overeenstemt met een volledig kalenderjaar, worden de in de artikelen 21, eerste lid, 5°, 6° en 10°, 37, tweede lid, 37bis, § 2, 38, § 1, eerste lid, 9°, c, en 17°, 51, 86, eerste lid, 87, tweede lid, 88, eerste lid, en 126, § 2, eerste lid, 4°, vermelde bedragen, na toepassing van artikel 178, evenals de in artikel 38, § 1, eerste lid, 30°, vermelde aantallen uren vermindert in verhouding tot de duur van het belastbare tijdperk uitgedrukt in maanden ten opzichte van 12 maanden.

Pour déterminer la durée de la période imposable exprimée en mois, chaque mois civil dont le quinzième jour appartient à la période imposable, est pris en compte pour un mois entier.

Les montants réduits conformément à l'alinéa 1^{er} sont arrondis au multiple de 10 euros supérieur ou inférieur selon que le chiffre des unités atteint ou non 5.

Les nombres d'heures réduits conformément à l'alinéa 1^{er}, sont arrondis à l'unité supérieure.

Le présent article est également applicable aux montants mentionnés dans les dispositions prises en exécution des articles 22, § 3, et 51, alinéa 4."

Art. 119. A l'article 129/1, du même Code, inséré par l'article 118 de la présente loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots "articles 21, alinéa 1^{er}, 5°, 6° et 10°", sont remplacés par les mots "articles 21, alinéa 1^{er}, 5°, 10° et 14°";

2° il est inséré entre l'alinéa 3 et l'alinéa 4, qui devient l'alinéa 5, un alinéa, rédigé comme suit :

"Par dérogation à l'alinéa 3, le montant visé à l'article 21, alinéa 1^{er}, 14°, réduit conformément à l'alinéa 1^{er}, est arrondi à l'euro supérieur ou inférieur, selon que le chiffre des centimes atteint ou non 50."

Art. 120. Dans l'article 154*bis* du même Code, inséré par la loi du 3 juillet 2005 et modifié en dernier lieu par la loi du 16 novembre 2015, l'alinéa 8 est remplacé par ce qui suit :

"La réduction d'impôt n'est pas applicable au travail supplémentaire :

a) qui entre en considération pour l'application de l'article 38, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 30°;

b) pour lequel l'impôt sur la rémunération y afférente, est diminué en application des articles 155 ou 156."

Art. 121. Dans le titre II, chapitre III, section II, du même Code, la sous-section III qui comprend un article 174/1, insérée par la loi du 28 décembre 2011 et abrogée par la loi du 27 décembre 2012, est rétablie comme suit :

"Sous-section III. — Limitation des avantages en proportion de la durée de la période imposable

Art. 174/1. Lorsque la période imposable ne correspond pas à une année civile complète pour une cause autre que le décès, les montants visés aux articles 131, 132, 133, 134, § 3, alinéa 1^{er}, et § 4, alinéa 1^{er}, 6°, 136, 140, alinéa 2, 141, 142, alinéa 2, 143, 145, alinéa 2, 145⁶, alinéa 1^{er}, premier tiret, 145⁷, § 1^{er}, alinéa 4, 145⁸, § 1^{er}, alinéa 2, 145²⁶, § 3, alinéa 4, 145²⁸, § 1^{er}, alinéa 3, 145³², § 1^{er}, alinéa 4, 145³³, § 1^{er}, alinéa 4, 145³⁴, alinéa 2, 1°, et alinéa 5, 147, 151, 152, 171, 1°, i, et 4°, j, et 172, alinéa 3, le cas échéant après application de l'article 178, ainsi que les montants maximums de l'allocation légale de chômage visés à l'article 154, sont réduits en proportion de la durée de la période imposable exprimée en mois par rapport à 12 mois.

Pour déterminer la durée de la période imposable exprimée en mois, chaque mois civil dont le quinzième jour appartient à la période imposable, est pris en compte comme un mois entier.

Les montants réduits conformément à l'alinéa 1^{er} sont arrondis au multiple de 10 euros supérieur ou inférieur selon que le chiffre des unités atteint ou non 5.

Par dérogation à l'alinéa 3, les montants visés à l'article 147 et les montants maximums de l'allocation légale de chômage visés à l'article 154, après être réduits conformément à l'alinéa 1^{er}, sont arrondis au cent supérieur ou inférieur selon que le chiffre des millièmes atteint ou non 5."

Art. 122. Dans l'article 235, 1°, du même Code, remplacé par la loi du 27 décembre 2004, les mots "aux articles 7 à 103" sont remplacés par les mots "aux articles 7 à 103 et 129/1".

Art. 123. A l'article 243 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 10 août 2015, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 2, les mots " , sous réserve des dérogations suivantes : " sont abrogés, ainsi que les dispositions sous 1° à 3°;

Om de duur van het belastbare tijdperk uitgedrukt in maanden te bepalen, wordt elke kalendermaand waarvan de vijftiende dag tot het belastbare tijdperk behoort, als een volledige maand in aanmerking genomen.

De overeenkomstig het eerste lid verminderde bedragen worden afgerond op het hogere of lagere veelvoud van 10 euro, naargelang de eenheid al dan niet 5 euro bereikt.

De overeenkomstig het eerste lid verminderde aantallen uren worden afgerond op de hogere eenheid.

Dit artikel is eveneens van toepassing op de bedragen die worden vermeld in de in uitvoering van de artikelen 22, § 3, en 51, vierde lid, genomen bepalingen."

Art. 119. In artikel 129/1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 118 van deze wet, wordt tussen het derde lid en het vierde lid, dat het vijfde lid wordt, een lid ingevoegd, luidende :

1° in het eerste lid worden de woorden "artikelen 21, eerste lid, 5°, 6° en 10°" vervangen door de woorden "artikelen 21, eerste lid, 5°, 10° en 14°";

2° tussen het derde lid en het vierde lid, dat het vijfde lid wordt, wordt een lid ingevoegd, luidende :

"In afwijking van het derde lid, wordt het in artikel 21, eerste lid, 14°, vermelde bedrag, dat overeenkomstig het eerste lid werd verminderd, afgerond op de hogere of lagere euro, naargelang het cijfer van de centiemen al dan niet 50 bereikt."

Art. 120. In artikel 154*bis* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 3 juli 2005 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 16 november 2015, wordt het achtste lid vervangen als volgt :

"De belastingvermindering is niet van toepassing op het overwerk :

a) dat in aanmerking komt voor de toepassing van artikel 38, § 1, eerste lid, 30°;

b) waarvoor de belasting op de bezoldiging die erop betrekking heeft, wordt verminderd bij toepassing van de artikelen 155 of 156."

Art. 121. In titel II, hoofdstuk III, afdeling II, van hetzelfde Wetboek, wordt de onderafdeling III, die een artikel 174/1 bevat, ingevoegd bij de wet van 28 december 2011 en opgeheven bij de wet van 27 december 2012, als volgt hersteld :

"Onderafdeling III. — Beperking van de voordelen in verhouding tot de duur van het belastbare tijdperk

Art. 174/1. Wanneer het belastbare tijdperk om een andere reden dan overlijden niet overeenstemt met een volledig kalenderjaar, worden de in de artikelen 131, 132, 133, 134, § 3, eerste lid, en § 4, eerste lid, 6°, 136, 140, tweede lid, 141, 142, tweede lid, 143, 145, tweede lid, 145⁶, eerste lid, eerste streepje, 145⁷, § 1, vierde lid, 145⁸, § 1, tweede lid, 145²⁶, § 3, vierde lid, 145²⁸, § 1, derde lid, 145³², § 1, vierde lid, 145³³, § 1, vierde lid, 145³⁴, tweede lid, 1°, en vijfde lid, 147, 151, 152, 171, 1°, i, en 4°, j, en 172, derde lid, vermelde bedragen, desgevallend na toepassing van artikel 178, evenals de in artikel 154 bedoelde maximumbedragen van de wettelijke werkloosheidsuitkering verminderd in verhouding tot de duur van het belastbare tijdperk uitgedrukt in maanden ten opzichte van 12 maanden.

Om de duur van het belastbare tijdperk uitgedrukt in maanden te bepalen, wordt elke kalendermaand waarvan de vijftiende dag tot het belastbare tijdperk behoort, als een volledige maand in aanmerking genomen.

De overeenkomstig het eerste lid verminderde bedragen worden afgerond op het hogere of lagere veelvoud van 10 euro, naargelang de eenheid al dan niet 5 euro bereikt.

In afwijking van het derde lid, worden de in artikel 147 vermelde bedragen en de in artikel 154 bedoelde maximumbedragen van de wettelijke werkloosheidsuitkering, na overeenkomstig het eerste lid te zijn verminderd, afgerond tot de hogere of lagere cent, naargelang het cijfer van de duizendsten al dan niet 5 bereikt."

Art. 122. In artikel 235, 1°, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 27 december 2004, worden de woorden "in de artikelen 7 tot 103" vervangen door de woorden "in de artikelen 7 tot 103 en 129/1".

Art. 123. In artikel 243 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 10 augustus 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het tweede lid worden de woorden " , onder voorbehoud van de volgende afwijkingen : " evenals de bepalingen onder 1° tot 3° opgeheven;

b) l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

“Les articles 126 à 129, 145¹, 1^o et 4^o, 145² à 145³, 145⁷, 145²⁶, § 5, 145³², §§ 2 et 3, 154bis, 157 à 169, et 171 à 178/1 sont également applicables, étant entendu que :

1^o les cotisations et primes personnelles visées à l'article 145¹, 1^o, ne sont prises en considération que dans la mesure où elles portent sur des revenus professionnels imposables en Belgique qui sont effectivement régularisés dans la déclaration conformément aux articles 232 et 248, §§ 2 et 3;

2^o les paiements visés à l'article 145¹, 4^o, ne sont pris en considération que lorsque la société employeur a payé ou attribué au contribuable pendant la période imposable des rémunérations qui constituent pour lui des revenus professionnels imposables en Belgique qui sont effectivement régularisés dans la déclaration conformément aux articles 232 et 248, §§ 2 et 3;

3^o pour l'application de l'article 154bis, seul le travail supplémentaire dont les rémunérations constituent des revenus professionnels imposables en Belgique qui sont effectivement régularisés dans la déclaration conformément aux articles 232 et 248, §§ 2 et 3, est pris en considération;

4^o pour l'application de l'article 178/1, les réductions d'impôt sont imputées sur l'impôt calculé conformément aux articles 130, 146 à 154 et 169;

5^o pour l'application des articles 145⁷, § 2, 145²⁶, § 5, 145³², § 2, 157, 158, 165 et 175, il faut entendre par impôt total l'impôt calculé conformément aux articles 130, 145¹, 1^o et 4^o, 145², 145³, 145⁷, § 1^{er}, 146 à 154bis, 169, et 171 à 178/1.”

Art. 124. A l'article 243/1 du même Code, inséré par la loi du 8 mai 2014 et modifié par les lois des 10 août 2015 et 25 décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 1^obis est remplacé par ce qui suit :

“1^obis les cotisations et primes personnelles visées à l'article 145¹, 1^o, ne sont prises en considération que dans la mesure où elles portent sur des revenus professionnels imposables en Belgique qui sont effectivement régularisés dans la déclaration conformément aux articles 232 et 248, §§ 2 et 3;”

b) un 2^obis et un 2^oter sont insérés, rédigés comme suit :

“2^obis les paiements visés à l'article 145¹, 4^o, ne sont pris en considération que lorsque la société employeur a payé ou attribué au contribuable pendant la période imposable des rémunérations qui constituent pour lui des revenus professionnels imposables en Belgique qui sont effectivement régularisés dans la déclaration conformément aux articles 232 et 248, §§ 2 et 3;

2^oter pour l'application de la réduction d'impôt visée à l'article 154bis, seul le travail supplémentaire dont les rémunérations constituent des revenus professionnels imposables en Belgique qui sont effectivement régularisés dans la déclaration conformément aux articles 232 et 248, §§ 2 et 3, est pris en considération;”

Art. 125. A l'article 244 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 8 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées :

a) il est inséré un 1^obis, rédigé comme suit :

“1^obis les cotisations et primes personnelles visées à l'article 145¹, 1^o, ne sont prises en considération que dans la mesure où elles portent sur des revenus professionnels imposables en Belgique qui sont effectivement régularisés dans la déclaration conformément aux articles 232 et 248, §§ 2 et 3;”

b) un 2^obis et un 2^oter sont insérés, rédigés comme suit :

“2^obis les paiements visés à l'article 145¹, 4^o, ne sont pris en considération que lorsque la société employeur a payé ou attribué au contribuable pendant la période imposable des rémunérations qui constituent pour lui des revenus professionnels imposables en Belgique qui sont effectivement régularisés dans la déclaration conformément aux articles 232 et 248, §§ 2 et 3;

2^oter pour l'application de la réduction d'impôt visée à l'article 154bis, seul le travail supplémentaire pour lequel les rémunérations constituent des revenus professionnels imposables en Belgique qui sont effectivement régularisés dans la déclaration conformément aux articles 232 et 248, §§ 2 et 3, est pris en considération;”

Art. 126. L'article 244bis du même Code, inséré par la loi du 28 décembre 1992 et modifié en dernier lieu par la loi du 8 mai 2014, est complété par un alinéa 3, rédigé comme suit :

“L'article 174/1 est applicable au montant visé à l'alinéa 1^{er}.”

b) het derde lid wordt vervangen als volgt :

“De artikelen 126 tot 129, 145¹, 1^o en 4^o, 145² tot 145³, 145⁷, 145²⁶, § 5, 145³², §§ 2 en 3, 154bis, 157 tot 169, en 171 tot 178/1 zijn eveneens van toepassing, met dien verstande dat :

1^o de in artikel 145¹, 1^o, bedoelde persoonlijke bijdragen en premies slechts in aanmerking worden genomen in de mate dat ze betrekking hebben op in België belastbare beroepsinkomsten die in de aangifte daadwerkelijk worden geregulariseerd overeenkomstig de artikelen 232 en 248, §§ 2 en 3;

2^o de in artikel 145¹, 4^o, bedoelde betalingen slechts in aanmerking worden genomen wanneer de vennootschap-werkgeefster tijdens het belastbare tijdperk aan de belastingplichtige bezoldigingen heeft betaald of toegekend die voor hem in België belastbare beroepsinkomsten vormen die in de aangifte daadwerkelijk worden geregulariseerd overeenkomstig de artikelen 232 en 248, §§ 2 en 3;

3^o voor de toepassing van artikel 154bis, enkel het overwerk waarvoor de bezoldigingen in België belastbare beroepsinkomsten vormen die in de aangifte daadwerkelijk worden geregulariseerd overeenkomstig de artikelen 232 en 248, §§ 2 en 3, in aanmerking wordt genomen;

4^o voor de toepassing van artikel 178/1, de belastingverminderingen worden aangerekend op de overeenkomstig de artikelen 130, 146 tot 154 en 169 bepaalde belasting;

5^o voor de toepassing van de artikelen 145⁷, § 2, 145²⁶, § 5, 145³², § 2, 157, 158, 165 en 175, onder totale belasting wordt verstaan de overeenkomstig de artikelen 130, 145¹, 1^o et 4^o, 145², 145³, 145⁷, § 1, 146 tot 154bis, 169, en 171 tot 178/1, bepaalde belasting.”

Art. 124. In artikel 243/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 8 mei 2014 en gewijzigd bij de wetten van 10 augustus 2015 en 25 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de bepaling onder 1^obis wordt vervangen als volgt :

“1^obis de in artikel 145¹, 1^o, bedoelde persoonlijke bijdragen en premies slechts in aanmerking worden genomen in de mate dat ze betrekking hebben op in België belastbare beroepsinkomsten die in de aangifte daadwerkelijk worden geregulariseerd overeenkomstig de artikelen 232 en 248, §§ 2 en 3;”

b) er worden bepalingen onder 2^obis en 2^oter ingevoegd, luidende :

“2^obis de in artikel 145¹, 4^o, bedoelde betalingen slechts in aanmerking worden genomen wanneer de vennootschap-werkgeefster tijdens het belastbare tijdperk aan de belastingplichtige bezoldigingen heeft betaald of toegekend die voor hem in België belastbare beroepsinkomsten vormen die in de aangifte daadwerkelijk worden geregulariseerd overeenkomstig de artikelen 232 en 248, §§ 2 en 3;

2^oter voor de toepassing van de in artikel 154bis, bedoelde belastingvermindering enkel het overwerk waarvoor de bezoldigingen in België belastbare beroepsinkomsten vormen die in de aangifte daadwerkelijk worden geregulariseerd overeenkomstig de artikelen 232 en 248, §§ 2 en 3, in aanmerking worden genomen;”

Art. 125. In artikel 244 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 8 mei 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) er wordt een bepaling onder 1^obis ingevoegd, luidende :

“1^obis de in artikel 145¹, 1^o, bedoelde persoonlijke bijdragen en premies slechts in aanmerking worden genomen in de mate dat ze betrekking hebben op in België belastbare beroepsinkomsten die in de aangifte daadwerkelijk worden geregulariseerd overeenkomstig de artikelen 232 en 248, §§ 2 en 3;”

b) er worden bepalingen onder 2^obis en 2^oter ingevoegd, luidende :

“2^obis de in artikel 145¹, 4^o, bedoelde betalingen slechts in aanmerking worden genomen wanneer de vennootschap-werkgeefster tijdens het belastbare tijdperk aan de belastingplichtige bezoldigingen heeft betaald of toegekend die voor hem in België belastbare beroepsinkomsten vormen die in de aangifte daadwerkelijk worden geregulariseerd overeenkomstig de artikelen 232 en 248, §§ 2 en 3;

2^oter voor de toepassing van de in artikel 154bis, bedoelde belastingvermindering enkel het overwerk waarvoor de bezoldigingen in België belastbare beroepsinkomsten vormen die in de aangifte daadwerkelijk worden geregulariseerd overeenkomstig de artikelen 232 en 248, §§ 2 en 3, in aanmerking worden genomen;”

Art. 126. Artikel 244bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 28 december 1992 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 8 mei 2014, wordt aangevuld met een derde lid, luidende :

“Artikel 174/1 is van toepassing op het in het eerste lid vermelde bedrag.”

Art. 127. A l'article 289bis du même Code, inséré par loi du 20 décembre 1995, remplacé par la loi du 4 mai 1999 et modifié en dernier lieu par la loi du 8 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, il est inséré entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2, qui devient l'alinéa 3, un alinéa, rédigé comme suit :

“Pour le calcul du crédit d'impôt, il n'est pas tenu compte des immobilisations et des dettes dans la mesure où elles sont affectées à l'exercice d'activités professionnelles productives de revenus auxquels l'article 155 ou 156 peut s'appliquer.”;

2° le paragraphe 2, abrogé par la loi du 22 juin 2005, est rétabli dans la rédaction suivante :

“§ 2. L'article 174/1 est applicable au montant visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}.”.

Art. 128. Dans l'article 289ter, § 3, du même Code, inséré par la loi du 10 août 2001 et modifié par la loi du 19 décembre 2014, les mots “de l'article 178, § 3, alinéa 1^{er}, 2°,” sont remplacés par les mots “des articles 174/1 et 178, § 3, alinéa 1^{er}, 2°,”.

Art. 129. A l'article 289ter/1 du même Code, inséré par la loi du 19 juin 2011 et modifié en dernier lieu par la loi du 10 août 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots “aux contribuables” sont remplacés par les mots “aux habitants du Royaume et aux non-résidents pour lesquels l'impôt est calculé conformément à l'article 243/1 ou 244”;

2° dans l'alinéa 3, les mots “de l'article 178, § 3, alinéa 1^{er}, 2°,” sont remplacés par les mots “des articles 174/1 et 178, § 3, alinéa 1^{er}, 2°,”.

Art. 130. L'article 539, § 3, du même Code, inséré par la loi du 8 mai 2014 et modifié par la loi du 19 décembre 2014, est complété d'une phrase, rédigée comme suit :

“L'article 174/1 est applicable à ces mêmes montants.”.

Art. 131. Les articles 117, 118 et 120 à 130 sont applicables à partir de l'exercice d'imposition 2018.

L'article 119 est applicable aux revenus recueillis à partir du 1^{er} janvier 2018.

CHAPITRE 5. — *Taxe sur les opérations de bourse*

Art. 132. Dans l'article 121 du Code des droits et taxes divers, modifié en dernier lieu par la loi du 19 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, les mots “0,90 pour mille” sont remplacés par les mots “1,20 pour mille”;

2° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, les mots “2,70 pour mille” sont remplacés par les mots “3,50 pour mille”.

Art. 133. Dans l'article 122, 1°, du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 29 décembre 2014, les mots “0,90, 2,70 pour mille” sont remplacés par les mots “1,20, 3,50 pour mille”.

CHAPITRE 6. — *Accises*

Section 1^{re}. — Modifications de la loi du 3 avril 1997 relative au régime fiscal des tabacs manufacturés

Art. 134. Dans l'article 3 de la loi du 3 avril 1997 relative au régime fiscal des tabacs manufacturés, modifié en dernier lieu par la loi-programme du 1^{er} juillet 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, le 2° est remplacé par ce qui suit :

“2° Cigarettes :

a) droit d'accise : 40,04 pour cent du prix de vente au détail;

b) droit d'accise spécial : 0,00 pour cent du prix de vente au détail”;

2° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

“§ 2. Outre le droit d'accise ad valorem et le droit d'accise spécial ad valorem prévus au § 1^{er}, 2° et 3°, les cigarettes ainsi que le tabac à fumer fine coupe destiné à rouler les cigarettes et autres tabacs à fumer, mis à la consommation dans le pays sont soumis à un droit d'accise spécifique et à un droit d'accise spécial spécifique fixés comme suit :

a) pour les cigarettes :

— droit d'accise : 6,8914 euros par 1 000 pièces;

— droit d'accise spécial : 57,7077 euros par 1 000 pièces;

Art. 127. In artikel 289bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 20 december 1995, vervangen bij de wet van 4 mei 1999 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 8 mei 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 wordt tussen het eerste en het tweede lid, dat het derde lid wordt, een lid ingevoegd luidende :

“Voor de berekening van het belastingkrediet wordt geen rekening gehouden met de vaste activa en de schulden in de mate dat die verband houden met werkzaamheden die inkomsten opbrengen waarvoor artikel 155 of 156 kan worden toegepast.”;

2° paragraaf 2, opgeheven bij de wet van 22 juni 2005, wordt hersteld in de volgende lezing :

“§ 2. Artikel 174/1 is van toepassing op het in paragraaf 1, eerste lid, vermelde bedrag.”.

Art. 128. In artikel 289ter, § 3, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 10 augustus 2001 en gewijzigd bij de wet van 19 december 2014, worden de woorden “van artikel 178, § 3, eerste lid, 2°,” vervangen door de woorden “van de artikelen 174/1 en 178, § 3, eerste lid, 2°,”.

Art. 129. In artikel 289ter/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 19 juni 2011 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 10 augustus 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt de woorden “aan belastingplichtigen” vervangen door de woorden “aan rijksinwoners en niet-inwoners voor wie de belasting overeenkomstig artikel 243/1 of 244 wordt berekend”;

2° in het derde lid worden de woorden “van artikel 178, § 3, eerste lid, 2°,” vervangen door de woorden “van artikel 174/1 en 178, § 3, eerste lid, 2°,”.

Art. 130. Artikel 539, § 3, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 8 mei 2014 en gewijzigd bij de wet van 19 december 2014, wordt aangevuld met een zin, luidende :

“Artikel 174/1 is van toepassing op diezelfde bedragen.”.

Art. 131. De artikelen 117, 118 en 120 tot 130 zijn van toepassing vanaf aanslagjaar 2018.

Artikel 119 is van toepassing op de inkomsten die worden verkregen vanaf 1 januari 2018.

HOOFDSTUK 5. — *Taks op de beursverrichtingen*

Art. 132. In artikel 121 van het Wetboek diverse rechten en taksen laatstelijk gewijzigd bij de wet van 19 december 2014 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, 1°, worden de woorden “0,90 per duizend” vervangen door de woorden “1,20 per duizend”;

2° in paragraaf 1, eerste lid, 2°, worden de woorden “2,70 per duizend” vervangen door de woorden “3,50 per duizend”.

Art. 133. In artikel 122, 1°, van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 29 december 2014, worden de woorden “0,90, 2,70 per duizend” vervangen door de woorden “1,20, 3,50 per duizend”.

HOOFDSTUK 6. — *Accijnzen*

Afdeling 1. — Wijzigingen van de wet van 3 april 1997 betreffende het fiscaal stelsel van gefabriceerde tabak

Art. 134. In artikel 3 van de wet van 3 april 1997 betreffende het fiscaal stelsel van gefabriceerde tabak, laatstelijk gewijzigd bij de programmawet van 1 juli 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 wordt de bepaling onder 2° vervangen als volgt :

“2° Sigaretten :

a) accijns : 40,04 percent van de kleinhandelsprijs;

b) bijzondere accijns : 0,00 percent van de kleinhandelsprijs”;

2° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

“§ 2. Naast de in § 1, 2° en 3°, bepaalde ad valorem accijns en ad valorem bijzondere accijns worden sigaretten en rooktabak van fijne snede voor het rollen van sigaretten en andere soorten rooktabak die hier te lande tot verbruik werden uitgeslagen, onderworpen aan een specifieke accijns en een specifieke bijzondere accijns, die als volgt zijn vastgesteld :

a) voor sigaretten :

— accijns : 6,8914 euro per 1 000 stuks;

— *bijzondere accijns* : 57,7077 euro per 1 000 stuks;

b) pour le tabac à fumer fine coupe destiné à rouler les cigarettes et les autres tabacs à fumer :

- droit d'accise : 0,0000 euro par kilogramme;
- droit d'accise spécial : 42,3465 euros par kilogramme.”;

3° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

“§ 3. Pour les cigarettes, le total des droits d'accise et des droits d'accise spéciaux perçus conformément aux § 1^{er}, 2°, et § 2, a), ne peut en aucun cas être inférieur à cent pourcent du total de ces accises appliquées au prix moyen pondéré.”;

4° le paragraphe 4, alinéa 1^{er}, est remplacé par ce qui suit :

“§ 4. Pour le tabac à fumer fine coupe destiné à rouler les cigarettes et les autres tabacs à fumer, le total des droits d'accise et des droits d'accise spéciaux perçus conformément aux § 1^{er}, 3°, et § 2, b), ne peut en aucun cas être inférieur à cent pourcent du total de ces accises appliquées au prix moyen pondéré.”.

Art. 135. Dans l'article 3 de la loi du 3 avril 1997 relative au régime fiscal des tabacs manufacturés, modifié en dernier lieu par l'article 134 de la présente loi, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

“§ 2. Outre le droit d'accise ad valorem et le droit d'accise spécial ad valorem prévus au § 1^{er}, 2° et 3°, les cigarettes ainsi que le tabac à fumer fine coupe destiné à rouler les cigarettes et autres tabacs à fumer, mis à la consommation dans le pays sont soumis à un droit d'accise spécifique et à un droit d'accise spécial spécifique fixés comme suit :

a) pour les cigarettes :

- droit d'accise : 6,8914 euros par 1 000 pièces;
- droit d'accise spécial : 59,5777 euros par 1 000 pièces;

b) pour le tabac à fumer fine coupe destiné à rouler les cigarettes et les autres tabacs à fumer :

- droit d'accise : 0,0000 euro par kilogramme;
- droit d'accise spécial : 48,3083 euros par kilogramme.”.

Section 2. — Modifications de la loi du 26 décembre 2015 relative aux mesures concernant le renforcement de la création d'emplois et du pouvoir d'achat

Art. 136. L'article 118 de la loi du 26 décembre 2015 relative aux mesures concernant le renforcement de la création d'emplois et du pouvoir d'achat, est abrogé.

Art. 137. L'article 119 de la même loi est abrogé.

Art. 138. L'article 120 de la même loi est abrogé.

Art. 139. Dans l'article 121 de la même loi, les alinéas 3 à 5 sont abrogés.

Section 3. — Modifications de la loi du 21 décembre 2009 relative au régime d'accise des boissons non alcoolisées et du café

Art. 140. L'article 7 de la loi du 21 décembre 2009 relative au régime d'accise des boissons non alcoolisées et du café, modifié par la loi du 18 décembre 2015, est remplacé par ce qui suit :

“Art. 7. Sans préjudice de l'article 8, on entend par boissons non alcoolisées :

a) les eaux, y compris les eaux minérales naturelles ou artificielles et les eaux gazéifiées, non additionnées de sucre ou d'autres édulcorants ni aromatisées ainsi que la glace relevant du code NC 2201;

b) les eaux, y compris les eaux minérales et les eaux gazéifiées, additionnées de sucre ou d'autres édulcorants, aromatisées ou non, et les autres boissons non alcooliques relevant du code NC 2202, à l'exception des boissons à base de lait, de soja ou de riz;

c) les eaux aromatisées, y compris les eaux minérales et les eaux gazéifiées, non additionnées de sucre ou d'autres édulcorants, relevant du code NC 2202;

d) les bières, telles que définies à l'article 4 de la loi du 7 janvier 1998 concernant la structure et les taux des droits d'accise sur l'alcool et les boissons alcoolisées, dont le titre alcoométrique n'excède pas 0,5 % vol;

e) les vins relevant des codes NC 2204 et 2205 dont le titre alcoométrique n'excède pas 1,2 % vol;

f) les autres boissons fermentées relevant des codes NC 2204 et 2205 ainsi que celles relevant du code NC 2206, dont le titre alcoométrique n'excède pas 1,2 % vol;

g) les boissons relevant du code NC 2208 dont le titre alcoométrique n'excède pas 1,2 % vol;

b) voor rooktabak van fijne snede voor het rollen van sigaretten en andere soorten rooktabak :

- accijns : 0,0000 euro per kilogram;
- bijzondere accijns : 42,3465 euro per kilogram.”;

3° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt :

“§ 3. Voor de sigaretten mag het totaal van de accijnzen en van de bijzondere accijnzen, geheven overeenkomstig § 1, 2°, en § 2, a), in geen geval minder bedragen dan honderd percent van het totaal van deze accijnzen van toepassing op de gewogen gemiddelde prijs.”;

4° paragraaf 4, eerste lid, wordt vervangen als volgt :

“§ 4. Voor de rooktabak van fijne snede voor het rollen van sigaretten en andere soorten rooktabak mag het totaal van de accijnzen en van de bijzondere accijnzen, geheven overeenkomstig § 1, 3°, en § 2, b), in geen geval minder bedragen dan honderd percent van het totaal van deze accijnzen van toepassing op de gewogen gemiddelde prijs.”.

Art. 135. In artikel 3 van de wet van 3 april 1997 betreffende het fiscaal stelsel van gefabriceerde tabak, laatstelijk gewijzigd bij artikel 134 van deze wet, wordt paragraaf 2 vervangen als volgt :

“§ 2. Naast de in § 1, 2° en 3°, bepaalde ad valorem accijns en ad valorem bijzondere accijns worden sigaretten en rooktabak van fijne snede voor het rollen van sigaretten en andere soorten rooktabak die hier te lande tot verbruik werden uitgeslagen, onderworpen aan een specifieke accijns en een specifieke bijzondere accijns, die als volgt zijn vastgesteld :

a) voor sigaretten :

- accijns : 6,8914 euro per 1 000 stuks;
- bijzondere accijns : 59,5777 euro per 1 000 stuks;

b) voor rooktabak van fijne snede voor het rollen van sigaretten en andere soorten rooktabak :

- accijns : 0,0000 euro per kilogram;
- bijzondere accijns : 48,3083 euro per kilogram.”.

Afdeling 2. — Wijzigingen van de wet van 26 december 2015 houdende maatregelen inzake versterking van jobcreatie en koopkracht

Art. 136. Artikel 118 van de wet van 26 december 2015 houdende maatregelen inzake versterking van jobcreatie en koopkracht, wordt opgeheven.

Art. 137. Artikel 119 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 138. Artikel 120 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 139. In artikel 121 van dezelfde wet, worden het derde tot vijfde lid opgeheven.

Afdeling 3. — Wijzigingen van de wet van 21 december 2009 betreffende het accijnstelsel van alcoholvrije dranken en koffie

Art. 140. Artikel 7 van de wet van 21 december 2009 betreffende het accijnstelsel van alcoholvrije dranken en koffie, gewijzigd bij de wet van 18 december 2015, wordt vervangen als volgt :

“Art. 7. Onverminderd artikel 8 wordt verstaan onder alcoholvrije dranken :

a) water, natuurlijk of kunstmatig mineraalwater en spuitwater daaronder begrepen, zonder toegevoegde suiker of andere zoetstoffen, noch gearomatiseerd alsmede kunstjys van de GN-code 2201;

b) water, mineraalwater en spuitwater daaronder begrepen, met toegevoegde suiker of andere zoetstoffen, al dan niet gearomatiseerd, alsmede andere alcoholvrije dranken van de GN-code 2202, met uitzondering van dranken op basis van melk, van soja of van rijst;

c) gearomatiseerd water, mineraalwater en spuitwater daaronder begrepen, zonder toegevoegde suiker of andere zoetstoffen, van de GN-code 2202;

d) bieren zoals gedefinieerd in artikel 4 van de wet van 7 januari 1998 betreffende de structuur en de accijnstarieven op alcohol en alcoholhoudende dranken, waarvan het alcohol-volumegehalte niet meer bedraagt dan 0,5 % vol;

e) wijn van de GN-codes 2204 en 2205 waarvan het alcoholvolumegehalte niet meer bedraagt dan 1,2 % vol;

f) andere gegiste dranken van de GN-codes 2204 en 2205, alsmede die van de GN-code 2206, waarvan het alcohol-volumegehalte niet meer bedraagt dan 1,2 % vol;

g) de dranken van de GN-code 2208 waarvan het alcoholvolumegehalte niet meer bedraagt dan 1,2 % vol;

h) les jus de fruits ou de légumes, non fermentés, sans addition d'alcool, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants relevant du code NC 2009;

i) toutes substances sous quelque forme que ce soit, manifestement destinées à la confection de boissons non alcoolisées visées sous *b)*, conditionnées soit en emballage de vente au détail soit en emballage destiné à la confection de telles boissons prêtes à l'emploi;

j) toutes substances sous quelque forme que ce soit, manifestement destinées à la confection de boissons non alcoolisées visées sous *c)*, conditionnées soit en emballage de vente au détail soit en emballage destiné à la confection de telles boissons prêtes à l'emploi."

Art. 141. L'article 13 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 26 décembre 2015, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 13. § 1^{er}. Lorsqu'elles sont mises à la consommation dans le pays, les boissons non alcoolisées sont soumises à un droit d'accise fixé comme suit :

a) les produits visés à l'article 7, *a)* : 0 euro par hectolitre;

b) les produits visés à l'article 7, *b)* : 11,9233 euros par hectolitre;

c) les produits visés à l'article 7, *c)* : 6,8133 euros par hectolitre;

d) les produits visés à l'article 7, *d)* : 3,7519 euros par hectolitre;

e) les produits visés à l'article 7, *e)* : 3,7519 euros par hectolitre;

f) les produits visés à l'article 7, *f)* : 3,7519 euros par hectolitre;

g) les produits visés à l'article 7, *g)* : 3,7519 euros par hectolitre;

h) les produits visés à l'article 7, *h)* : 0 euro par hectolitre;

i) les substances visées à l'article 7, *i)* :

— présentées sous forme liquide : 71,5405 euros par hectolitre;

— présentées sous forme de poudre, granulés ou sous une autre forme solide : 119,2343 euros par 100 kilogrammes net.

j) les substances visées à l'article 7, *j)* :

— présentées sous forme liquide : 40,8803 euros par hectolitre;

— présentées sous forme de poudre, granulés ou sous une autre forme solide : 68,1339 euros par 100 kilogrammes net.

§ 2. Le volume des boissons et substances liquides soumises à l'accise fixée par le paragraphe 1^{er}, *a)* à *i)*, premier tiret et *j)*, premier tiret, est exprimé en hectolitres et litres, les fractions de litre étant négligées. Lorsque le volume à imposer est inférieur au litre, les fractions de décilitre sont négligées.

§ 3. Le poids des substances présentées sous forme de poudre, granulés ou sous une autre forme solide soumises à de l'accise fixée par le paragraphe 1^{er}, *i)*, deuxième tiret et *j)*, deuxième tiret, est exprimé en kilogrammes, les fractions de kilogramme étant négligées. Lorsque le poids à imposer est inférieur au kilogramme, les fractions d'hectogramme sont négligées."

Section 4. — Modifications de la loi-programme du 27 décembre 2004

Art. 142. Dans l'article 419 de la loi-programme du 27 décembre 2004, modifié en dernier lieu par la loi-programme du 1^{er} juillet 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° le *a)* est remplacé par :

"*a)* essence au plomb des codes NC 2710 11 31, 2710 11 51 et 2710 11 59 :

— droit d'accise : 245,4146 euros par 1 000 litres à 15 °C;

— droit d'accise spécial : 393,7887 euros par 1 000 litres à 15 °C;

— cotisation sur l'énergie : 28,6317 euros par 1 000 litres à 15 °C;";

2° le *b)* est remplacé par :

"*b)* essence sans plomb du code NC 2710 11 49 :

i) à haute teneur en soufre et/ou en aromatiques :

— droit d'accise : 245,4146 euros par 1 000 litres à 15 °C;

— droit d'accise spécial : 356,4177 euros par 1 000 litres à 15 °C;

— cotisation sur l'énergie : 28,6317 euros par 1 000 litres à 15 °C;

h) ongegiste vruchtensappen en ongegiste groentesappen, zonder toegevoegde alcohol, met of zonder toegevoegde suiker of andere zoetstoffen van de GN-code 2009;

i) elke substantie in om het even welke vorm, die kennelijk bestemd is voor de vervaardiging van de in *b)* vermelde alcoholvrije dranken, hetzij in kleinhandelsverpakking, hetzij in een verpakking die bestemd is voor de vervaardiging van dergelijke voor gebruik gereede alcoholvrije dranken;

j) elke substantie in om het even welke vorm, die kennelijk bestemd is voor de vervaardiging van de in *c)* vermelde alcoholvrije dranken, hetzij in kleinhandelsverpakking, hetzij in een verpakking die bestemd is voor de vervaardiging van dergelijke voor gebruik gereede alcoholvrije dranken."

Art. 141. Artikel 13 van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 26 december 2015, wordt vervangen als volgt :

"Art. 13. § 1. Bij de uitslag tot verbruik hier te lande worden alcoholvrije dranken onderworpen aan een als volgt vastgesteld accijnstarief :

a) de in artikel 7, *a)*, bedoelde producten : 0 euro per hectoliter;

b) de in artikel 7, *b)*, bedoelde producten : 11,9233 euro per hectoliter;

c) de in artikel 7, *c)*, bedoelde producten : 6,8133 euro per hectoliter;

d) de in artikel 7, *d)*, bedoelde producten : 3,7519 euro per hectoliter;

e) de in artikel 7, *e)*, bedoelde producten : 3,7519 euro per hectoliter;

f) de in artikel 7, *f)*, bedoelde producten : 3,7519 euro per hectoliter;

g) de in artikel 7, *g)*, bedoelde producten : 3,7519 euro per hectoliter;

h) de in artikel 7, *h)*, bedoelde producten : 0 euro per hectoliter;

i) de in artikel 7, *i)*, bedoelde substanties :

— aangeboden onder vloeibare vorm : 71,5405 euro per hectoliter;

— aangeboden onder poeder- of korrelvorm of onder een andere vaste vorm : 119,2343 euro per 100 kg nettogewicht.

j) de in artikel 7, *j)* bedoelde substanties :

— aangeboden onder vloeibare vorm : 40,8803 euro per hectoliter;

— aangeboden onder poeder- of korrelvorm of onder een andere vaste vorm : 68,1339 euro per 100 kg nettogewicht.

§ 2. Het volume van de dranken en vloeibare substanties te belasten met de bij paragraaf 1, *a)* tot en met *i)*, eerste streepje en *j)*, eerste streepje, vastgestelde accijnzen wordt uitgedrukt in hectoliter en in liter, waarbij delen van een liter worden verwaarloosd. Wanneer het te belasten volume kleiner is dan een liter, worden de delen van een deciliter verwaarloosd.

§ 3. Het gewicht van de substanties aangeboden onder poeder- of korrelvorm of onder een andere vaste vorm te belasten met de bij paragraaf 1, *i)*, tweede streepje en *j)*, tweede streepje, vastgestelde accijnzen wordt uitgedrukt in kilogram, waarbij delen van een kilogram worden verwaarloosd. Wanneer het te belasten gewicht kleiner is dan een kilogram, worden de delen van een hectogram verwaarloosd."

Afdeling 4. — Wijzigingen van de programmawet van 27 december 2004

Art. 142. In artikel 419 van de programmawet van 27 december 2004, laatstelijk gewijzigd bij de programmawet van 1 juli 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de bepaling onder *a)*, wordt vervangen door :

"*a)* gelode benzine van de GN-codes 2710 11 31, 2710 11 51 en 2710 11 59 :

— accijns : 245,4146 euro per 1 000 liter bij 15 °C;

— bijzondere accijns : 393,7887 euro per 1 000 liter bij 15 °C;

— bijdrage op de energie : 28,6317 euro per 1 000 liter bij 15 °C;";

2° de bepaling onder *b)*, wordt vervangen door :

"*b)* ongelode benzine van de GN-code 2710 11 49 :

i) met een hoog zwavelgehalte en/of aromatische verbindingen :

— accijns : 245,4146 euro per 1 000 liter bij 15 °C;

— bijzondere accijns : 356,4177 euro per 1 000 liter bij 15 °C;

— bijdrage op de energie : 28,6317 euro per 1 000 liter bij 15 °C;

ii) à faible teneur en soufre et aromatiques :

- droit d'accise : 245,4146 euros par 1 000 litres à 15 °C;
 - droit d'accise spécial : 340,7080 euros par 1 000 litres à 15 °C;
 - cotisation sur l'énergie : 28,6317 euros par 1 000 litres à 15 °C;";
- 3° le c) est remplacé par :

"c) essence sans plomb des codes NC 2710 11 41 et 2710 11 45 :

- droit d'accise : 245,4146 euros par 1 000 litres à 15 °C;
 - droit d'accise spécial : 340,7080 euros par 1 000 litres à 15 °C;
 - cotisation sur l'énergie : 28,6317 euros par 1 000 litres à 15 °C;";
- 4° le e), i), est remplacé par :

"e) gasoil relevant des codes NC 2710 19 41, 2710 19 45 et 2710 19 49 d'une teneur en poids de soufre excédant 10 mg/kg :

i) utilisé comme carburant :

- droit d'accise : 198,3148 euros par 1 000 litres à 15 °C;
 - droit d'accise spécial : 340,9734 euros par 1 000 litres à 15 °C;
 - cotisation sur l'énergie : 14,8736 euros par 1 000 litres à 15 °C;";
- 5° le f), i), est remplacé par :

"f) gasoil relevant du code NC 2710 19 41 d'une teneur en poids de soufre n'excédant pas 10 mg/kg :

i) utilisé comme carburant :

- droit d'accise : 198,3148 euros par 1 000 litres à 15 °C;
- droit d'accise spécial : 325,2638 euros par 1 000 litres à 15 °C;
- cotisation sur l'énergie : 14,8736 euros par 1 000 litres à 15 °C;".

Art. 143. Dans l'article 420, § 3, 1°, de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi-programme du 1^{er} juillet 2016, les mots "54,5197 euros par 1 000 litres à 15 °C" sont remplacés par les mots "61,7064 euros par 1 000 litres à 15 °C".

Art. 144. Dans l'article 420, § 3, 2°, iii), de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi-programme du 1^{er} juillet 2016, les mots "48,65 euros par 1 000 litres à 15 °C" sont remplacés par les mots "55,70 euros par 1 000 litres à 15 °C".

Art. 145. Dans l'article 420, § 3, 2°, iv), de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi-programme du 1^{er} juillet 2016, les mots "3,09 fois" sont remplacés par les mots "2,43 fois".

Section 5. — Entrée en vigueur

Art. 146. Le présent chapitre entre en vigueur le 1^{er} janvier 2018, à l'exception de l'article 135 qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019 et de la section 2 qui entre en vigueur le 31 décembre 2017.

TITRE 5. — Lutte contre la fraude fiscale et dispositions diverses en matière de recouvrement

CHAPITRE 1^{er}. — Lutte contre la fraude fiscale

Section unique. — Modifications du Code des impôts sur les revenus 1992

Art. 147. Dans le titre VII, chapitre III, section IV du Code des impôts sur les revenus 1992, il est inséré un article 333/3 rédigé comme suit :

"Art. 333/3. Sans préjudice de l'application de l'article 333, l'administration peut procéder en matière de précompte mobilier aux investigations visées au présent chapitre dans le délai d'imposition de l'article 358, § 2, pour les années visées à l'article 358, § 1^{er}, 1°."

Art. 148. Dans l'article 337 du même Code, modifié par la loi du 25 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3, il est inséré un alinéa rédigé comme suit :

"Les fonctionnaires de l'administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus, restent dans l'exercice de leurs fonctions lorsqu'ils font appel, durant un contrôle fiscal afin d'assurer un établissement correct de l'impôt, aux connaissances spécifiques et à l'expérience des membres du personnel de l'Agence Fédérale de la Dette telle que prévue par la loi du 25 octobre 2016 portant création de l'Agence fédérale de la Dette et suppression du Fonds des Rentes;"

2° dans l'alinéa 4 ancien, devenant l'alinéa 5, les mots "et 3" sont insérés entre les mots "alinéa 2" et le mot "sont";

ii) met een laag zwavelgehalte en aromatische verbindingen :

- accijns : 245,4146 euro per 1 000 liter bij 15 °C;
 - bijzondere accijns : 340,7080 euro per 1 000 liter bij 15 °C;
 - bijdrage op de energie : 28,6317 euro per 1 000 liter bij 15 °C;";
- 3° de bepaling onder c), wordt vervangen door :

"c) ongelode benzine van de GN-codes 2710 11 41 en 2710 11 45 :

- accijns : 245,4146 euro per 1 000 liter bij 15 °C;
 - bijzondere accijns : 340,7080 euro per 1 000 liter bij 15 °C;
 - bijdrage op de energie : 28,6317 euro per 1 000 liter bij 15 °C;";
- 4° de bepaling onder e), i), wordt vervangen door :

"e) gasolie van de GN-codes 2710 19 41, 2710 19 45 en 2710 19 49 met een zwavelgehalte van meer dan 10 mg/kg :

i) gebruikt als motorbrandstof :

- accijns : 198,3148 euro per 1 000 liter bij 15 °C;
 - bijzondere accijns : 340,9734 euro per 1 000 liter bij 15 °C;
 - bijdrage op de energie : 14,8736 euro per 1 000 liter bij 15 °C;";
- 5° de bepaling onder f), i), wordt vervangen door :

"f) gasolie van de GN-code 2710 19 41 met een zwavelgehalte van niet meer dan 10 mg/kg :

i) gebruikt als motorbrandstof :

- accijns : 198,3148 euro per 1 000 liter bij 15 °C;
- bijzondere accijns : 325,2638 euro per 1 000 liter bij 15 °C;
- bijdrage op de energie : 14,8736 euro per 1 000 liter bij 15 °C;".

Art. 143. In artikel 420, § 3, 1°, van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de programmawet van 1 juli 2016, worden de woorden "54,5197 euro per 1 000 liter bij 15 °C" vervangen door de woorden "61,7064 euro per 1 000 liter bij 15 °C".

Art. 144. In artikel 420, § 3, 2°, iii) van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de programmawet van 1 juli 2016, worden de woorden "48,65 euro per 1 000 liter bij 15 °C" vervangen door de woorden "55,70 euro per 1 000 liter bij 15 °C".

Art. 145. In artikel 420, § 3, 2°, iv), van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de programmawet van 1 juli 2016, worden de woorden "3,09 keer" vervangen door de woorden "2,43 keer".

Afdeling 5. — Inwerkingtreding

Art. 146. Dit hoofdstuk treedt in werking op 1 januari 2018, met uitzondering van artikel 135, dat in werking treedt op 1 januari 2019 en van afdeling 2 die in werking treedt op 31 december 2017.

TITEL 5. — Strijd tegen de fiscale fraude en diverse bepalingen inzake invordering

HOOFDSTUK 1. — Strijd tegen de fiscale fraude

Enige afdeling. — Inwerkingtreding Wijzigingen van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992

Art. 147. In titel VII, hoofdstuk III, afdeling IV, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, wordt een artikel 333/3 ingevoegd, luidende :

"Art. 333/3. Onverminderd de toepassing van artikel 333, kan de administratie, inzake roerende voorheffing, binnen de aanslagtermijn van artikel 358, § 2, de in dit hoofdstuk bedoelde onderzoeken verrichten voor de in artikel 358, § 1, 1°, bedoelde jaren."

Art. 148. In artikel 337 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 25 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° tussen het tweede en derde lid wordt een lid ingevoegd, luidende :

"De ambtenaren van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen, oefenen hun ambt uit wanneer zij tijdens een fiscale controle teneinde de correcte vestiging van de belasting te verzekeren, een beroep doen op de specifieke kennis en de ervaring van de personeelsleden van het Federaal Agentschap van de Schuld, zoals opgericht bij de Wet van 25 oktober 2016 houdende de oprichting van het Federaal Agentschap van de Schuld en opheffing van het Rentefonds;"

2° in het vroegere vierde lid, dat het vijfde lid wordt, worden de woorden "en het derde" ingevoegd tussen de woorden "het tweede" en het woord "lid";

3° dans l'alinéa 5 ancien, devenant l'alinéa 6, les mots "alinéa 4" sont remplacés par les mots "alinéa 5".

CHAPITRE 2. — *Modifications de la loi domaniale du 22 décembre 1949*

Art. 149. L'article 4 de la loi domaniale du 22 décembre 1949, remplacé par la loi du 1^{er} juillet 2016, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 4. § 1^{er}. Une sommation de payer contenant un extrait du rôle spécial ou du titre exécutoire administratif mentionnant la date exécutoire de ce rôle spécial ou de ce titre exécutoire administratif, ou une copie de l'expédition de la décision judiciaire, est adressée au débiteur. La sommation de payer produit ses effets à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date de son envoi.

Lorsque le débiteur n'a pas de domicile connu en Belgique ou à l'étranger, cette sommation de payer est adressée au procureur du Roi à Bruxelles.

§ 2. La créance non fiscale ne peut être recouvrée par voies d'exécution qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la date d'effet de la sommation de payer visée au paragraphe 1^{er}, sauf si les droits du Trésor sont en péril, auquel cas elle peut être recouvrée par voies d'exécution à compter de cette date d'effet.

§ 3. Cette sommation de payer vaut mise en demeure et fait courir, à compter de sa date d'effet, les intérêts moratoires dus au taux d'intérêt légal en matière fiscale.

Lorsqu'une disposition légale ou réglementaire particulière ou la décision judiciaire coulée en force de chose jugée portant condamnation au paiement de la créance non fiscale fait courir antérieurement des intérêts moratoires, les intérêts moratoires visés à l'alinéa 1^{er} se substituent pour l'avenir à ceux-ci à compter de la date d'effet de la sommation de payer.

Les intérêts moratoires visés à l'alinéa 1^{er} sont calculés par mois civil sur le montant restant dû de la créance non fiscale en principal, arrondi au multiple inférieur le plus proche de 10 euros; le mois de la date d'effet de la sommation de payer est négligé, mais le mois au cours duquel a lieu le paiement est compté pour un mois entier. Les intérêts d'un mois ne sont réclamés que s'ils atteignent 5 euros."

Art. 150. Dans l'article 5, § 3, de la même loi, inséré par la loi du 1^{er} juillet 2016, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

"La créance non fiscale ne peut toutefois être recouvrée par voies d'exécution à charge des codébiteurs que :

1° si une sommation de payer contenant un extrait du rôle spécial ou du titre exécutoire administratif mentionnant la date d'exécutoire de ce rôle spécial ou de ce titre exécutoire administratif leur est adressée. La sommation de payer a effet à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date de son envoi.

Lorsque le codébiteur n'a pas de domicile connu en Belgique ou à l'étranger, cette sommation de payer est adressée au procureur du Roi à Bruxelles.

2° à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la date d'effet de la sommation de payer visée au 1°, sauf si les droits du Trésor sont en péril."

Art. 151. Dans l'article 9, paragraphe 2, alinéa 1^{er}, de la même loi, inséré par la loi du 1^{er} juillet 2016, les mots "de la notification" sont remplacés par les mots "de la date d'effet".

CHAPITRE 3. — *Centralisation des paiements de certaines dettes fiscales et non fiscales*

Section 1^{re}. — Des paiements sur le compte financier "Perception et Recouvrement" de l'administration du Service public fédéral Finances en charge de la perception et du recouvrement des créances fiscales et non fiscales

Art. 152. § 1^{er}. Par dérogation aux règles d'imputation prévues par les codes fiscaux et leurs arrêtés d'exécution, lorsqu'une personne est redevable de différentes dettes fiscales et non fiscales dont le paiement doit être effectué sur le compte financier "Perception et Recouvrement" de l'administration du Service public fédéral Finances en charge de la perception et du recouvrement des créances fiscales et non fiscales, cette personne peut indiquer ce qu'elle entend apurer soit lors de chaque paiement qu'elle effectue par l'intermédiaire de la plate-forme électronique mise à sa disposition par le Service public fédéral Finances, soit

3° in het vroegere vijfde lid, dat het zesde lid wordt, wordt het woord "vierde" vervangen door het woord "vijfde".

HOOFDSTUK 2. — *Wijziging van de domaniale wet van 22 december 1949*

Art. 149. Artikel 4 van de domaniale wet van 22 december 1949, vervangen bij de wet van 1 juli 2016, wordt vervangen als volgt :

"Art. 4. § 1. Een aanmaning tot betaling, die een uittreksel bevat uit het bijzonder kohier of uit de administratieve uitvoerbare titel met vermelding van de datum van uitvoerbaarverklaring van dit bijzonder kohier of van deze administratieve uitvoerbare titel, of die een afschrift van de uitgifte van de rechterlijke beslissing bevat, wordt aan de schuldenaar verzonden. De aanmaning tot betaling heeft uitwerking vanaf de derde werkdag volgend op haar verzending.

Indien de schuldenaar geen gekende woonplaats in België of in het buitenland heeft, wordt deze aanmaning tot betaling verstuurd naar de procureur des Konings te Brussel.

§ 2. De niet-fiscale schuldvordering kan niet worden ingevorderd door middelen van tenuitvoerlegging dan na het verstrijken van een termijn van een maand te rekenen vanaf de uitwerkingsdatum van de aanmaning tot betaling bedoeld in paragraaf 1, behalve indien de rechten van de Schatkist in het gedrang komen, in welk geval zij kan worden ingevorderd door middelen van tenuitvoerlegging te rekenen vanaf deze uitwerkingsdatum.

§ 3. Deze aanmaning tot betaling geldt als ingebrekestelling en doet, vanaf haar uitwerkingsdatum, de moratoire interesten lopen, verschuldigd aan de wettelijke rentevoet in fiscale zaken.

Wanneer een specifieke wettelijke of reglementaire bepaling of de in kracht van gewijsde getreden rechterlijke beslissing houdende veroordeling tot betaling van de niet-fiscale schuldvordering de moratoire interesten eerder doet lopen, komen de moratoire interesten bedoeld in het eerste lid voor de toekomst in de plaats daarvan te rekenen vanaf de uitwerkingsdatum van de aanmaning tot betaling.

De in het eerste lid bedoelde moratoire interesten worden per kalendermaand berekend op het nog verschuldigde bedrag van de niet-fiscale schuldvordering in hoofdsom, afgerond op het lagere veelvoud van 10 euro; de maand waarin de uitwerkingsdatum van de aanmaning tot betaling valt, wordt niet meegerekend, doch de maand waarin de betaling plaatsvindt, wordt voor een gehele maand geteld. De interesten van een maand worden niet aangerekend wanneer zij geen 5 euro bedragen."

Art. 150. In artikel 5, § 3, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 1 juli 2016, wordt het derde lid vervangen als volgt :

"De niet-fiscale schuldvordering kan evenwel slechts lastens de medeschuldenaars worden ingevorderd door middelen van tenuitvoerlegging :

1° wanneer hen een aanmaning tot betaling werd verstuurd, die een uittreksel bevat uit het bijzonder kohier of uit de administratieve uitvoerbare titel met vermelding van de datum van uitvoerbaarverklaring van dit bijzonder kohier of van deze administratieve uitvoerbare titel. De aanmaning tot betaling heeft uitwerking vanaf de derde werkdag volgend op haar verzending.

Indien de schuldenaar geen gekende woonplaats in België of in het buitenland heeft, wordt deze aanmaning tot betaling verstuurd naar de procureur des Konings te Brussel.

2° na het verstrijken van een termijn van een maand vanaf de uitwerkingsdatum van de aanmaning tot betaling bedoeld in 1°, behalve indien de rechten van de Schatkist in het gedrang komen."

Art. 151. In artikel 9, paragraaf 2, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 1 juli 2016, worden de woorden "de kennisgeving" vervangen door de woorden "de uitwerkingsdatum".

HOOFDSTUK 3. — *Centralisatie van de betalingen van bepaalde fiscale en niet-fiscale schulden*

Afdeling 1. — De betalingen op de financiële rekening "Inning en Invordering" van de administratie van de Federale Overheidsdienst Financiën belast met de inning en de invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen

Art. 152. § 1. In afwijking van de aanrekeningregels die bepaald zijn in de fiscale wetboeken en de uitvoeringsbesluiten ervan, mag een persoon, wanneer hij verschillende fiscale en niet-fiscale schulden verschuldigd is waarvan de betaling moet gebeuren op de financiële rekening "Inning en Invordering" van de administratie van de Federale Overheidsdienst Financiën belast met de inning en de invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen, meedelen welke schuld hij wil aanzuiveren ofwel bij elke betaling die hij verricht via het elektronische platform van de Federale Overheidsdienst Financiën, ofwel wanneer hij

lorsqu'elle le demande préalablement à son paiement auprès du service désigné à cette fin par le Roi.

En ce qui concerne chacune des dettes que la personne a indiqué vouloir acquitter conformément à l'alinéa 1^{er}, l'imputation est effectuée, nonobstant toute indication contraire de cette personne et sans préjudice de l'application de l'article 23 de la loi du 21 février 2003 créant un Service des créances alimentaires au sein du SPF Finances, selon l'ordre suivant :

1° sur les frais de toute nature exposés par le Service public fédéral Finances;

2° sur les intérêts de retard;

3° sur les accroissements et les amendes fiscales ou administratives;

4° sur la dette en principal restant due.

§ 2. A défaut de cette indication, les paiements effectués, à quelque titre que ce soit, sur le compte financier visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, et qui sont enregistrés au nom de cette personne, sont imputés au choix du fonctionnaire compétent, sous réserve :

a) que, sans préjudice de l'application de l'article 23, 1° et 2°, de la loi du 21 février 2003 créant un Service des créances alimentaires au sein du SPF Finances, les paiements sont imputés par priorité sur les frais de toute nature exposés par le Service public fédéral Finances, quelles que soient les dettes auxquelles ils se rapportent;

b) que, sans préjudice de l'application du a) et de l'article 23, 3° à 6°, de la loi du 21 février 2003 créant un Service des créances alimentaires au sein du SPF Finances, l'imputation est effectuée, en ce qui concerne chacune des dettes que le fonctionnaire compétent entend apurer, selon l'ordre suivant : d'abord sur les intérêts de retard, ensuite sur les accroissements et les amendes fiscales ou administratives, et enfin sur la dette en principal restant due.

§ 3. Le compte financier "Perception et Recouvrement" visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, est fixé par le Roi.

Section 2. — Modification du Code des droits et taxes divers, de la loi domaniale du 22 décembre 1949 et de la loi-programme (II) du 27 décembre 2006

Art. 153. L'article 203¹ du Code des droits et taxes divers, remplacé par la loi du 19 décembre 2006, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 203¹. Le Roi détermine les modalités de paiement des droits et taxes divers."

Art. 154. L'article 3 de la loi domaniale du 22 décembre 1949, remplacé par la loi-programme du 1^{er} juillet 2016, est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

"§ 3. Le Roi détermine les modalités de paiement des créances non fiscales."

Art. 155. Dans l'article 6 de la loi-programme (II) du 27 décembre 2006, modifié par la loi du 8 juin 2008 portant des dispositions diverses (II), l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

"Sauf en ce qui concerne la procédure de paiement et de recouvrement, les arrêtés pris en application de l'alinéa qui précède sont confirmés par la loi dans les vingt-quatre mois qui suivent la date de leur publication au *Moniteur belge*."

Section 3. — L'extension de l'article 334 de la loi-programme du 27 décembre 2004

Art. 156. L'article 334 de la loi-programme du 27 décembre 2004, remplacé par la loi du 25 décembre 2016, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 334. § 1^{er}. Toute somme à restituer ou à payer à une personne par le Service public fédéral Finances, par l'Office national de sécurité sociale ou par un autre Service public fédéral ou organisme d'Etat, peut être affectée sans formalités et au choix du fonctionnaire compétent, sans préjudice de l'application du paragraphe 6, au paiement des sommes dues par cette personne dont la perception et le recouvrement sont assurés par le Service public fédéral Finances ou par l'Office national de sécurité sociale, par ou en vertu d'une disposition ayant force de loi.

het voorafgaand aan zijn betaling aanvraagt bij de daartoe door de Koning aangewezen dienst.

De aanrekening van de betaling op elk van de schulden die de persoon overeenkomstig het eerste lid wenst te vereffenen, wordt niettegenstaande elke andersluidende mededeling van deze persoon en onverminderd de toepassing van artikel 23 van de wet van 21 februari 2003 tot oprichting van een Dienst voor alimentatievorderingen bij de FOD Financiën, in de onderstaande volgorde uitgevoerd :

1° op de door de Federale Overheidsdienst Financiën gemaakte kosten van alle aard;

2° op de nalatigheidsinteressen;

3° op de verhogingen en de fiscale of administratieve geldboeten;

4° op de nog verschuldigde schuld in hoofdsom.

§ 2. Bij gebrek aan deze mededeling, worden de betalingen die om welke reden dan ook worden verricht op de financiële rekening bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, en die op naam van die persoon geregistreerd zijn, naar keuze van de bevoegde ambtenaar aangerekend, onder voorbehoud :

a) dat, onverminderd de toepassing van artikel 23, 1° en 2°, van de wet van 21 februari 2003 tot oprichting van een Dienst voor alimentatievorderingen bij de FOD Financiën, de betalingen bij voorrang worden aangerekend op de door de Federale Overheidsdienst Financiën gemaakte kosten van alle aard, ongeacht de schulden waarop ze betrekking hebben;

b) dat, onverminderd de toepassing van a) en van artikel 23, 3° tot 6°, van de wet van 21 februari 2003 tot oprichting van een Dienst voor alimentatievorderingen bij de FOD Financiën, de aanrekening van de betaling op elk van de schulden die de bevoegde ambtenaar wil aanzuiveren, in de volgende volgorde wordt uitgevoerd : eerst op de nalatigheidsinteressen, vervolgens op de verhogingen en de fiscale of administratieve geldboeten en ten slotte op de nog verschuldigde schuld in hoofdsom.

§ 3. De financiële rekening "Inning en Invordering" bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, wordt vastgelegd door de Koning.

Afdeling 2. — Wijziging van het Wetboek diverse rechten en taksen, van de domaniale wet van 22 december 1949 en van de Programmawet (II) van 27 december 2006

Art. 153. Artikel 203¹ van het Wetboek diverse rechten en taksen, vervangen bij de wet van 19 december 2006, wordt vervangen als volgt :

"Art. 203¹. De Koning bepaalt de wijze van betaling van de diverse rechten en taksen."

Art. 154. Artikel 3 van de domaniale wet van 22 december 1949, vervangen bij de programmawet van 1 juli 2016, wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidende :

"§ 3. De Koning bepaalt de wijze van betaling van de niet-fiscale schuldvorderingen."

Art. 155. In artikel 6 van de programmawet (II) van 27 december 2006, gewijzigd bij de wet van 8 juni 2008 houdende diverse bepalingen (II), wordt het tweede lid vervangen als volgt :

"Behalve voor wat de betalings- en inningsprocedure betreft, worden de besluiten die genomen worden in toepassing van het vorig lid bij wet bekrachtigd binnen vierentwintig maanden volgend op de datum van hun bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*."

Afdeling 3. — Uitbreiding van artikel 334 van de programmawet van 27 december 2004

Art. 156. Artikel 334 van de programmawet van 27 december 2004, vervangen bij de wet van 25 december 2016, wordt vervangen als volgt :

"Art. 334. § 1. Elke som die aan een persoon moet worden teruggegeven of betaald door de Federale Overheidsdienst Financiën, door de Rijksdienst voor sociale zekerheid of door een andere federale overheidsdienst of staatsorganisme, kan zonder formaliteit en naar keuze van de bevoegde ambtenaar, onverminderd de toepassing van paragraaf 6, worden aangewend ter betaling van de door deze persoon verschuldigde sommen waarvan de inning en de invordering, door of krachtens een bepaling met kracht van wet, worden verzekerd door de Federale Overheidsdienst Financiën of door de Rijksdienst voor sociale zekerheid.

§ 2. L'affectation sans formalités visée au paragraphe 1^{er} concerne toute somme, quelle qu'en soit la nature, à restituer ou à payer :

1° soit dans le cadre de l'application des lois d'impôts qui relèvent de la compétence du Service public fédéral Finances, ou des lois, d'impôts ou non, pour lesquelles la perception et le recouvrement sont assurés par ce Service public fédéral;

2° soit dans le cadre de l'application des lois de sécurité sociale qui relèvent de la compétence de l'Office national de sécurité sociale ou pour lesquelles la perception et le recouvrement sont assurés par cette institution;

3° soit dans le cadre de l'application des lois qui relèvent de la compétence d'un autre Service public fédéral ou organisme d'Etat;

4° soit en vertu des dispositions du droit civil relatives au paiement de l'indu;

5° soit en vertu d'une décision judiciaire exécutoire rendue dans le cadre des actions en justice liées directement ou indirectement à l'application des lois précitées.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 2 sont toutefois exclues de l'affectation sans formalités visée au paragraphe 1^{er} les sommes à restituer ou à payer :

1° soit en application d'un contrat avec un Service public fédéral ou un organisme d'Etat;

2° soit en application du statut des agents des Services publics fédéraux ou des organismes d'Etat;

3° soit qui ont une nature équivalente aux sommes visées aux articles 1409, 1409bis et 1410 du Code judiciaire.

§ 4. L'affectation sans formalités visée au paragraphe 1^{er} est limitée à la partie non contestée des créances à l'égard de cette personne.

En outre, pour la partie contestée des créances à l'égard de cette personne, le fonctionnaire compétent peut procéder à l'affectation sans formalités prévue au paragraphe 1^{er} au titre de mesure conservatoire si ces créances contestées ont fait l'objet d'un titre exécutoire.

§ 5. Le présent article reste applicable en cas de saisie, de cession, de situation de concours ou de procédure d'insolvabilité.

§ 6. L'ordre d'affectation est fixé par les services ou organismes concernés dans une convention d'adhésion, sans égard aux privilèges attachés aux créances dont la perception et le recouvrement sont assurés par le Service public fédéral Finances ou par l'Office national de sécurité sociale."

Art. 157. Le présent chapitre entre en vigueur à la date fixée par le Roi, et au plus tard le 1^{er} janvier 2019.

TITRE 6. — Affaires étrangères

CHAPITRE UNIQUE. — Création d'un service administratif à comptabilité autonome chargé des Affaires consulaires

Art. 158. Un service administratif à comptabilité autonome chargé des affaires consulaires est créé au sein de la Direction générale des Affaires consulaires du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement, conformément à l'article 77 de la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral, compétent pour :

- la gestion des passeports belges;
- la gestion des visas;
- la gestion des cartes d'identité pour les Belges à l'étranger;
- prendre toutes les mesures permettant aux Belges inscrits dans les registres consulaires de participer aux élections décidées et organisées en Belgique;
- l'assistance consulaire;
- la gestion des registres, répertoires, actes et attestations visés dans le Code consulaire;
- la gestion des légalisations.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde aanwending zonder formaliteit omvat elke terug te geven of te betalen som, ongeacht de aard :

1° hetzij in het kader van de toepassing van de belastingwetten die onder de bevoegdheid van de Federale Overheidsdienst Financiën vallen, of van wetten, al dan niet belastingwetten, waarbij de inning en de invordering verzekerd worden door die Federale Overheidsdienst;

2° hetzij in het kader van de toepassing van wetten op de sociale zekerheid die onder de bevoegdheid vallen van de Rijksdienst voor sociale zekerheid of waarbij de inning en de invordering verzekerd worden door deze instelling;

3° hetzij in het kader van de toepassing van wetten die onder de bevoegdheid vallen van een andere Federale Overheidsdienst of staatsorganisme;

4° hetzij krachtens de bepalingen van het burgerlijk recht met betrekking tot de onverschuldigde betaling;

5° hetzij krachtens een uitvoerbare rechterlijke beslissing uitgesproken in het kader van rechtsvorderingen die rechtstreeks of onrechtstreeks verband houden met de toepassing van voorgaande wetten.

§ 3. In afwijking van paragraaf 2, is de in paragraaf 1 bedoelde aanwending zonder formaliteit echter uitgesloten wanneer het gaat om sommen die moeten worden teruggegeven of betaald :

1° hetzij in toepassing van een overeenkomst met een Federale Overheidsdienst of met een staatsorganisme;

2° hetzij in toepassing van het statuut van het personeel van de Federale Overheidsdiensten of dat van staatsorganismen;

3° hetzij die van eenzelfde aard zijn als de sommen bedoeld in de artikelen 1409, 1409bis en 1410 van het Gerechtelijk Wetboek.

§ 4. De in paragraaf 1 bedoelde aanwending zonder formaliteit wordt beperkt tot het niet-betwiste gedeelte van de schuldvorderingen op deze persoon.

Bovendien, kan de bevoegde ambtenaar, voor het betwiste deel van de schuldvorderingen op deze persoon, overgaan tot de aanwending zonder formaliteiten bedoeld in paragraaf 1 als bewarende titel indien de betwiste schuldvorderingen het voorwerp hebben uitgemaakt van een uitvoerbare titel.

§ 5. Dit artikel blijft van toepassing in geval van beslag, overdracht, samenloop of een insolventieprocedure.

§ 6. De toepassingsvolgorde wordt in een toetredingsovereenkomst met de betrokken diensten of organismen vastgelegd, ongeacht de voorrechten die verbonden zijn aan de schuldvorderingen waarvan de inning en de invordering worden verzekerd door de Federale Overheidsdienst Financiën of door de Rijksdienst voor sociale zekerheid."

Art. 157. Dit hoofdstuk treedt in werking op de door de Koning te bepalen datum, en ten laatste op 1 januari 2019.

TITEL 6. — Buitenlandse Zaken

ENIG HOOFDSTUK. — Oprichting van een administratieve dienst met boekhoudkundige autonomie belast met Consulaire Zaken

Art. 158. Binnen de Directie-generaal Consulaire Zaken van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking, wordt een administratieve dienst met boekhoudkundige autonomie belast met consulaire zaken opgericht, overeenkomstig artikel 77 van de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat, die bevoegd is voor :

- het beheer van de Belgische paspoorten;
- het beheer van de visa;
- het beheer van de identiteitskaarten voor Belgen in het buitenland;
- het treffen van alle maatregelen die de Belgen ingeschreven in de consulaire registers toelaten deel te nemen aan de in België uitgeschreven en georganiseerde verkiezingen;
- consulaire hulpverlening;
- het beheer van de in het Consulair Wetboek bedoelde registers, repertoria, akten en attesten;
- het beheer van de legalisaties.

Art. 159. Dans la loi-programme du 27 décembre 2005, les articles suivants sont abrogés :

- 1° l'article 14, modifié par la loi du 21 décembre 2013;
- 2° les articles 15 et 16.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du Sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 25 décembre 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
Ch. MICHEL

Le Ministre de l'Emploi,
K. PEETERS

Le Ministre des Affaires étrangères,
D. REYNDERS

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
M. DE BLOCK

Le Ministre des Pensions,
D. BACQUELAINE

Le Ministre des Finances,
J. VAN OVERTVELDT

Scellé du Sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

—
Note

(1) Chambre des représentants (www.lachambre.be) :
Documents : 54 2746
Compte rendu intégral : 21 décembre 2017.

Art. 159. In de programmawet van 27 december 2005 worden de volgende artikelen opgeheven :

- 1° artikel 14, gewijzigd bij de wet van 21 december 2013;
- 2° de artikelen 15 en 16.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 25 december 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
Ch. MICHEL

De Minister van Werk,
K.. PEETERS

De Minister van Buitenlandse Zaken,
D. REYNDERS

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
M. DE BLOCK

De Minister van Pensioenen,
D. BACQUELAINE

De Minister van Financiën,
J. VAN OVERTVELDT

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
K. GEENS

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be) :
Stukken : 54 2746
Integraal verslag : 21 december 2017.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[2017/206840]

13 DECEMBRE 2017. — Loi portant modification de la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Chapitre 1^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visé à l'article 74 de la Constitution.

Chapitre 2. — *Dispositions modificatives*

Art. 2

À l'article 1^{er} de la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire, modifié par les lois des 2 avril 2003, 30 mars 2011, 19 mars 2014 et 15 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans la définition de "substance radioactive", les mots "ou toute matière" sont insérés entre les mots "toute substance" et le mot "contenant";

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[2017/206840]

13 DECEMBER 2017. — Wet houdende wijziging van de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren en betreffende het federaal agentschap voor Nucleaire Controle, wat betreft de organisatie van de fysische controle

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Hoofdstuk 1. — *Algemene bepaling*

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Hoofdstuk 2. — *Wijzigingsbepalingen*

Art. 2

In artikel 1 van de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle, gewijzigd bij de wetten van 2 april 2003, 30 maart 2011, 19 maart 2014 en 15 mei 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de definitie van "radioactieve stof" wordt het woord "die" vervangen door de woorden "of elk materiaal die/dat";